

# Evaluation des activités du Programme Solidarité - Eau cofinancées par l'AFD (2016-2018)

RAPPORT FINAL

ARNAUD LAABAN ET ANA GONZALEZ

## SOMMAIRE

\_Toc533597430

Introduction .....	4
<b>Partie 1 - Réponses aux questions évaluatives .....</b>	<b>6</b>
QE1. Le programme du pS-Eau s'inscrit-il bien dans la stratégie française d'aide au développement du secteur de l'EAH ? Est-il pertinent au regard des évolutions du secteur de la solidarité internationale en matière d'EAH ? .....	7
QE2. Les activités menées constituent-elles une offre cohérente et répondent-elles aux besoins et attentes des différentes catégories de public cible du pS-Eau et à leur évolution ? 19	
QE3. Quelle est la valeur ajoutée du pS-Eau pour les différents types d'acteurs qui composent le secteur de l'EAH ? .....	27
QE4. Les objectifs et indicateurs définis sont-ils cohérents avec les activités menées et réalistes au regard des moyens du pS-Eau ? .....	34
QE5. Quelle est le niveau d'articulation du pS-Eau avec les acteurs structurants des autres secteurs composant les services de base ? .....	38
QE6. Le modèle organisationnel et économique du pS-Eau facilite-t-il la mise en place des activités du pS-Eau et est-il cohérent avec les objectifs du pS-Eau ? .....	41
QE7. Les activités prévues ont-elles été effectivement menées ? Le calendrier a-t-il été respecté ? .....	47
QE8. Les activités menées permettent-elles d'augmenter la qualité et la cohérence des initiatives portées par les acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale en France et dans les pays partenaires ? .....	52
QE9. Les activités menées ont-elles permis de mobiliser et d'articuler davantage d'acteurs et de moyens pour l'amélioration des services d'eau et d'assainissement en France et dans les pays partenaires ? .....	58
QE10. ACCOMPAGNEMENT L'orientation donnée aux actions portées par les acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale est-elle cohérente avec l'évolution constatée et attendue des modes d'intervention et des modes de financement en matière d'aide publique au développement sur les services d'eau potable et d'assainissement ? .....	66
QE11. RESEAUX PAYS La stratégie de focalisation d'une partie des activités du pS-Eau sur 8 pays est-elle pertinente et adaptée ? Répond-elle aux attentes des acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale française ? Quels ont été les effets produits ? .....	70
QE12. TERRITORIALE la stratégie de développement d'activités menées à une échelle territoriale en France permet-elle de répondre efficacement aux attentes et besoins des acteurs situés sur ces territoires ? Est-elle cohérente avec les dynamiques territoriales préexistantes ? .....	79
QE13. ELUS La stratégie consistant à s'appuyer sur des élus locaux relayant les messages de plaidoyer pour la solidarité internationale auprès de leurs pairs (les « élus de l'eau ») est-elle pertinente et efficace pour mobiliser de nouvelles collectivités ? .....	86

<b>Partie 2 - Conclusions et recommandations .....</b>	<b>90</b>
<b>Conclusions générales .....</b>	<b>91</b>
<b>Recommandations de l'évaluation .....</b>	<b>98</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>100</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>101</b>
<b>Entretiens et questionnaire.....</b>	<b>102</b>
<b>Acronymes .....</b>	<b>104</b>

## Introduction

### Evaluation externe

L'évaluation externe, confiée aux consultant.e.s Arnaud Laaban et Ana Gonzalez, porte sur les activités du programme Solidarité-Eau cofinancés par l'AFD sur la période 2016-2018.

Celle-ci poursuit un triple objectif :

- **Un objectif de redevabilité** auprès des bailleurs, l'évaluation permettant d'analyser l'atteinte ou non des objectifs et résultats fixés, l'utilisation efficiente et rationnelle des ressources, et d'expliquer les écarts observés.
- **Un objectif stratégique** : L'évaluation est l'occasion d'effectuer un bilan du programme et de vérifier la pertinence des orientations stratégiques du réseau face aux évolutions du contexte.
- **Un objectif de capitalisation**, l'évaluation constituant aussi un moment important de dialogue et de réflexion interne aboutissant à l'identification de leçons apprises de l'expérience et de bonnes pratiques.

Par ailleurs, elle revêt deux dimensions :

- **Une dimension rétrospective**, l'objectif étant de porter un regard externe sur la mise en œuvre du projet entre 2016 et 2018 selon des critères d'évaluation détaillés plus loin, en tenant compte des évolutions de long terme ayant pu marquer le secteur et pS-Eau.
- **Une dimension prospective**, l'objectif étant d'émettre des recommandations pouvant alimenter le processus de réflexion autour de la prochaine NIONG et tenant compte des évolutions du secteur (ex : CICID, CIT 2018-2023 AFD-OSC).

Enfin, la méthodologie met l'accent :

- **Sur les acteurs**, l'objectif étant d'analyser les dynamiques d'acteurs au sein du pS-Eau (de ses membres) et du secteur (question des lignes de partage / synergies).
- **Sur les changements**, l'objectif étant de caractériser les changements auxquels contribue le pS-Eau et d'apprécier cette contribution au regard des données collectées.

Le présent document constitue le rapport provisoire de l'évaluation. Il s'articule autour de deux parties :

- ▶ Les réponses argumentées aux questions évaluatives
- ▶ Les conclusions et recommandations de l'évaluation

## Fiche programme

<b>Titre</b>	<b>Renforcer les compétences et favoriser les actions de solidarité internationale pour pérenniser l'accès aux services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement</b>
<b>Acteur</b>	<b>Programme Solidarité – Eau (pS-Eau)</b>
<b>Durée</b>	Janvier 2016 – Décembre 2018
<b>Financement</b>	2,96 millions EUR dont 1,775 millions EUR de financements AFD (60%)
<b>Objectifs</b>	<p><b>Objectif général</b> : L'accès à l'eau et à l'assainissement est accru dans les pays en développement (cibles 6.1 et 6.2 de l'ODD6)</p> <p><b>Objectif spécifique</b> : Les actions de solidarité internationale contribuent efficacement au développement et à la gestion des services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement</p>
<b>Résultats attendus</b>	<p><b>Résultat 1</b> : Les acteurs français de la solidarité internationale et leurs partenaires au Sud sont en capacité de mener des actions de qualité</p> <p><b>Résultat 2</b> : La mobilisation des acteurs et des moyens pour l'amélioration des services d'eau et d'assainissement dans les pays en développement est en augmentation.</p>
<b>Cibles</b>	<p>En France :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ ONG internationales</li> <li>▶ Associations de bénévoles</li> <li>▶ Associations de migrants</li> <li>▶ Agences de l'Eau</li> <li>▶ Collectivités territoriales, EPCI et syndicats d'eau en France</li> </ul> <p>Dans les pays partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ ONG internationales présentes localement</li> <li>▶ ONG locales</li> <li>▶ Collectivités territoriales</li> <li>▶ Acteurs publics du secteur de l'eau</li> <li>▶ Opérateurs publics / privés en matière d'eau et d'assainissement</li> </ul>



## Partie 1 - *Réponses aux questions évaluatives*

## QE1. Le programme du pS-Eau s'inscrit-il bien dans la stratégie française d'aide au développement du secteur de l'EAH ? Est-il pertinent au regard des évolutions du secteur de la solidarité internationale en matière d'EAH ?

### Un programme cohérent avec les priorités sectorielles en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène de l'APD française

En France, le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH) constitue une priorité sectorielle importante de l'Aide Publique au Développement (APD). Entre 2014 et 2016, environ 933 millions d'euros d'engagements ont été attribués par l'AFD pour ce secteur. Toutefois, la part des dons reste faible dans cette somme, puisqu'ils s'élèvent à 20 millions d'euros environ. Outre le guichet AFD DPA-OSC, les acteurs du secteur peuvent aussi compter sur la coopération décentralisée, qui, dans le secteur de l'eau, atteint 30,5 millions d'euros en 2017 (les ONG ne sont impliquées que dans une partie des projets de coopération décentralisée et donc ne touchent qu'une partie de cette somme), grâce à la mobilisation d'un dispositif spécifique : le 1% solidarité pour l'eau (loi Oudin).

Par rapport aux autres secteurs d'intervention de l'APD française, le secteur français de l'EAH est marqué par :

- **Une plus grande diversité d'acteurs** avec la présence des agences de l'eau, de syndicats mixtes d'eau, de collectivités territoriales ou encore d'opérateurs privés.
- **Une prépondérance de la coopération décentralisée** : Il s'agit de l'un des rares secteurs de la coopération où le poids de la coopération décentralisée est plus élevé que celui de la coopération non décentralisée dans l'APD hors dons, notamment grâce à la loi Oudin.
- **Un besoin de renforcement des acteurs associatifs**. Si le secteur compte certaines ONG d'envergure internationale telles que le GRET, ACF il regroupe également de nombreuses associations de solidarité internationale de taille modeste qui n'ont pas les moyens d'assurer elles-mêmes un travail de veille, de capitalisation ou d'outillage méthodologique et peuvent donc avoir besoin d'un appui extérieur en la matière.
- **Un besoin d'accompagnement des acteurs mobilisés par la loi Oudin** qui peuvent être peu habitués à mener ou superviser des projets de solidarité internationale (ex : agences de l'eau, syndicats mixtes d'eau) et ainsi avoir besoin d'appui et de renforcement dans la définition et le suivi de ces projets.

En 2016, le CICID confirme l'eau et l'assainissement comme priorité thématique de l'APD française et précise que « la France élaborera, en concertation avec toutes les parties prenantes, une stratégie pluriannuelle promouvant les droits à l'accès à l'eau potable ». Le CICID de 2018 conforte également l'appui à la coopération dans l'eau et l'assainissement, tout en insistant sur les enjeux liés à l'adaptation aux changements climatiques.

## **Extraits des Comités interministériels de la coopération internationale et du développement (CICID) de 2016 et 2018**

### **CICID 2018**

*« La France poursuivra la mise en œuvre des droits de l'Homme en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement, contribuant ainsi à améliorer la santé, l'accès à l'éducation, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'égalité de genre. Les actions en matière de gestion durable de la ressource, de prévention des catastrophes liées à l'eau et de réponse aux situations d'urgence contribuent à atteindre les objectifs de la France en matière d'adaptation aux effets du changement climatique. La France élaborera une stratégie pluriannuelle dédiée »*

### **CICID 2016**

*[Le gouvernement] soutiendra le développement du mécanisme «1% solidaire» au profit de la solidarité internationale dans le domaine des déchets et de l'eau pour les collectivités territoriales et les agences françaises de l'eau (loi Oudin-Santini).*

*« L'accès de tous à des services d'alimentation en eau potable et d'assainissement gérés de façon durable constituera une priorité pour la France, contribuant ainsi à améliorer la santé, l'accès à l'éducation, la sécurité alimentaire et à lutter contre la malnutrition. Face aux enjeux démographiques, la France élaborera, en concertation avec toutes les parties prenantes, une stratégie pluriannuelle promouvant les droits à l'accès à l'eau potable. Elle agira en faveur de l'assainissement, ainsi que de la préservation et de la bonne gestion des ressources en eau, dans un contexte de changement climatique »*

L'opérationnalisation des CICID se fait principalement à travers l'action de l'AFD en vertu des cadres d'intervention sectoriels et transversaux que cette dernière peut définir. En matière d'eau et d'assainissement, le document de référence et le cadre d'intervention sectoriel Eau et Assainissement de l'AFD 2014-2018. A noter que le cadre d'intervention sectoriel 2019-2023 est en cours de définition et n'était pas disponible au moment de la présente évaluation. Dans les paragraphes suivants, nous analysons la cohérence stratégique des activités du pS-Eau sur la période 2016-2018.

### **Axe 1 du CIS : Appuyer la définition de cadres sectoriels clairs, efficaces et inclusifs**

Le pS-Eau contribue à cet objectif particulièrement tant à l'échelon national et local qu'à celui des bassins (bassin du Mono au Togo et Bénin) à travers différents types d'action :

- ▶ Des réunions entre les acteurs du secteur pour évoquer des sujets techniques, des problématiques liées à l'actualité du secteur ou présenter des expériences réussies, ainsi que pour favoriser davantage de cohérence entre ces derniers.
- ▶ La diffusion des publications du pS-Eau (guides principalement) à l'occasion d'événements organisés par le pS-Eau ou ses partenaires (distribution physique).
- ▶ L'organisation de formations spécifiques à destination des acteurs du secteur (collectivités locales, acteurs associatifs locaux, etc.)
- ▶ Des projets ou programmes spécifiques tels que le programme MONO au Bénin / Togo ou le projet PRADALIS au Sénégal.



Dans le cas du Sénégal, l'action en faveur du renforcement de la gouvernance locale se matérialise par le projet PRADALIS qui n'est pas couvert par la présente évaluation mais constitue un cadre d'intervention complémentaire.

#### **Projet PRADALIS (lancé en 2017)**

Coordonné par le pS-Eau et co-porté par Eau Vive -ISE, le GRET et CONGAD, le Projet de Recherche Action pour le Développement de l'Assainissement dans les localités intermédiaires (PRADALIS) bénéficie d'un co-financement de l'Union Européenne.

Il vise à contribuer à l'amélioration de la gouvernance et des performances du secteur de l'assainissement par une meilleure implication de la société civile et la recherche multi-partenaire (objectif général).

Pour ce faire, le projet prévoit de renforcer les OSC, les autorités locales et autres acteurs du secteur de l'assainissement dans leur compréhension et leur capacité d'action pour le développement et le suivi de services d'assainissement durables dans les localités intermédiaires du Sénégal (objectif spécifique).

Il cible tout particulièrement les collectivités territoriales, administration et services techniques de l'Etat, partenaires financiers et techniques qui interviennent dans des localités intermédiaires (de 5 000 à 30 000 habitants).

Le comité de pilotage de ce programme est co-présidé par la Direction de l'assainissement du Ministère sénégalais de l'hydraulique et de l'assainissement et la CPCSP (ex PEPAM). Les résultats du programme alimenteront directement la révision de la stratégie nationale du Sénégal pour l'assainissement dans les petites villes.

Dans le cas du bassin du Mono, le pS-Eau intervient aux côtés de l'OIEAU avec l'appui de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse.

#### **Programme du Mono (lancé en 2014)**

Piloté par l'OIEAU et le pS-Eau, ce programme constitue un exemple original de coopération décentralisée entre deux autorités de bassin : l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC), financeur du programme, et l'Autorité du Bassin du Mono (ABM).

Le programme a pour but d'accompagner la bonne mise en œuvre des processus de GIRE à l'échelle du Bassin du Mono via la consolidation de la gouvernance, notamment le renforcement de l'ABM, et la planification de la gestion des ressources en eau à moyen et long terme. Il doit aussi faciliter la mise en œuvre de projets de solidarité dans les domaines de l'accès à l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement ainsi que de la GIRE entre collectivités françaises et togolaises/béninoises du bassin.

## ***Axe 2 - Préserver la ressource en eau dans un contexte de stress hydrique croissant***

Bien que cet axe ne constitue pas le champ d'expertise historique du pS-Eau, il a été abordé par ce dernier en partenariat avec des acteurs de la recherche (ex : AgroParisTech ou université de Toulouse), ou dans le cadre de réseau pays (ex : réseau LEWAP au Liban, réseau Sénégal, rencontre inter-pays Burkina Faso – Togo, Bénin, réseau Ran'Eau à Madagascar). Par exemple, le pS-Eau a travaillé avec des étudiants d'AgroParisTech pour la réalisation de synthèses bibliographiques sur la réutilisation des eaux usées et des excréments, sur la Concurrence entre usages domestiques et autres usages de l'eau, et actuellement sur les ressources conventionnelles et non-conventionnelles pour l'eau potable dans un contexte de raréfaction de la ressource en eau en Afrique subsaharienne. Concernant le Liban, pays qui fait face à une grave crise de ressource en eau, les acteurs appuyés par le pS-Eau, notamment dans le cadre du réseau LEWAP, porte beaucoup sur la question du développement de ressources non conventionnelles telles que le dessalement d'eau de mer. En décembre 2017, une conférence sur ces enjeux a été organisée à Beyrouth<sup>1</sup>. La question de la protection de la ressource en eau et de la recherche de solution non conventionnelle d'assainissement constituent néanmoins des problématiques croissantes sur lesquelles certains acteurs rencontrés ont émis le souhait que le pS-Eau aille plus loin en la matière (ex : guide sur les solutions non conventionnelles d'assainissement telles que le recyclage des eaux usées ou le dessalement). D'autant plus que le CICID 2018, tout comme le 11<sup>e</sup> programme des Agences de l'Eau met aussi fortement l'accent sur les enjeux de préservation de la ressource et les questions d'adaptation aux effets du changement climatique. S'il y a beaucoup d'attente, la réflexion n'est en revanche pas encore mûre au sein des partenaires et les partenaires attendent justement du pS-Eau qu'il accompagne la réflexion au sein du secteur.

## ***Axe 3 : Fournir un accès à des services performants et durables pour tous***

L'accès à l'eau et à l'assainissement constitue le cœur de l'expertise et conséquent il s'agit de l'axe du CIS avec lequel le pS-Eau est le plus en cohérence. Par ailleurs :

L'AFD, de par les instruments utilisés (prêts et éventuellement subventions ciblées), vise surtout les grands centres urbains dans lesquels des délégations de services publics sont possibles au contraire des petits centres urbains (risque trop élevé, manque du travail du pS-Eau, par de capacités pour gérer l'encours, rentabilité difficile à établir, etc.). Le pS-Eau, grâce à son travail de mobilisation des acteurs de la coopération décentralisée, permet de viser une autre strate d'acteurs : les petits centres, pour lesquels les subventions et l'assistance technique sont davantage pertinents.

On note par ailleurs que « sous réserve de l'existence de dispositifs de régulation, l'AFD soutiendra la promotion d'approches alternatives telles que les initiatives informelles de Petits opérateurs privés (POP) ». Or il s'agit d'un type d'approche que le pS-Eau promeut depuis longtemps. Par conséquent la cohérence des activités du programme avec cet axe du CIS est forte.

## ***Axe 4 : Gérer le risque d'inondation en ville dans un contexte de variabilité climatique accrue***

Si le pS-Eau ne traite pas les questions d'aménagement urbain et de gestion des risques inondations, il travaille depuis longtemps sur la gestion des eaux pluviales qui constitue déjà une de ses thématiques<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup>

[https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps\\_eau\\_compte\\_rendu\\_conference\\_nouvelles\\_technologies\\_de\\_traitement\\_de\\_l\\_eau\\_adaptees\\_aux\\_pays\\_du\\_sud\\_2017.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_compte_rendu_conference_nouvelles_technologies_de_traitement_de_l_eau_adaptees_aux_pays_du_sud_2017.pdf)

<sup>2</sup> <https://www.pseau.org/fr/recherche-developpement/production/gep>

Pour mettre en œuvre les axes du CIS, ce dernier prévoit, en termes d'outils, , le développement de **campagnes d'information – éducation – communication (IEC)** afin de viser des changements durables dans les communautés visées : développement de bonnes pratiques d'hygiène, lutte contre le gaspillage de l'eau, etc. Là encore il s'agit d'un sujet sur lequel travail le pS-Eau depuis plusieurs années avec, par exemple, la publication d'un guide d'éducation sanitaire appliquée à l'eau, l'hygiène et l'assainissement (2013) ou l'organisation de rencontres sur ce sujet comme en 2015 dans le cadre du réseau malgache des acteurs de l'eau initié par le pS-Eau, le Ran'Eau<sup>3</sup>.

En conclusion, la cohérence avec la stratégie sectorielle de l'AFD 2014-2018 apparaît forte dans la mesure où la plupart des axes du CIS font échos à des travaux du pS-Eau initiés avant 2014.

### Une action cohérente avec l'enjeu d'opérationnaliser l'Agenda 2030

Adopté le 25 septembre 2015 par les chefs d'État et de gouvernement réunis lors du Sommet spécial sur le développement durable, l'Agenda 2030 fixe 17 objectifs de développement durable (ODD) déclinés en 169 cibles. Il promeut une vision holistique du développement durable fondé sur 3 composantes essentielles - environnement, social et économie.

Parmi les secteurs visés directement par les ODD, on retrouve celui de l'eau et de l'assainissement qui redevient une priorité au niveau internationale<sup>4</sup>, au sud comme au nord, dans le cadre de l'Agenda 2030. Selon l'ODD 6, l'ensemble de la communauté internationale doit mettre en œuvre les mesures permettant de « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».

Si le pS-Eau a contribué, au même titre que d'autres réseaux de la société civile mobilisés, à l'obtention de l'ODD 6, l'enjeu est désormais d'opérationnaliser la mise en œuvre de l'ODD 6, ce qui passe d'abord par un travail d'information des acteurs.

Le pS-Eau a ainsi publié en 2017 un guide sur les ODD : « Les ODD et les services d'eau et d'assainissements – décryptage et indicateurs »<sup>5</sup> qui, selon les entretiens menés, a permis aux acteurs de saisir les principaux enjeux liés à la mise en œuvre de l'ODD 6.

Au-delà des objectifs sectoriels, les ODD constituent un changement important par rapport aux OMD en promouvant une approche intégrée du développement, la fin du paradigme nord-sud, ou la concentration des moyens sur les plus vulnérables (« no one left behind »). Ce dernier point pourrait constituer une piste pour le pS-Eau d'autant qu'il fait écho à un sous-objectif du CIS 2014-2018 de l'AFD : la « promotion de mécanismes en faveur des populations les plus vulnérables (tarification, branchements sociaux, etc.). Si le pS-Eau a déjà évoqué ce sujet à plusieurs reprises dans ses publications et son comité scientifique, il pourrait être intéressant d'approfondir la

---

3

[https://www.pseau.org/outils/ouvrages/cite\\_ps\\_eau\\_compte\\_rendu\\_de\\_l\\_atelier\\_ran\\_eau\\_iec\\_pour\\_le\\_changement\\_de\\_comportement\\_en\\_matiere\\_d\\_eah\\_2015.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/cite_ps_eau_compte_rendu_de_l_atelier_ran_eau_iec_pour_le_changement_de_comportement_en_matiere_d_eah_2015.pdf)

<sup>4</sup> L'eau ne figurait pas parmi les 8 objectifs du millénaire (2000)

5

[https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps\\_eau\\_les\\_odd\\_pour\\_les\\_services\\_eau\\_et\\_assainissement\\_fr.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_les_odd_pour_les_services_eau_et_assainissement_fr.pdf)

réflexion avec l'élaboration d'un guide ou d'une publication en la matière à destination de l'ensemble de ses partenaires.

### **Une action globalement cohérente avec les programmes des Agences de l'Eau mais appelée à évoluer progressivement**

Les Agences de l'Eau sont des établissements publics qui ont pour missions de contribuer à réduire les pollutions de toutes origines et à protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques dans les sept bassins hydrographiques métropolitains. Elles sont devenues un acteur important de la coopération décentralisée française en matière d'Eau et d'Assainissement depuis l'adoption de la Loi Oudin-Santini en 2005.

Tel que défini dans les 10<sup>e</sup> programmes des Agences de l'Eau (2013-2018), ces dernières peuvent soutenir et mener des actions internationales selon 3 volets :

- ▶ Le volet coopération décentralisée qui concerne tout particulièrement le financements d'actions dans le cadre du 1% Eau, centrées principalement sur les problématiques d'accès à l'eau et à l'assainissement.
- ▶ Le volet institutionnel qui concerne la coopération technique et financière entre les Agences de l'Eau et les autorités locales à l'échelle d'un bassin lorsque ce modèle d'institutionnalisation existe. La coopération entre l'Agence Rhône Méditerranée Corse et l'Autorité du Bassin du Mono en constitue l'illustration. Ce type de coopération vise notamment à promouvoir le modèle de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)
- ▶ Le volet urgence qui vise à financer, en lien avec le MEAE, des réponses concertées face à des événements exceptionnels (catastrophe naturelle, conflit, etc.). Par exemple, les agences ont financé à hauteur de plus de 600.000 euros une intervention d'urgence pilotée par ACF et Solidarité Internationales en Haïti suite au passage de l'ouragan Mathew.

Le pS-Eau contribue tout particulièrement au volet coopération décentralisée des Agences de l'Eau dans la mesure où son action d'animation du dispositif 1% tant au niveau territorial que national constitue un rouage essentiel de la mobilisation des financements des agences par les acteurs du secteur. Son travail d'intermédiation permet aux porteurs de projets d'identifier l'appel à projet le plus pertinent parmi ceux lancés par les différentes agences, d'être mis en contact avec des collectivités prêtes à co-financer leurs projets et de trouver les partenaires adéquats sur le terrain. L'appui / conseil individuel comme collectif du pS-Eau permet aussi de renforcer la pertinence des projets présentés et contribue in fine à améliorer la qualité des projets financés par les Agences de l'Eau en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement.

Concernant le volet institutionnel des Agences de l'eau, celui-ci étant surtout centré sur la GIRE, l'acteur de référence est l'OIEau même si le pS-Eau co-pilote certains programmes avec l'OIEau (programme Mono). Enfin concernant le volet urgence, il s'agit d'un domaine très spécifique dans lequel intervient plus marginalement le pS-Eau.

5 des 6 Agences de l'Eau soutiennent le travail d'animation territoriale du pS-Eau. Certaines financent également des programmes spécifiques auxquels participent le pS-Eau (ex : AERMC pour

le Programme Mono au Togo/Bénin) et/ou les réseaux pays appuyés par le pS-Eau (ex : AERMC, AEAP, AERM pour Ran'Eau-Madagascar, AESN pour ACTEA – Burkina Faso). Toutefois, le rapport d'activités sur la coopération internationale des Agences de l'Eau met plutôt en avant le partenariat de référence avec l'OIEau. Cela s'explique par le focus de l'OIEau sur le « grand cycle » de l'eau (les agences étant aussi concentré sur celui-ci, même si pas exclusivement) ainsi que sur une animation de la relation partenariale avec les agences perçue comme plus pro-active. Le pS-Eau est pourtant beaucoup plus présent à l'échelle territoriale, auprès des collectivités et des porteurs de projets en France, et dans les pays partenaires (présence permanente dans plusieurs pays). Une réflexion sur l'animation des partenariats du pS-Eau pourrait être menée afin de mieux valoriser les activités du pS-Eau.

*« On perçoit un clivage entre ce qui s'occupent de la GIRE comme l'OIEau et ceux qui font du système eau. Aujourd'hui avec le changement climatique, cela ne fonctionne plus. Il faut des données sur les ressources pour s'assurer que les infrastructures seront pérennes. »*

*Partenaire du pS-Eau*

*« Un volet mériterait d'être travaillé, tout ce qui est biodiversité et protection de la biodiversité en lien avec l'Eau et l'Assainissement comme la protection pour des captages »*

*Agence de l'Eau*

Par ailleurs, les focus thématiques du pS-Eau pourraient être amenés à évoluer pour rester cohérent avec les orientations des Agences de l'Eau. Les 11<sup>e</sup> programmes des Agences de l'Eau, outre une réduction budgétaire variable selon les agences, comportent en effet un certain nombre de changements : responsabilité en matière de biodiversité, supervision de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), action accrue en matière de lutte et d'adaptation au changement climatique. Ces changements pourraient à terme impacter l'action internationale avec un focus accru sur la protection de la ressource en eau, la prévention des inondations. Or, la perception des agences interrogées est que le pS-Eau n'est pas suffisamment actif sur ces questions même si elles reconnaissent qu'il a pu produire des documents utiles (ex : guide sur les ODD).

### Une action pertinente au regard des grands enjeux d'évolution du secteur

L'analyse des enjeux et de l'évolution du secteur de l'eau et de l'assainissement qui suit s'appuie principalement sur les analyses prospectives de l'IRC, l'Overseas Development Institute et de UNICEF.

### La prise en compte des enjeux liés au stress hydrique et au changement climatique

En 2050 on estime que 40% de la population vivra dans des zones de « stress hydrique », c'est-à-dire dans lesquelles la demande est supérieure à l'approvisionnement, tandis que la demande en eau devrait doubler et que le changement climatique pourrait perturber à terme la ressource en eau ou les systèmes d'eau et d'assainissement (inondations). L'Afrique Subsaharienne, l'Asie Centrale et l'Asie du Sud seront les zones les plus affectées. Cette évolution comporte plusieurs enjeux :

- **Le développement de ressources alternatives dans les pays en manque d'eau.** La constitution du réseau pays au Liban, un des pays marqués par le manque d'eau, s'inscrit dans ce contexte.

- **La Gestion Intégrée des ressources en Eau (GIRE)** constitue également un instrument important de bonne gouvernance de l'eau dans des contextes de tensions autour de la ressource que le pS-Eau promeut ou dont le pS-Eau appuie directement la mise en place (ex : Programme Mono).
- **La protection de la ressource** : Cet enjeu est d'autant plus important dans les zones ayant des systèmes d'assainissement et de gestion des déchets solides inexistantes ou déficients. La contamination de la ressource en eau peut en avoir un impact à terme sur la disponibilité de l'eau pour sa consommation. Lorsque la contamination touche les nappes souterraines, elle d'une part, difficile à détecter, et d'autre part, difficile à endiguer. Les ressources à paraître du pS-Eau en la matière (fin 2018) devraient apporter une première aux acteurs du secteur s'interrogeant sur ces enjeux.

*« Sur les ODD, pS-Eau se démarque. C'est bien d'avoir attaqué l'angle climat. Il existe beaucoup de chose sur l'atténuation du changement climatique mais peu sur l'adaptation. C'est bien que le pS-Eau se positionne là dessus, cela répond à un vrai besoin »*

*Partenaire public*

### **Le besoin de concentrer l'action sur les plus vulnérables**

La prise en compte des populations vulnérables constitue un enjeu important des projets d'eau et d'assainissement, surtout dans la mesure où il s'agit d'un service potentiellement payant. Les ODD y font directement échos et invitent les acteurs à plus se concentrer sur la réduction des inégalités que sur l'augmentation de l'accès aux services de base en général.

Dans certains cas, la construction de systèmes d'eau et d'assainissement peut même se traduire par une dégradation de leurs conditions si les populations vulnérables ne sont pas prises en compte car elles n'ont plus accès aux points d'eau habituels ou parce que celui-ci est devenu payant. Le caractère « vulnérable doit être compris dans toute sa diversité car « dans les foyers, communautés et sociétés, les caractéristiques personnelles et collectives relatives au sexe, à l'âge, à l'ethnie, au statut migratoire, au handicap et à l'orientation sexuelle peuvent constituer des barrières à un accès équitable à ces services »<sup>6</sup>.

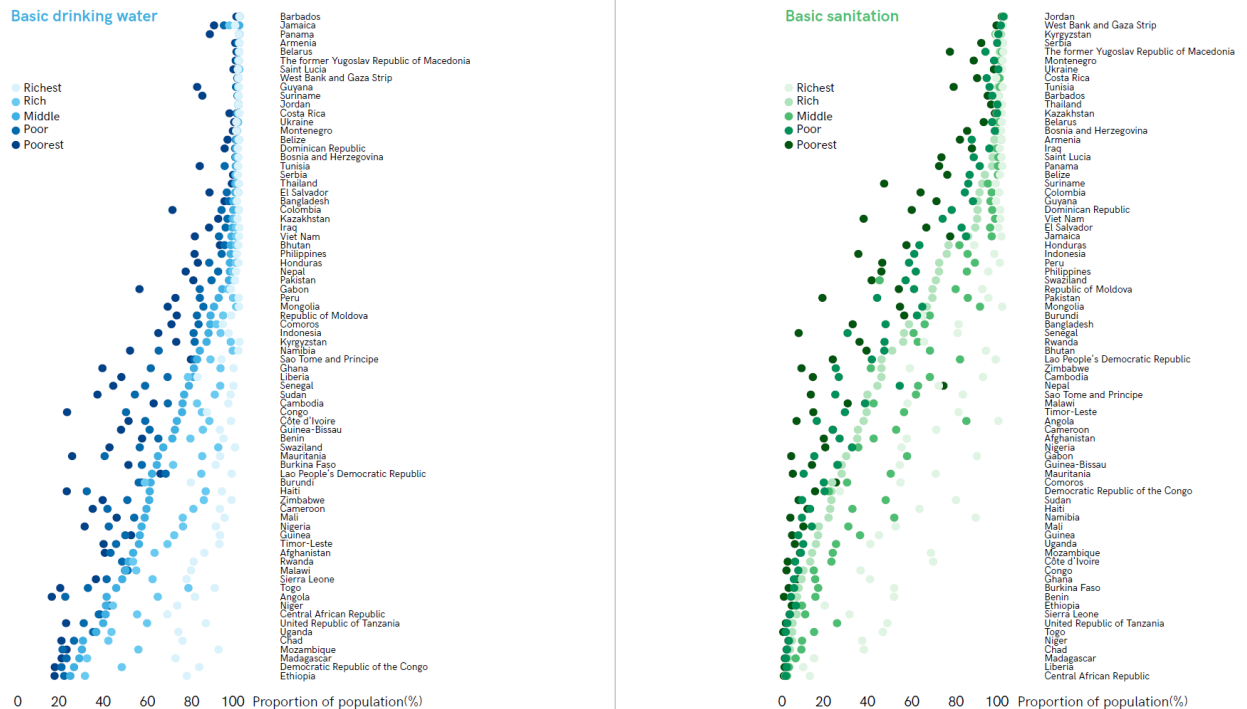
Par ailleurs il existe aussi un fossé entre zones rurales et urbaines: Les foyers ruraux représentent 80% de ceux qui manquent d'eau améliorée et 70% de ceux qui n'ont pas un accès à un assainissement amélioré<sup>7</sup>. Il est donc important de continuer à viser les ménages vivant en zones rurales même si la population urbaine augmente partout.

<sup>6</sup> Working paper ODI 520, Future flows Global trends to watch on water and sanitation, 2017

<sup>7</sup> IRC Trends Analysis, 2016–2025, mars 2016

## Différence entre l'accès à l'eau et à l'assainissement entre quintiles de revenus par pays (2010-2014)

Rich-poor gaps are generally larger for sanitation than for drinking water or hygiene



Source : Progress on Drinking Water, Sanitation and Hygiene 2017, JMP, UNICEF

Si le pS-Eau se concentre sur les zones vulnérables présentant les retards les plus importants en termes d'accès à l'eau et à l'assainissement (petits centres, zones rurales et/ou périurbaines), il prend relativement peu en compte l'enjeu de l'accès des strates particulièrement vulnérables parmi les populations couvertes par la mise en œuvre d'un système d'eau et/ou d'assainissement, entendues comme les ménages en situation de pauvreté et/ou d'extrême pauvreté, les habitants de quartiers d'invasion, ou les populations marginalisées (déplacés / réfugiés, minorités marginalisées, etc.) qui n'ont pas les moyens de payer l'accès à l'eau. Ainsi, il n'a pas produit, pour le moment, de guide ou doucement de capitalisation permettant aux acteurs du secteur d'identifier des solutions concrètes pour améliorer l'accès des populations les plus vulnérables, ce qui a été identifié comme un besoin des acteurs interrogés.

Concernant l'accès à l'eau en milieu rural, si le pS-Eau ne se concentre pas sur l'eau agricole (un autre réseau, le COSTEA, auquel participe le pS-Eau le fait), il couvre bien les enjeux d'accès à l'eau en zone rurale comme nous avons pu le confirmer dans les entretiens menés.

« Plus on progresse dans les objectifs d'accès à l'eau, plus va se poser le problème de l'accès des plus vulnérables. On a besoin d'une boîte à outils pour y répondre. Il y a du jus de cerveau à fournir. »

Cabinet d'expertise membre

« Ce serait bien d'avoir une réflexion spécifique sur les public vulnérables. Le no one left behind suppose d'aller chercher les plus pauvres parmi les plus pauvres. Ce sont des sujets qui supposent une approche totalement différente, notamment dans les modèle économiques et sur lequel le pS-Eau serait légitime et utile »

Syndicat membre



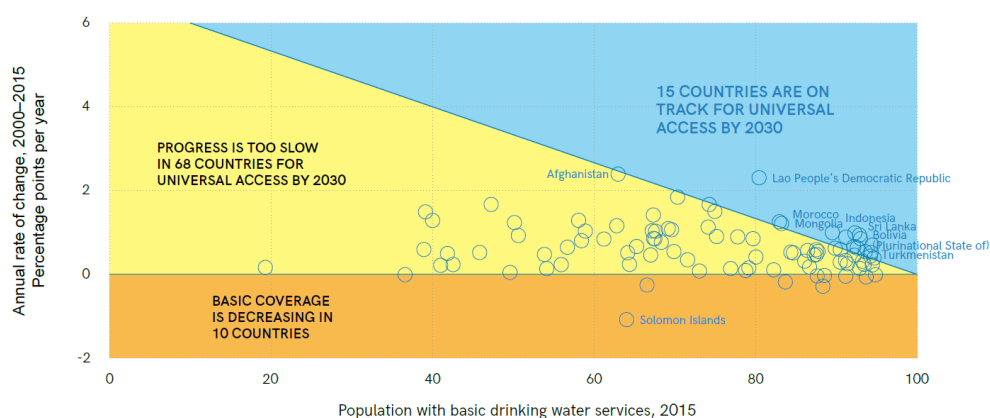
## Un retard relatif en matière d'assainissement.

Dans les pays les moins avancés, la défécation à l'air libre a diminué en proportion mais augmenté en nombre du fait que l'augmentation de la population a été plus rapide que l'amélioration de l'accès aux services d'assainissement (surtout en Asie du Sud et en Afrique Sub-saharienne).

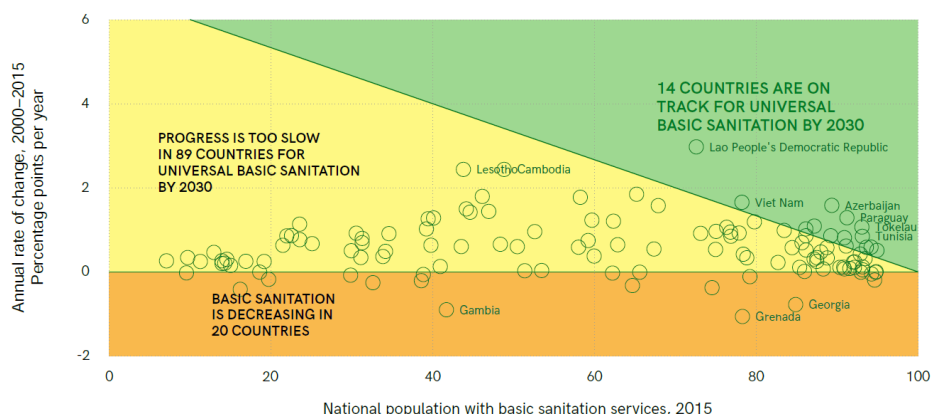
Plus globalement, les progrès en matière d'accès à l'eau ont été plus rapides que les progrès en matière d'accès à l'assainissement : 20 pays ont vu le taux d'accès aux services de base d'assainissement baisser contre 10 pour les services de base d'eau.

## Comparaison des progrès en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays dont moins de 95% d'accès de la population a accès à ces services (200-2015)

One in five countries below 95% coverage is on track to achieve universal basic water services by 2030



Just 1 in 10 countries below 95% coverage are on track to achieve universal basic sanitation by 2030



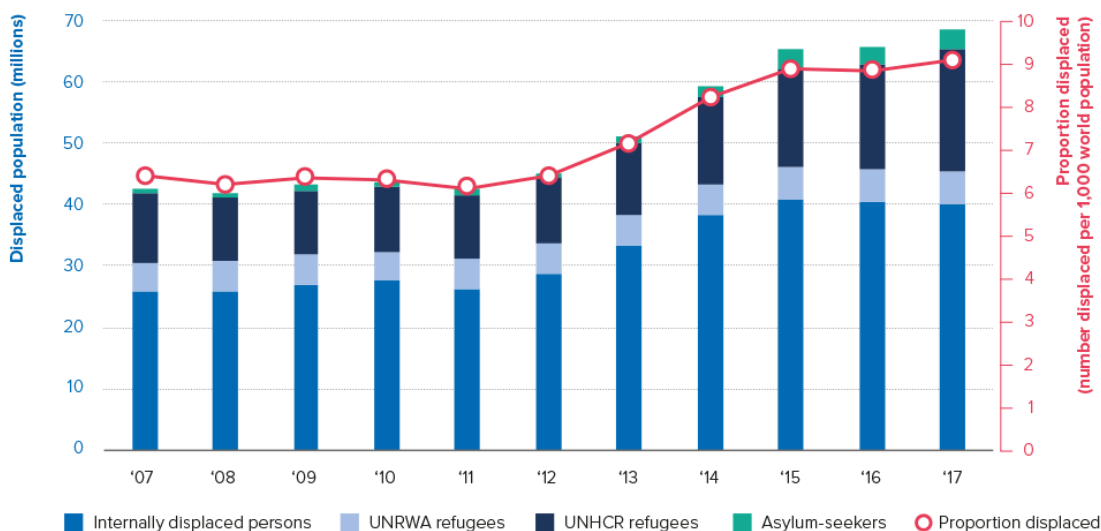
Source : Progress on Drinking Water, Sanitation and Hygiene 2017, JMP, UNICEF

Le pS-Eau se concentre bien tant sur les enjeux d'accès à l'eau que sur ceux de l'accès à l'assainissement (ainsi que sur l'hygiène). Cependant, il pourrait être intéressant de distinguer les projets relatifs à l'accès à l'eau et ceux relatifs à l'accès à l'assainissement à la fois dans les outils de suivi de l'accompagnement et dans la consolidation des données financières du secteur. Il serait ainsi possible d'analyser si la coopération décentralisée française apparaît équilibrée ou si elle reproduit les inégalités de contributions financières observées au niveau global entre l'accès à l'eau et l'accès à l'assainissement.



## La prise compte de l'enjeu migratoire

Trend of global displacement and proportion displaced | 2007-2017



Source : UNHCR, 2018

Le nombre de personnes déplacées et/ou réfugiées a beaucoup augmenté ces dernières années, passant d'un peu plus de 40 millions de personnes en 2011 à près de 69 millions en 2017 (UNHCR). Les déplacés internes sont presque deux fois plus nombreux que les réfugiés dans un autre pays. Vivant souvent à l'origine en zone rurale, ils émigrent généralement dans les quartiers périurbains des grandes villes et dans les centres urbains secondaires. Or il s'agit de zones marquées par une carence de services publics, notamment en matière d'eau et d'assainissement, que les flux migratoires peuvent exacerber. Le focus du pS-Eau sur les petits centres et les zones péri-urbaines apparaît donc particulièrement pertinent au regard de ces enjeux.

Concernant les réfugiés, ils proviennent à 57% de trois pays : Le Soudan du Sud, la Syrie et l'Afghanistan, et trouvent refuge en premier lieu dans des pays limitrophes comme la Turquie, le Liban ou la Jordanie pour les réfugiés syriens. Si l'accueil d'urgence et la construction de camps de réfugiés est avant tout le domaine des organisations humanitaires, la question de la viabilisation d'une infrastructure de base en matière d'eau et d'assainissement (de même qu'en matière d'éducation, de santé, etc.) peut se poser lorsque la présence des réfugiés se pérennise. Dans ce contexte, la création du réseau pays Liban apparaît particulièrement pertinente puisqu'il s'agit d'un pays ayant accueilli de nombreux réfugiés palestiniens dont les camps de réfugiés d'abord provisoires sont devenus permanents. L'accueil des réfugiés syriens pourrait également suivre la même évolution.

Ainsi, l'accès des populations réfugiées à l'eau et à l'assainissement dans un contexte de post-urgence pourrait constituer un domaine que le pS-Eau pourrait davantage investiguer, notamment dans le cadre de son comité scientifique, avant d'envisager l'élaboration d'outils plus pratiques.

## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

L'action du pS-Eau est globalement cohérente avec la stratégie de l'AFD en matière d'Eau et d'Assainissement sur la période, tout particulièrement avec l'axe 3 « Fournir un accès à des services performants et durables pour tous ».

De même, les activités du pS-Eau sont cohérentes avec l'enjeu d'opérationnaliser les ODD, en particulier l'ODD 6. On observe néanmoins des attentes croissantes en matière de prise en compte des enjeux du changement climatique par les systèmes d'eau et d'assainissement, en lien avec les priorités de l'AFD. Le positionnement croissant du pS-Eau sur ces enjeux est donc pertinent et doit être renforcé, ce qui fait également écho aux évolutions des Agences de l'Eau.

L'analyse des évolutions du secteur montre que le pS-Eau est globalement bien positionné sur la plupart des enjeux primordiaux ou émergents, même si certains sujets pourraient être davantage développés (ex : prise en compte des populations vulnérables, enjeu migratoire post-urgence).

### Recommandations :

- ▶ Réaliser un guide sur la prise en compte des publics vulnérables dans les systèmes d'eau et d'assainissement (couverture, tarification / subvention, etc.)
- ▶ Intégrer la prise en compte des enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans les formations et l'accompagnement individuel portant sur l'élaboration des projets.
- ▶ Créer un groupe de travail sur l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les situations de post-urgence afin d'identifier s'il est nécessaire d'approfondir cette question et d'intégrer la thématique au travail du pS-Eau.
- ▶ Distinguer les projets / financements qui relèvent de l'accès à l'eau de ceux qui relèvent de l'assainissement (suivi de l'accompagnement, bilan financier de la coopération décentralisée).
- ▶ Initier une réflexion sur les services d'eau et d'assainissement dans les situations de post-urgence.

## QE2. Les activités menées constituent-elles une offre cohérente et répondent-elles aux besoins et attentes des différentes catégories de public cible du pS-Eau et à leur évolution ?

### Une offre cohérente tant pour les petits porteurs de projets que pour les financeurs

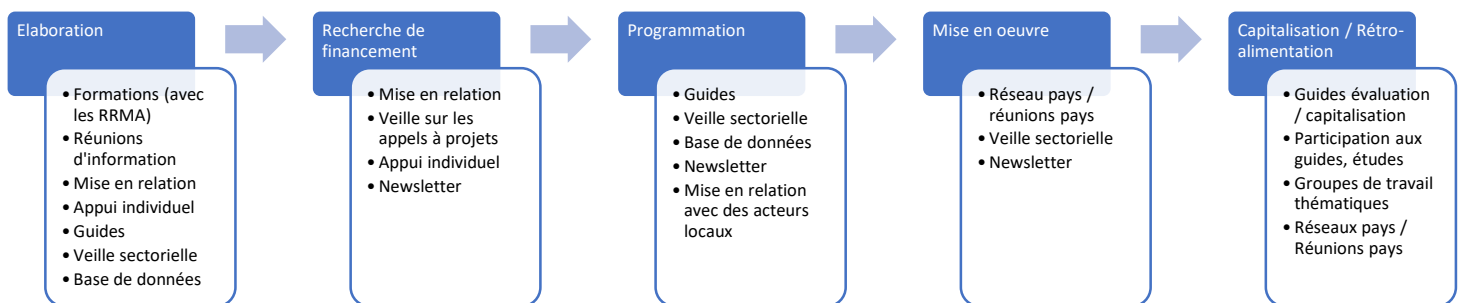
Les activités du pS-Eau fournissent un appui direct ou indirect tant aux porteurs de projets qu'aux bailleurs, tout au long du cycle projet.

Pour les porteurs de projets, le pS-Eau propose des activités permettant de saisir les grands enjeux entourant l'élaboration d'un projet, tant sur le plan technique que sur celui de la gouvernance, que ce soit par l'appui individuel et collectif, ou la production de connaissance. Il fournit également des informations de contexte clés sur un certain nombre de pays partenaires. Le pS-Eau peut ensuite les appuyer dans la recherche de financement, soit à travers sa veille sur les appels à projets, soit en mettant en relation les porteurs de projets avec des financeurs potentiels dans le cadre de l'appui individuel.

Une fois le financement obtenu, les porteurs de projets vont pouvoir s'appuyer sur les productions du pS-Eau pour affiner la programmation de leurs projets et recourir à celui-ci ou aux réseaux pays pour nouer des liens avec des acteurs locaux dans les pays d'intervention. Durant la mise en œuvre du projet, les porteurs de projets vont pouvoir suivre l'actualité du pays grâce au travail de veille du pS-Eau et participer à des espaces d'échanges entre praticiens dans le cadre des réseaux pays.

Enfin, le pS-Eau met à disposition un certain nombre d'outils pour analyser son expérience et propose plusieurs espaces pour partager celle-ci et s'enrichir de celle des autres.

### Activités proposées par le pS-Eau tout au long du cycle projet



Il convient de noter que l'offre de services à destination des porteurs de projets devrait bientôt s'étoffer grâce à la mise en place d'un observatoire des coûts (réalisé avec un cofinancement des agences de l'eau Rhin-Meuse et Artois Picardie). Il permettra de faciliter la programmation technique et financière des projets.

Concernant les financeurs (collectivités, syndicats, Agences de l'Eau), le pS-Eau propose aussi un panel d'activités répondant à leurs besoins, d'une information initiale sur le 1% eau, à l'évaluation des projets et au partage de l'expérience.

Le pS-Eau joue ainsi d'abord un rôle important d'information en matière de coopération décentralisée et de diffusion du 1% Eau. Il peut en outre mettre en relation de potentiels financeurs avec des acteurs territoriaux ayant déjà mis en place des dispositifs de financements spécifiques dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement (fonds Eau).

Il joue ensuite un rôle essentiel dans l'animation territoriale sur la coopération en matière d'Eau et d'Assainissement, notamment via l'organisation de réunions d'information et de formations avec les RRMA et l'appui individuel des porteurs de projets.

Outre la diffusion des appels à projets, le pS-Eau peut proposer un appui à l'instruction (sous réserve de convention financière) et participer aux comités de sélection des dossiers, ce qui peut s'avérer utile lorsque le ou les responsables des appels à projets sont peu familiarisés avec le secteur de l'eau et de l'assainissement.

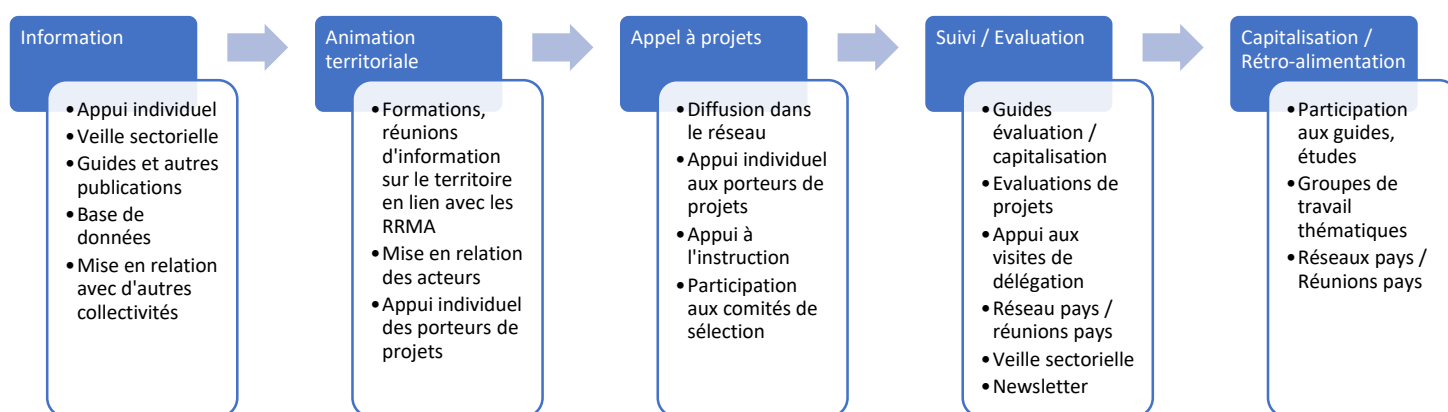
Le pS-Eau peut aussi réaliser des visites / évaluations de projets (format simplifié par rapport à une évaluation de projets classique qui s'apparente à une visite de projets avec une dimension analytique plus poussée). Cette activité est tout particulièrement utile lorsque les projets financés couvrent des zones classées « rouge » par le MEAE et dans lesquels les agents des collectivités ne peuvent se rendre.

Enfin le pS-Eau offre la possibilité aux financeurs de participer à des espaces d'échanges, de capitalisation et de réflexion

*« On aurait du mal à se passer de ce rôle d'appui à l'instruction des dossiers car ils ont une expertise du terrain et une connaissance du contexte local que nous n'avons pas »*

*Collectivité membre*

### Activités proposées par le pS-Eau tout au long du cycle de financement de projets



## Une offre qui cible moins les ONG internationales mais un réseau qui continue de les attirer

L'accompagnement individuel et collectif proposé par le pS-Eau est surtout destiné aux porteurs de projets disposant de moyens limités (associations de bénévoles)

Les ONG internationales qui disposent d'équipes salariées permanente sont généralement suffisamment structurées pour ne pas avoir besoin des services d'accompagnement du pS-Eau. Du fait de leur expertise, elles sont par contre régulièrement mobilisées pour co-animer certaines formations et réunions d'information du pS-Eau.

Néanmoins, on constate que ces dernières sont et restent membres du pS-Eau.

Elles y trouvent plusieurs types d'activités qui leur sont utiles telles que :

- ▶ La production de connaissances sur le secteur qu'elles peuvent ensuite partager avec les équipes locales et/ou leurs partenaires locaux.
- ▶ Le travail de veille sur les pays et les réseaux pays (notamment les réunions pays) surtout lorsqu'elles démarrent une activité dans un pays dans lequel elles n'étaient pas actives auparavant.
- ▶ La mise en contact avec des financeurs potentiels, notamment des collectivités, pour mobiliser les cofinancements des Agences de l'Eau dans le cadre du 1% (notamment de l'AESN, plus concentrée sur les projets d'ONG internationales).
- ▶ Le comité scientifique qui a été redynamisé durant le présent triennal. Il permet aux acteurs présents de réfléchir conjointement sur des évolutions du secteur, tant sur le plan des solutions techniques, que sur des enjeux de développement.

Il convient néanmoins de noter que certains types d'ONG internationales se retrouvent moins dans les activités du pS-Eau, notamment :

- ▶ Les ONG humanitaires dans la mesure où le pS-Eau ne se positionne pas sur l'urgence (même si une réflexion est en cours sur le post-urgence).
- ▶ Les ONG de plaidoyer dans la mesure où le pS-Eau a un focus « technique ». En la matière, le réseau de référence est d'ailleurs la Coalition Eau.
- ▶ Les ONG d'éducation populaire et d'ECSI dans la mesure où le pS-Eau est peu présent sur ces enjeux.

***Les paragraphes suivants analysent la pertinence des principales activités proposées par le pS-Eau.***

## Production de connaissances : le bon curseur entre technicité et accessibilité

Le pS-Eau a une activité importante de production de connaissances sur le secteur : guides thématiques, fiches pays, études, synthèses, etc. Ces productions sont assurées dans le cadre du programme cofinancé par l'AFD avec un soutien des collectivités et Agences de l'Eau.

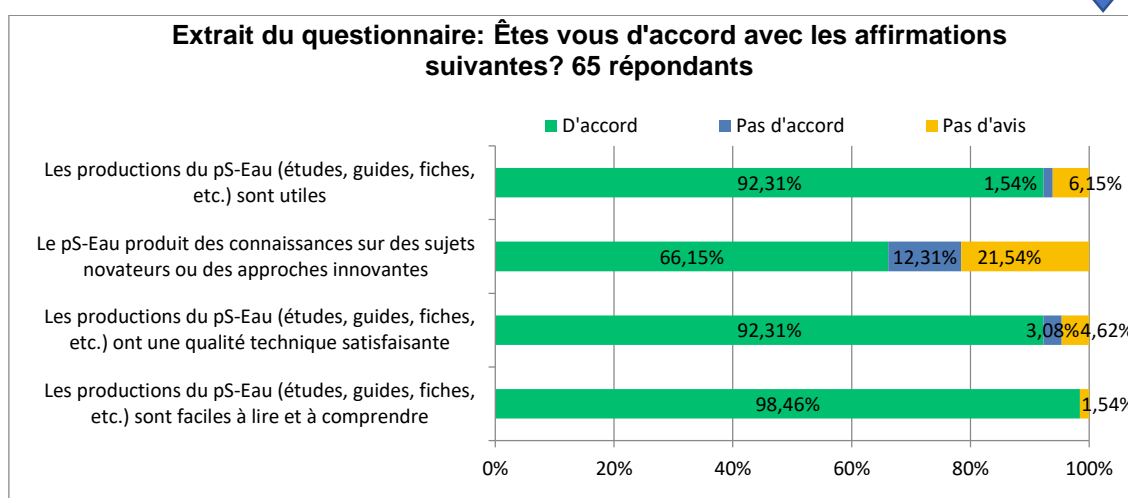
La quasi-totalité des répondants considèrent que les productions du pS-Eau sont à la fois facile à lire et à comprendre (98% sont « d'accord »), et ont en même temps une qualité technique satisfaisante (92% sont « d'accord »). Ils les jugent par ailleurs utiles pour 92% d'entre eux. Ces résultats sont confirmés par les entretiens menés dans le cadre de l'évaluation.

« Les guides de type « 16 questions pour comprendre » sont les bibles des projets Eau et Assainissement des ONG »

ONG membre

« Cela ne me viendrait pas à l'esprit d'aller dans un pays sans lire d'abord la fiche pays du pS-Eau »

Agence de l'Eau



Pour les acteurs moins familiarisés avec le secteur de l'eau et de l'assainissement (comme par exemple un chargé de coopération d'une collectivité), les connaissances produites, particulièrement les guides généralistes sur l'eau et l'assainissement (x questions pour agir) et les fiches pays, permettent de mieux comprendre les enjeux entourant tout projet dans ce domaine, ainsi que les principales données de contexte des pays visés.

Pour les professionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement, les productions du pS-Eau leur sont aussi très utiles car :

- ▶ Elles leur donnent des bases très utiles dans des domaines techniques connexes dans lesquels ils ne sont pas spécialisés (par exemple un professionnel de l'eau potable va pouvoir chercher une information utile sur l'assainissement).
- ▶ Elles permettent de découvrir des bonnes expériences menées par d'autres organisations du secteur et pouvant être répliquées dans leurs projets (capitalisation).
- ▶ Elles donnent des informations actualisées et pertinentes sur les pays focus du pS-Eau qui fournissent une bonne entrée en la matière lorsqu'un projet est mené dans un nouveau pays.
- ▶ Les ressources produites peuvent être partagées avec les partenaires locaux pour lesquels le pS-Eau constitue l'une des principales, si ce n'est parfois l'unique, sources d'information francophone.

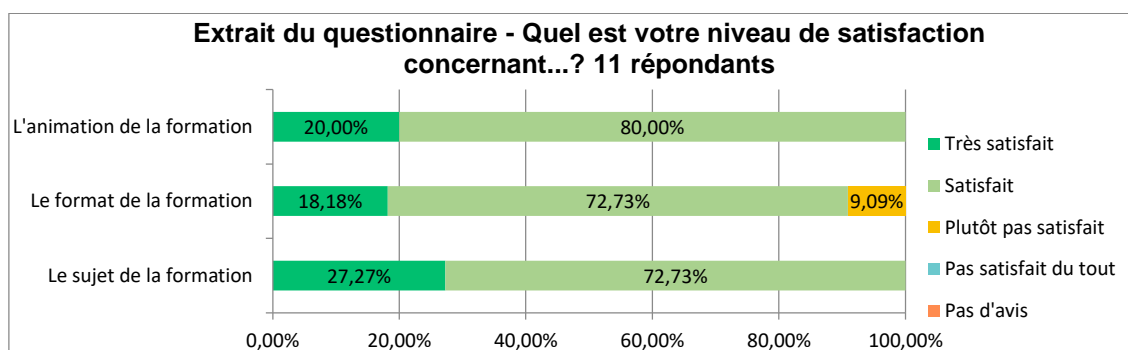
## Formations : des clés pour saisir les enjeux du secteur

« Dans les formations, ce sont plutôt des tous petits porteurs de projet qui viennent. Sur les aspects eau, le pS-Eau a une très forte valeur ajoutée car les formateurs sont aussi des personnes de terrain. Ils peuvent très vite connecter avec la réalité des gens. »

ONG membre

Le pS-Eau co-organise également des formations en région avec les RRMA. Ces formations, parfois co-animées avec des partenaires du pS-Eau, se basent sur les guides grand public du pS-Eau (x questions pour agir) et sont destinées aux porteurs de projets potentiels dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement. Elles ont pour but de leur présenter les principaux enjeux dans la définition d'un projet d'Eau et d'Assainissement afin qu'ils puissent monter des dossiers plus solides qu'ils pourront ensuite soumettre à un appel à projet. L'objectif est également de leur donner les clés pour définir un projet qui fera sens dans le territoire d'intervention pour éviter toute action dont l'impact serait in fine plus négatif que positif.

D'après le questionnaire mené, la quasi-totalité des répondants sont satisfaits de l'animation comme le format ou les sujets des formations. Toutefois, le faible nombre de répondants (11) ne permet pas d'extrapoler outre mesure les résultats même si les entretiens menés avec plusieurs RRMA (4), confirment ce constat.



## Les réseaux-pays et réunions pays : des activités appréciées mais un lien entre « ici » et « là-bas » pas toujours reconnu par les partenaires

L'une des spécificités du pS-Eau est d'articuler non seulement les acteurs en France, mais aussi les acteurs dans les pays partenaires de la coopération française, principalement dans les 8 pays focus du pS-Eau. Le niveau de formalisation et les modalités d'animation dépendent des dynamiques d'acteurs dans chacun des pays.

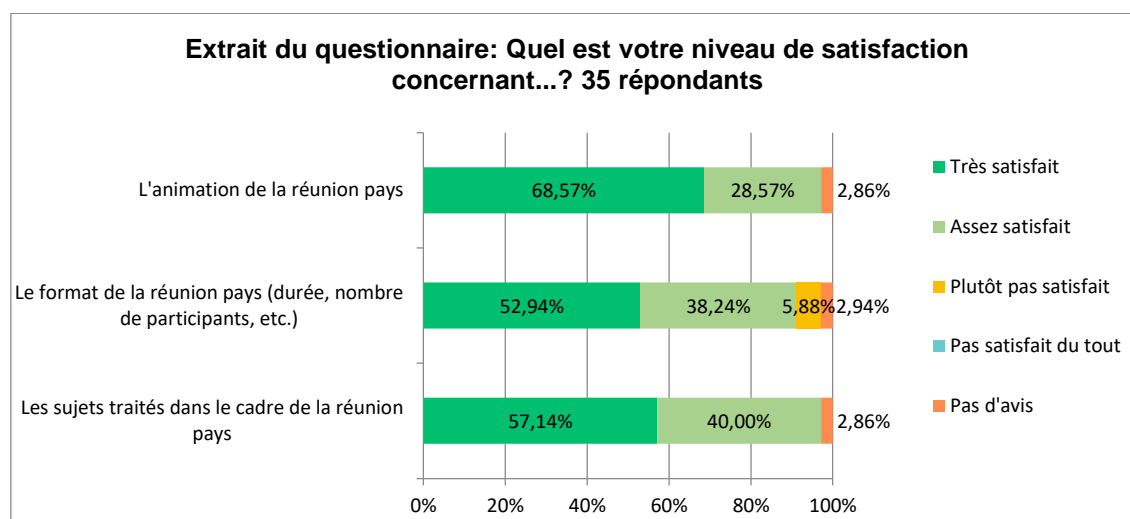
Dans certains cas, le réseau pays se limite à des activités menées en France et se traduit par un travail de veille, l'organisation de réunions pays en France, la désignation d'un chargé de réseau pays au sein du pS-Eau, et la réalisation de manière ponctuelle de réunions dans les pays concernés (ex : Niger, Maroc).

Dans d'autres, le réseau est institutionnalisé et dispose d'un statut juridique et de financements qui lui sont propres. C'est notamment le cas du réseau malgache des acteurs de l'Eau, le Ran'Eau (créé

en 2009 et soutenu, outre par l'AFD, par une diversité de partenaires : collectivités, agences de l'Eau ou du réseau libanais Lewap (créée en 2017 grâce à un soutien de l'AFD et de l'AERMC).

Concernant les réunions pays organisées en France, l'animation, le format ou les sujets traités recueillent plus de 90% d'opinions positives parmi les participants ayant répondu à l'enquête, un constat confirmé par les entretiens menés.

Ce qui est particulièrement apprécié est la participation d'acteurs provenant de ces pays : experts locaux, agents de collectivités, élus, etc. Ces derniers peuvent apporter un regard différent sur les enjeux de développement et de gouvernance au niveau local. Ils permettent aussi d'incarner la relation de coopération d'autant plus utile pour les acteurs ne pouvant se rendre régulièrement sur le terrain (notamment si le projet est mené dans un territoire en zone rouge pour le MEAE).



Par ailleurs, les répondants aux questionnaires considèrent les réseaux pays comme l'une des principales valeurs ajoutées (voir question suivante) du pS-Eau. Toutefois, peu d'acteurs interrogés font le lien entre les réunions pays organisées en France et les activités menées dans les pays partenaires. Ainsi, un même acteur peut se montrer circonspect vis-à-vis des réseaux pays, surtout s'il n'est pas autant formalisés que le Ran'Eau, et en même temps apprécier les réunions pays de ces mêmes réseaux.

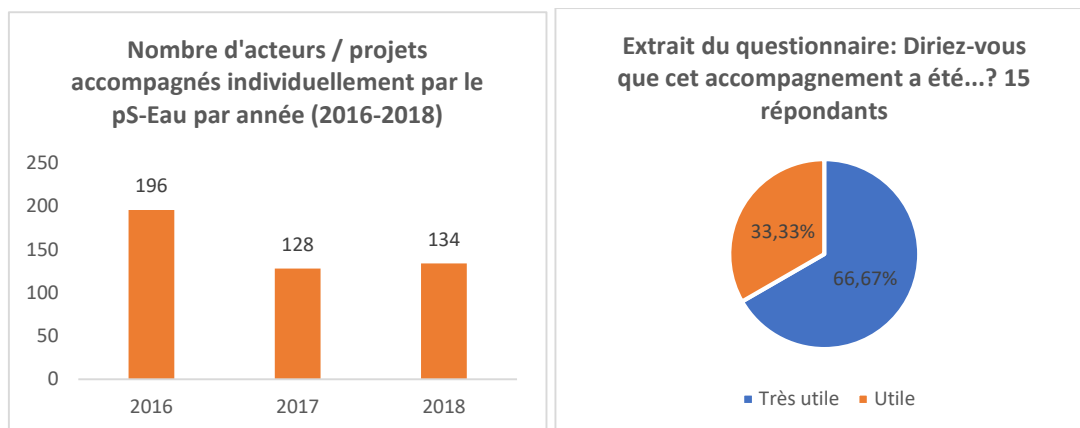
L'analyse plus détaillée des réseaux pays du pS-Eau figure dans la question 11.

### Accompagnement individualisé : une activité qui répond au besoin des petits porteurs de projets

Une des principales activités du pS-Eau est l'accompagnement individualisé des porteurs de projets. Cet accompagnement peut être plus ou moins suivi selon le degré de maturité du projet, son importance stratégique pour le territoire visé et le type d'appui recherché par le porteur de projet lui-même.



Durant la durée du programme, le pS-Eau a assuré plus de 450 appuis<sup>8</sup> allant de la fourniture d'information de base, à l'appui à la conception du projet, à la mise en relation entre acteurs ou à la recherche de financement.



Cette activité répond à un enjeu important de renforcement de la qualité des projets dans le secteur, particulièrement ceux portés par des associations ne disposant pas d'équipe salariée et ayant une connaissance terrain relativement limitée (voir question 8).

En termes de satisfaction, l'ensemble des répondants ayant bénéficié de l'appui / conseil considèrent que celui a été utile ou très utile (pour une analyse plus détaillée voir question 8).

Eu égard à l'importance de cette activité, le pS-Eau a décidé de développer plusieurs outils de suivi-évaluation, d'abord en construisant un outil de suivi détaillé et rempli par tous les membres de l'équipe du pS-Eau, et en confiant à un consultant externe la construction d'un système de suivi-évaluation relatif à cette activité.

« Par rapport aux réseaux type OIEau, ils ont une mission d'accompagnement. On sait qu'on peut joindre pS-Eau et qu'on aura une réponse »

RRMA

### L'ECSI, un axe à développer dans un cadre partenarial

L'un des rouages essentiels de la mobilisation des acteurs autour de la solidarité internationale, que ce soit dans l'eau et l'assainissement ou dans d'autres domaines, est la réalisation d'actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI).

Dans un contexte complexe pour la mobilisation de financements de la coopération décentralisée, les actions d'ECSI pourraient renforcer la visibilité des actions en matière d'eau et d'assainissement et susciter davantage d'engouement de la part des collectivités peu mobilisées en matière de coopération décentralisée.

<sup>8</sup> Le chiffre pour l'année 2018 est provisoire (il date d'août) par conséquent il sera bien plus élevé à la fin de l'année

Il pourrait en outre s'agir d'une action complémentaire de la campagne des élus de l'eau qui pourrait être l'occasion de redynamiser cette dernière. En effet, les élus seront plus enclins à porter des messages de plaidoyer s'ils peuvent avoir une résonnance auprès de la population.

Toutefois, le pS-Eau n'étant pas un spécialiste de l'ECSI, il serait nécessaire que les actions en la matière puissent être menées par des acteurs qui le sont, avec l'appui des réseaux et plateformes de référence sur ce sujet (ex : EDUCASOL, RITIMO<sup>9</sup>, RRMA, etc.).

## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

L'offre de services du pS-Eau apparaît cohérente à la fois pour les porteurs de projets et pour les bailleurs dans la mesure où elle couvre les besoins d'appui tout au long du cycle projet ou du cycle de financement de projet.

L'accompagnement du pS-Eau (individuel et collectif) est moins pertinent pour les grandes ONG du secteur d'autant qu'elles ne sont pas forcément la cible de ce type d'activités. Néanmoins, le pS-Eau répond à leurs besoins dans d'autres domaines comme le fait de disposer d'une veille sectorielle et par pays, d'avoir accès à des guides sur des thématiques connexes des leurs, de pouvoir échanger entre praticiens dans le cadre du comité scientifique ou des différentes réunions du pS-Eau.

Concernant les activités du pS-Eau, voici celles qui répondent aux besoins des acteurs :

- ▶ La production de connaissance (guide, veille) est appréciée par l'ensemble des acteurs interrogés du fait d'un bon équilibre entre technicité et pédagogie.
- ▶ Les formations permettent de donner des clés pour renforcer la pertinence des projets par rapport aux contextes locaux.
- ▶ Les réseaux pays sont appréciés des partenaires car ils permettent au pS-Eau de produire une information de qualité sur, de mettre en relation ici et là-bas les acteurs et d'offrir des espaces d'échanges entre praticiens.
- ▶ L'accompagnement répond au besoin de renforcement de la qualité des projets, particulièrement des projets « méso », entre les micro-projets et les projets plus importants pouvant être éligibles au guichet DPA-OSC de l'AFD (voir question 9).

En revanche le pS-Eau mène peu ou pas d'actions relevant de l'ECSI, ce qui pourrait constituer une piste à investiguer pour renforcer la mobilisation des acteurs.

### Recommandations :

- ▶ Renforcer le lien avec les acteurs de l'ECSI et analyser l'opportunité de monter un programme d'ECSI avec les agences de l'Eau ou certaines d'entre-elles pour valoriser la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.

---

<sup>9</sup> Eu égard à la territorialisation de l'action de RITIMO, ce dernier pourrait constituer un partenaire de référence

### QE3. Quelle est la valeur ajoutée du pS-Eau pour les différents types d'acteurs qui composent le secteur de l'EAH ?

#### Intermédiation, production de connaissance et réseaux-pays, principaux aspects de la valeur ajoutée du pS-Eau

D'après l'enquête menée, la production de connaissance (guides, fiches, etc.) constitue de loin l'activité ayant le plus de valeur ajoutée (citée par plus d'un répondant sur deux). Derrière, on retrouve l'animation des réseaux pays (un répondant sur trois) et l'appui / conseil aux porteurs de projets (trois répondants sur 10).

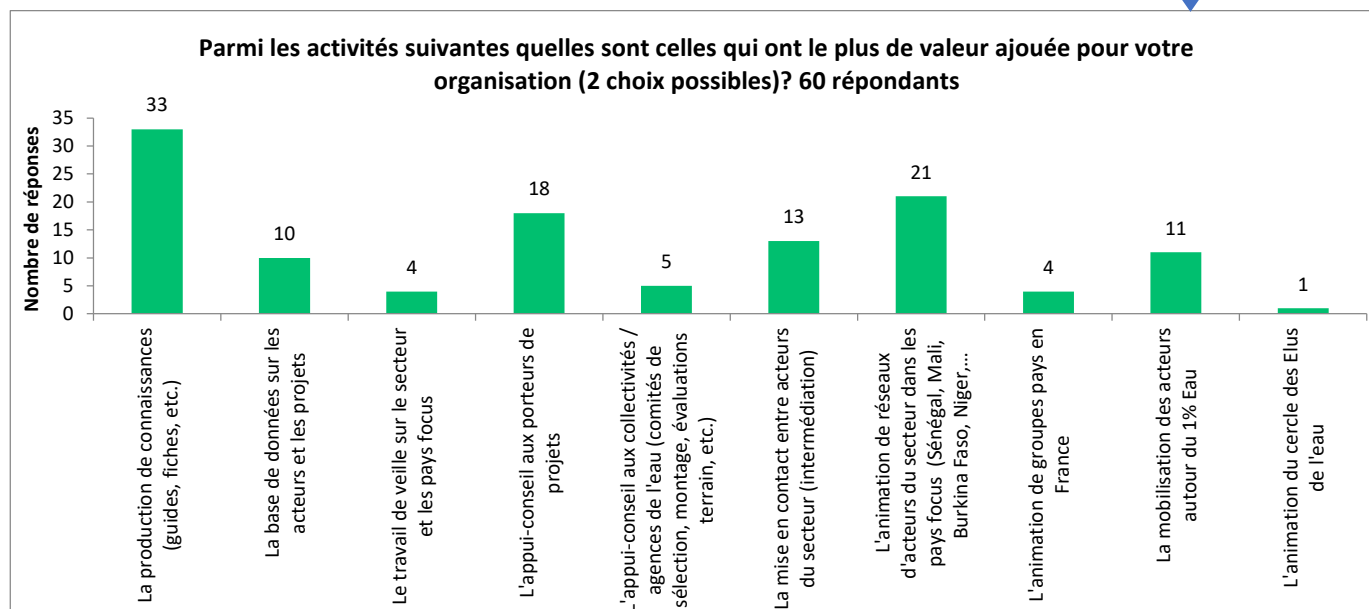
Les entretiens réalisés, s'ils confirment l'importance de la production de connaissance, mettent surtout l'accent sur le travail d'intermédiation du pS-Eau (4<sup>e</sup> activité ayant le plus de valeur ajoutée selon l'enquête), c'est-à-dire sur la capacité du pS-Eau de mettre en relation des acteurs : porteurs de projets, financeurs, experts, acteurs locaux dans les pays partenaires, etc. Cette différence s'explique par la nature des répondants : tandis que l'enquête se concentre sur les porteurs de projets

« La valeur ajoutée du pS-Eau c'est le réseau de partenaires au sud avec lesquels on peut être mis en contact. C'est vraiment quelque chose qu'il faudrait mieux valoriser. »

RRMA

« On voulait ouvrir des projets au Bénin et au Togo. On s'est rapproché du pS-Eau qui nous a aidé à mieux connaître le contexte local et à identifier des acteurs intéressants pour nouer des partenariats »

ONG Membre



## Un focus sur les « méso-projets » qui constitue la singularité du pS-Eau

Même si le pS-Eau s'adresse à l'ensemble des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement, ses actions de renforcement de capacités s'adressent avant tout à des acteurs associatifs ne disposant pas d'équipe salariée, mais portant des projets qui dépassent le plus souvent le stade du micro-projet.

Cette spécificité constitue une forte valeur ajoutée pour la coopération française dans la mesure où le guichet Initiatives ONG de l'AFD (DPA-OSC) ou la FICOL de l'AFD soutiennent les projets dépassant un seuil minimum situé autour de 100.000 euros par an. L'AFD vise également les micro-projets (entre 2000 et 15000 euros par projet) via l'Agence des Micro-Projets. En revanche, la strate « meso » est très peu visée par l'AFD, du moins dans sa configuration actuelle.

Or, une très grande partie des projets financés via les fonds solidarité-eau, les Agences de l'Eau ou d'autres collectivités territoriales appartiennent à la strate « méso ». Grâce au travail de mobilisation, d'information et d'intermédiation effectué par le pS-Eau ces projets peuvent donc trouver les financements adéquats à condition d'atteindre un niveau de qualité minimum. Pour ce faire, le pS-Eau propose un accompagnement collectif et/ou individuel.

A ce titre, le pS-Eau a joué un rôle actif dans l'étude de l'AFD menée par Coordination Sud sur les méso-projets et pourrait même constituer un modèle pour la construction éventuel d'un fonds dédié aux méso projets (réflexion en cours dans le secteur).

## Un rôle spécifique d'observatoire du secteur (base de données) à mieux valoriser

*« Le premier réflexe d'un élu est de prendre la carte du Mali établie par le pS-eau pour voir qui est là. Cet atlas est très important pour identifier les acteurs au Sud et les collectivités qui interviennent côté français. C'est vraiment un bon outil et une clé des actions du pS-Eau »*

*Agence de l'Eau*

*« Le pS-Eau sert aussi de mémoire institutionnel pour le secteur. Ses salariés historiques en savent plus que les agents de l'AFD ou du Ministère eux-mêmes. Ils ont une vraie fonction d'appui / conseil auprès des décideurs »*

*Cabinet d'expertise membre*

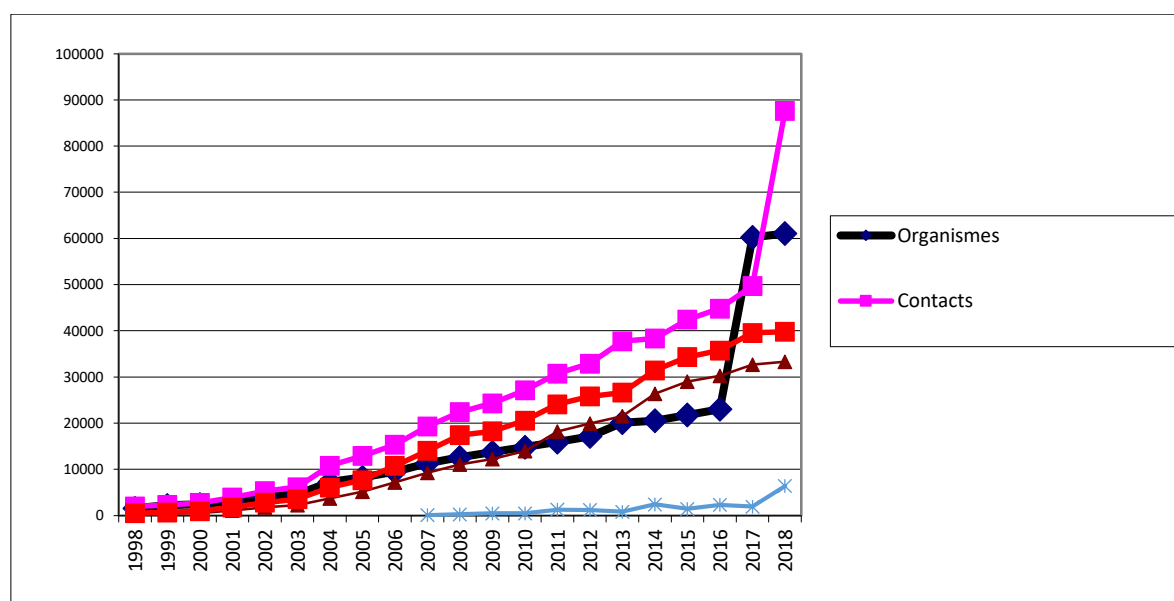
Outre le rôle d'appui et d'intermédiation, le pS-Eau joue aussi un rôle singulier d'observatoire du secteur, notamment à travers sa base de données / documentaire et la consolidation des données financières du secteur.

En effet, le pS-Eau dispose d'une base de données sur le secteur contenant plus de 30.000 contacts dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement, en France et à l'étranger, ainsi que plus de 1000 projets répertoriés. Il s'agit d'une base de données unique dans le monde francophone du développement en matière d'eau et

d'assainissement<sup>10</sup>. A noter que près d'un contact sur quatre provient du monde anglophone, une tendance qui s'est accentuée ces dernières années. Les partenaires interrogés qui utilisent les bases de données les trouvent très utiles, même si tous ne consultent pas la base, faute de temps ou de connaissance.

Concernant la base de données, il pourrait être intéressant de la valoriser en réalisant une publication sur le secteur du type « x années de coopération décentralisée dans l'eau et l'assainissement » (systématisation d'information). Cela permettrait de rappeler le rôle essentiel du pS-Eau auprès des bailleurs et de valoriser les informations consolidées alors que de très nombreuses fiches projets ont été ajoutées et /ou actualisées au cours du programme 2016-2018.

### Evolution du nombre de contacts (mails) de la base de données du pS-Eau



Source : pS-Eau

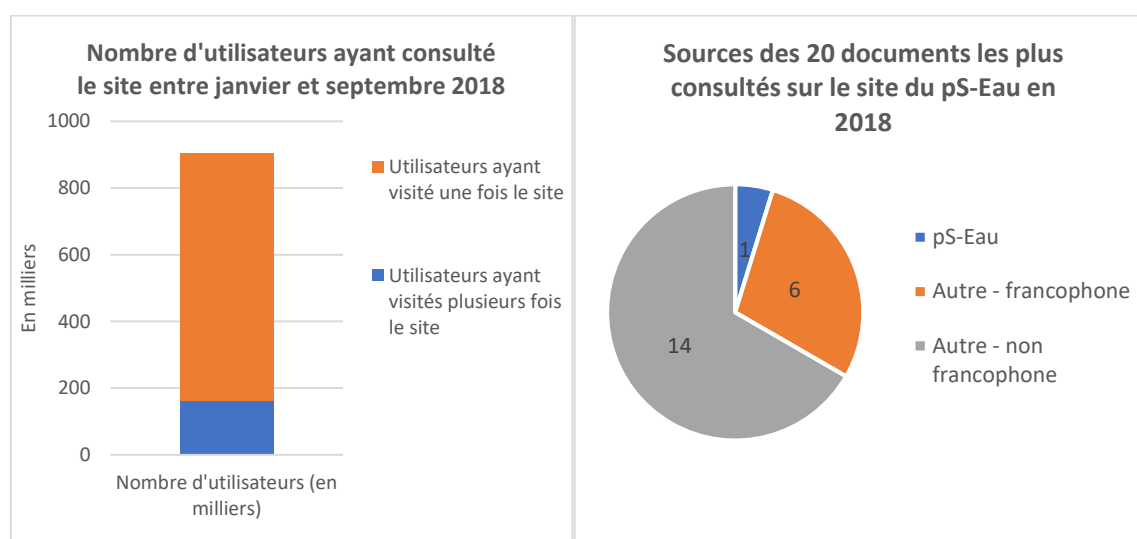
<sup>10</sup> En dehors du monde francophone, il existe d'autres bases de données des projets comme celle du réseau Susana (près de 500 projets répertoriés).

Outre la base de données des contacts et des projets, le pS-Eau dispose d'une base documentaire regroupant tous les documents utiles sur le secteur. Celle-ci est très consultée, notamment par des acteurs non liés au pS-Eau ou non francophones. Sur les 20 titres les plus consultés parmi les ouvrages mis en ligne par le pS-Eau, 6 ne sont pas francophones. Si la base documentaire permet de trouver les ressources que l'on recherche (en tapant le nom de la publication ou des mots clés dans l'onglet recherche ou dans un moteur de recherche externe), elle ne permet pas de découvrir de nouvelles publications (pas de fonction « push up »), une fonction qui pourrait permettre de davantage découvrir les publications du pS-Eau. Sur les 100 publications les plus consultées, 6 émanent du pS-Eau.

Enfin, le site du pS-Eau est plutôt très visité avec plus de 100.000 visiteurs unique par mois depuis janvier 2018), dont un visiteur sur 5 qui consulte plus d'une fois le site internet du pS-Eau, confortant ainsi son positionnement de centre de ressources de référence dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

« La question qu'on peut se poser : Comment on fait ressortir de cette base foisonnante les documents de références ? Si j'ai 3 documents à lire sur l'assainissement, ce sont lesquels ? »

ONG partenaire



Source : statistiques du site de pS-Eau

#### Top 4 des documents du pS-Eau les plus téléchargés

Documents du pS-Eau les plus téléchargés	Classement	% du nombre de téléchargement
Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain	9	1.44%
Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de sensibilisation à l'hygiène et de promotion de l'assainissement	36	0.42%
Designing and implementing a hygiene awareness-raising and sanitation promotion strategy	64	0.24%
Agir pour l'eau et l'assainissement au Niger	70	0.22%

Outre la base de données / documentaire, la publication de données consolidées sur le secteur constitue également un élément essentiel du rôle d'observatoire que joue le pS-Eau. Chaque année, les principaux acteurs de la coopération décentralisée en matière d'Eau et d'Assainissement font remonter leurs informations financières au pS-Eau en vue de la publication annuelle du bilan de la coopération décentralisée en matière d'eau et d'assainissement que le pS-Eau. Celle-ci constitue la publication de référence sur l'évolution du secteur de la coopération décentralisée en matière d'eau et d'assainissement, et l'une des sources de données financières les plus fiables dans le domaine de la coopération décentralisée. Les données collectées et publiées sont ainsi reprises par les principaux acteurs du secteur, notamment les bailleurs tels que l'AFD ou les Agences de l'Eau et servent de baromètre pour le secteur.

### **Un travail original avec les organisations issues de la diaspora à développer**

Les diasporas présentes en France constituent un acteur important du développement dans les pays partenaires de la Coopération française, de par l'importance des transferts financiers, mais aussi de par l'action des organisations de solidarité issues des diasporas. Ces dernières peuvent en effet mener ou financer des actions de solidarité dans les pays / territoires d'origine des membres de l'associations. Elles reposent généralement sur l'engagement bénévole des membres de l'organisation qui ont souvent un lien direct (familial notamment) avec les zones / bénéficiaires visés. Celles-ci peuvent être appuyés par un fonds spécifique : Le PRA-OSIM géré par le FORIM (tête de réseau des organisations issues de la diaspora), qui permet de bénéficier d'un financement de 15.000 EUR maximum pour des projets menés qui relève de la santé, de l'éducation, de l'eau, du développement économique, rural, agricole et social dans les pays du CAD de l'OCDE.

Toutefois leurs liens avec les autres organisations de solidarité internationale en France, en dehors du FORIM, ou dans les pays partenaires restent souvent faibles. Si les bénévoles qui animent ces organisations sont des acteurs du développement, ils ne sont pas des professionnels du développement, ce qui peut expliquer ce décalage.

Dans ce contexte, le pS-Eau constitue l'une des rares plateformes d'OSC, hors FORIM, visant les organisations de la diaspora. Ce ciblage se traduit notamment par les indicateurs d'activités suivants :

- ▶ 225 associations issues de la diaspora inscrites dans la base de données de contacts (sur 6621 organisation en France figurant dans la base de données du pS-Eau) fin 2018
- ▶ 63 accompagnements d'associations issues de la diaspora entre janvier 2016 et août 2018
- ▶ 44 appuis à l'instruction concernant des associations issues de la diaspora entre janvier 2016 et août 2018
- ▶ 15 dossiers analysés pour le FORIM entre janvier 2016 et août 2018
- ▶ L'animation d'un groupe d'une vingtaine d'associations issues de la diaspora

Ce ciblage apparaît particulièrement pertinent eu égard à la concentration du pS-Eau sur la coopération décentralisée. En effet, les organisations issues de la diaspora disposent d'un ancrage territorial local, tant en France que dans les pays partenaires, qui peut intéresser les collectivités

souhaitant soutenir des actions de coopération décentralisée d'acteurs issus de leurs territoires. C'est dans ce contexte que l'AESN a lancé, dans le cadre d'un partenariat avec le pS-Eau, un appel à projets appelés « OSIM-Eau » ciblant spécifiquement les organisations issues de la diaspora. Celui-ci apparaît très pertinent dans la mesure où peu de dispositifs financiers ciblent spécifiquement les organisations issues de la diaspora.

Toutefois, les modalités de financement n'apparaissent pas toujours adaptées si on les compare à d'autres dispositifs pouvant viser des associations issues de la diaspora, notamment le PRA-OSIM géré par le FORIM et l'Agence des Microprojets qui vise les associations de bénévoles. Ainsi le taux de co-financement (50%) apparaît trop faible pour des organisations ayant des moyens très limités et reposant sur le bénévolat. La condition de mener préalablement des actions au Sahel et de disposer d'un statut juridique depuis 3 ans peut s'avérer là-encore relativement excluant dans la mesure où ces structures, fragiles, ont souvent une existence formelle récente. A l'inverse, le plafonds de la subvention (60.000 EUR par projet) apparaît très important compte-tenu des capacités institutionnelles et humaines de ces organisations. D'ailleurs tant le PRA-OSIM ou l'AMP plafonne la subvention à 15.000 EUR.

#### Comparaison des modalités d'accès aux fonds

Fonds	OSIM Eau	PRA-OSIM	AMP
<b>Opérateurs</b>	AESN et Ps-Eau <sup>11</sup>	FORIM <sup>12</sup>	La Guilde <sup>13</sup>
<b>Montant maximum de la subvention</b>	60.000 EUR maximum par projet	15.000 EUR maximum par projet	Entre 2.000 et 15.000 EUR par projet
<b>% maximum de cofinancement</b>	50%	70%	75%
<b>Années d'existence formelle de l'organisation</b>	3 ans	Ne constitue pas un critère	2 ans

Source : consultants

Ainsi, il apparaît nécessaire de d'abord mieux connaître le panorama des organisations de la diaspora actives dans le domaine de l'eau afin de mieux ajuster les modalités et moyens de financement à leurs besoins et à leurs capacités institutionnelles.

<sup>11</sup>

[https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps\\_eau\\_osim\\_eau\\_une\\_initiative\\_eau\\_diaspora\\_sahel\\_a\\_destinati\\_on\\_des\\_acteurs\\_associatifs\\_de\\_la\\_solidarite\\_internationale\\_2018.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_osim_eau_une_initiative_eau_diaspora_sahel_a_destinati_on_des_acteurs_associatifs_de_la_solidarite_internationale_2018.pdf)

<sup>12</sup> <http://www.forim.net/sites/default/files/Guide%20du%20PRAOSIM%202018.pdf>

<sup>13</sup> <https://www.agencemicroprojets.org/financements/presentation-des-financements>



## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

La valeur ajoutée du pS-Eau pour ses partenaires provient surtout de ses activités de production de connaissance, de l'animation de réseaux pays et de la mise en contact entre acteurs du secteur.

Au niveau du secteur, le pS-Eau a une forte valeur ajoutée dans la mesure où son action d'accompagnement se focalise sur les méso-projets dont il favorise le financement. Or la strate « méso » constitue souvent un chaînon manquant dans les dispositifs d'appui de l'AFD.

Par ailleurs, le pS-Eau joue un rôle spécifique d'observatoire du secteur dont les différentes bases de données sont le reflet. Ce rôle pourrait être davantage valorisé auprès des partenaires, notamment en exploitant davantage les bases de données pour la réalisation d'études. '

Enfin, en termes d'acteurs ciblés, l'une des spécificités du pS-Eau est de s'adresser également aux organisations issues de la diaspora, même si ces dernières ne constituent pas le cœur de son public cible.

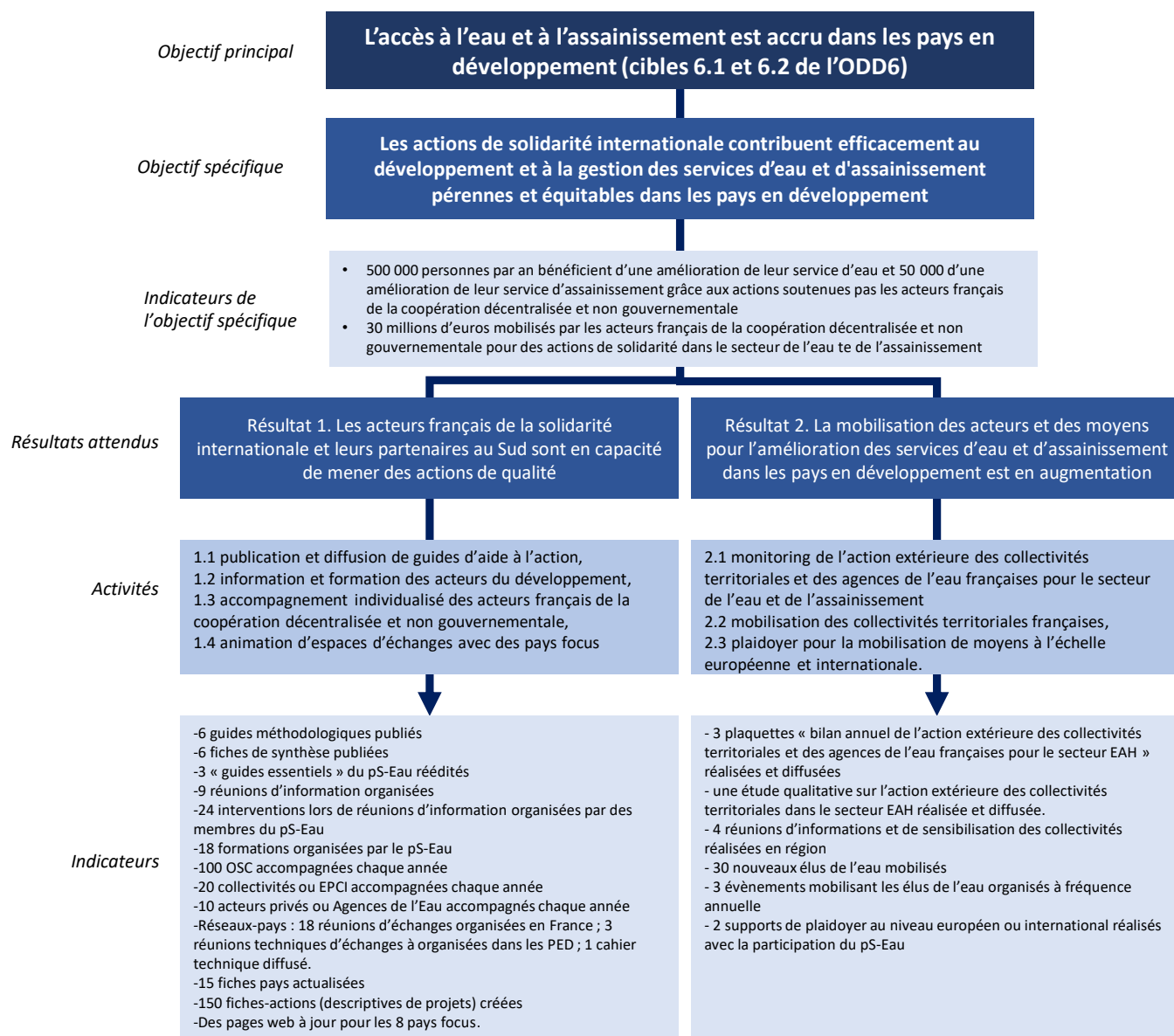
### Recommandations :

- ▶ Réaliser une étude d'envergure sur le secteur à partir des données contenues dans la base de données (ex : 10 ans de coopération décentralisée dans le domaine de l'EAH).
- ▶ Réaliser une étude / un diagnostic avec le FORIM et l'AESN pour mieux connaître les organisations de la diaspora actives dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

## QE4. Les objectifs et indicateurs définis sont-ils cohérents avec les activités menées et réalistes au regard des moyens du pS-Eau ?

Une logique d'intervention cohérente mais des objectifs très généraux

Schéma de la logique d'intervention du programme Solidarité Eau cofinancé par l'AFD (2016-2018)



Source : NIONG du programme Solidarité Eau 2016-2018 (2015) - Information retraitée par les consultants

L'objectif global « l'accès à l'eau et à l'assainissement est accru dans les pays en développement. Cibles 6.1 et 6.2 des ODD » apparaît très large car il ne rend pas compte du type d'acteur qu'est le

pS-Eau (une plateforme de structuration de la solidarité internationale française) et apporte peu de valeur ajoutée par rapport aux ODD mentionnés qu'ils ne couvrent d'ailleurs pas complètement

D'autre part, les cibles citées de l'ODD 6 ne sont pas les seules visées par le pS-Eau. Nous observons que l'action du pS-Eau contribue aussi aux cibles :

- 6.5 « D'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière » (ex : Programme Mono)
- 6.a « D'ici à 2030, développer la coopération internationale et l'appui au renforcement des capacités des pays en développement en ce qui concerne les activités et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement, y compris la collecte de l'eau, la désalinisation, l'utilisation rationnelle de l'eau, le traitement des eaux usées, le recyclage et les techniques de réutilisation » (De fait, il s'agit peut-être du premier objectif visé par le pS-Eau compte tenu du ciblage des acteurs locaux).

De même l'objectif spécifique apparaît très large et s'apparente plutôt à un objectif global. Il ne tient pas compte de l'ancrage géographique du pS-Eau (qui s'adresse aux acteurs français de la solidarité internationale et à leurs partenaires), ni de la spécificité du ciblage du pS-Eau : les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale en France, les petits centres dans les pays partenaires.

Concernant les deux résultats attendus formulés, ils rendent compte des deux principaux objectifs des actions du pS-Eau : celui d'améliorer la qualité de l'action des acteurs du secteur, et celui de mobiliser davantage de moyens et d'acteurs.

Toutefois le cadre logique ne rend pas compte de plusieurs dimensions essentielles de la valeur ajoutée du pS-Eau : l'intermédiation entre acteurs du secteur, en France et dans les pays partenaires ; le rôle d'observatoire du secteur du pS-Eau ou encore l'animation de réseaux pays.

Enfin, la différence de niveau (logique) entre les activités et les résultats attendus apparaît importante et appelle à définir un niveau intermédiaire entre les résultats attendus et les activités, ou de remonter les résultats attendus ainsi formulés au niveau des objectifs spécifiques.

Compte-tenu de la spécificité du travail du pS-Eau qui est plus un rouage essentiel dans le dispositif global de coopération française en matière d'eau et d'assainissement qu'un opérateur de projets dont l'action pourrait se mesurer par un output quantifiable et tangible, le cadre logique n'est peut-être pas l'outil le plus adapté. En effet, il serait peut-être plus facile et plus pertinent de définir la stratégie du pS-Eau en élaborant une théorie du changement<sup>14</sup>

---

<sup>14</sup> Plusieurs ressources peuvent être utiles pour ce faire telles que la boîte à outils du F3E <https://f3e.asso.fr/boite-a-outils/planification-strategique-des-aoc/> ou la revue de littérature du F3E en matière de théories du changement : [https://f3e.asso.fr/wp-content/uploads/reperes\\_toc\\_v4.pdf](https://f3e.asso.fr/wp-content/uploads/reperes_toc_v4.pdf)

## Une cohérence des indicateurs de résultats variable

***Indicateur de résultat 1 : 500 000 personnes par an bénéficient d'un approvisionnement en eau amélioré et 50 000 d'un accès à l'eau amélioré grâce aux actions soutenues par les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale.***

Cet indicateur n'a pas été rempli à mi-parcours car il pose plusieurs problèmes :

Il n'existe pas à l'heure actuelle d'information agrégée sur le nombre de bénéficiaires des actions soutenues par les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale. En agrégeant à la main les informations des fiches projets créées par le pS-Eau, il serait peut-être possible d'y arriver mais l'information sur le nombre de bénéficiaires n'est pas toujours remplie et il s'agit en outre d'un objectif et non d'un résultat.

Par ailleurs, il ne rend pas forcément compte de « l'output » du résultat 1 « Résultat 1 : Les acteurs français de la solidarité internationale et leurs partenaires au Sud sont en capacité de mener des actions de qualité ». En effet, le fait de mener des actions de qualité ne se traduit pas nécessairement par le nombre de personnes approvisionnées en eau. Le concept « d'actions de qualité » est d'ailleurs très subjectif et difficilement mesurable autrement que par un sondage des acteurs concernés, ce qui est tout à fait faisable avec la mise en place d'un dispositif de suivi de l'impact de l'accompagnement du pS-Eau.

Par conséquent, nous recommandons de revoir à la fois la formulation du résultat attendu, pour qu'il soit davantage spécifique et mesurable, et l'indicateur relatif à ce résultat attendu (il peut même s'agir de plusieurs indicateurs).

***30 millions d'euros engagés par les collectivités locales, syndicats d'eau ou d'assainissement et agences de l'eau de France pour des actions de solidarité dans le secteur de l'eau et de l'assainissement.***

Cet indicateur est pertinent car il permet de mesurer le travail de mobilisation des acteurs de la coopération décentralisée par le pS-Eau. Il repose en outre sur la consolidation des données financières du secteur par le pS-Eau, un travail réalisé annuellement et qui constitue une référence pour les acteurs du secteur. A noter que cet objectif a été atteint en 2017 (30,5 millions d'euros). Néanmoins dans le contexte de mise en œuvre de la loi NOTRe et de la réduction des budgets d'une partie des Agences de l'Eau (notamment l'AERMC), maintenir un volume identique de financement constituera un objectif ambitieux.

Enfin, les indicateurs d'activités fixés ne couvrent qu'une partie des activités réalisées par le pS-Eau, celles-ci étant encore plus nombreuses et diverses. Par exemple, ces indicateurs ne rendent pas compte de toutes les activités réalisées dans le cadre des réseaux pays. Par ailleurs, le pS-Eau mènent aussi certains types d'activités dans le cadre des conventions ad-hoc avec des collectivités ou des Agences de l'Eau qui ne sont pas recensées dans ce tableau : participation aux comités de sélection, visites terrain des projets, appui à l'instruction, etc.

## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

La logique d'intervention du pS-Eau est globalement cohérente même si les objectifs définis apparaissent trop larges et ne rendent pas compte de la spécificité du travail du pS-Eau. La définition d'un cadre logique plus spécifique renforcerait la pertinence de la logique d'intervention. La définition préalable d'une théorie du changement appliquée à la stratégie du pS-Eau pourrait également s'avérer pertinente.

Concernant les indicateurs mesurant l'atteinte des résultats, le premier indicateur sur le nombre de personnes approvisionnées en eau améliorée n'apparaît pas réaliste compte tenu de l'absence de données consolidées et de l'absence de données sur les résultats (il en existe sur les objectifs). Le second indicateur sur la mobilisation financière est en revanche plus pertinent. L'objectif 2018 a d'ailleurs été atteint par le pS-Eau en 2017.

Enfin, concernant les indicateurs de réalisation (activités), ces derniers sont pertinents même s'ils ne couvrent pas l'ensemble des activités du pS-Eau notamment dans les réseaux pays.

### Recommandations :

- ▶ Définir des objectifs et des résultats attendus plus spécifiques, plus cohérents avec le type de structure qu'est le pS-Eau (plateforme SMA) et ce qui peut constituer ses spécificités (coopération décentralisée, petits centres, etc.). La définition préalable d'une théorie du changement pourrait faciliter ce travail dans la mesure où ce type de méthodologies pourraient être plus adaptées à la nature du travail du pS-Eau.
- ▶ Revoir le ou les indicateurs mesurant les effets du pS-Eau sur la qualité des projets afin de renforcer le lien avec l'output des actions du pS-Eau et en définissant des moyens de collecte de données réalistes.

## QE5. Quelle est le niveau d'articulation du pS-Eau avec les acteurs structurants des autres secteurs composant les services de base ?

**Le 1% énergie et le 1% déchets : deux dispositifs complémentaires qui présentent d'importantes marges de progression**

L'amendement « Pintat » (2016) à l'article Art. L. 1115-1-1 du Code Général des Collectivités a permis d'élargir le dispositif du 1% Eau au domaine de l'énergie (1% Energie). A l'instar des agences de bassin concernées par le 1% Eau, les syndicats d'électrification ont également la possibilité de dédier jusqu'à 1% de leurs ressources à des actions internationales de solidarité (en plus des collectivités qui peuvent aussi mobiliser le 1% énergie).

Bien que fondé sur la même logique (et donc sur le même type de montage), le 1% Energie n'a apparemment pas eu le même effet que le 1% Eau qui a permis de mobiliser 204 millions d'euros en faveur de l'EAH en 10 ans (2007-2017). La différence entre les deux dispositifs s'explique tout d'abord par la nature des acteurs du secteur et les modalités de financement. Le 1% énergie repose sur les syndicats d'énergie qui sont relativement éparpillés (une centaine) et disposent d'une surface financière limitée (5 à 10 millions d'euros de recettes le plus souvent), ce qui limite le potentiel mobilisable. Par ailleurs, il n'y a actuellement pas d'acteurs comme les Agences de l'Eau pour co-financer de manière importante ces actions (pour l'instant l'ADEME ne le fait pas). Enfin, le 1% énergie n'est pour l'instant pas porté par une plateforme du type de pS-Eau.

L'acteur de référence est Electriciens Sans Frontières, une ONG menant directement des actions de développement au sud et qui a réussi à mobiliser 700 000 EUR de la part des syndicats d'électrification en 10 ans. ESF anime en outre le réseau CICLE<sup>15</sup> qui constitue un espace d'échanges entre les acteurs du secteur. Mais au-delà d'ESF, peu d'acteurs ont réussi à mobiliser le 1% énergie en l'absence d'un acteur pouvant assurer un rôle de promotion et d'accompagnement pour l'ensemble des organisations du secteur.

Dans le sillage du 1% Eau et du 1% Energie, « la loi du 7 juillet 2014 relative à la politique de développement et de solidarité internationale autorise les collectivités locales compétentes en matière de collecte et de traitement des déchets des ménages, à affecter jusqu'à 1% des ressources de ces services sur des actions de coopération internationale (Article L 1115-2 du code général des collectivités territoriales) »<sup>16</sup>. Pour le moment, il n'existe pas de bilan consolidé du 1% déchets. Certaines collectivités et certains syndicats ont néanmoins annoncé vouloir mobiliser le dispositif tels que la Ville de Paris (qui collecte les déchets) et le syndicat intercommunal de traitement des déchets : Syctom<sup>17</sup>, mais la dynamique n'est pas aussi forte que pour le 1% Eau, notamment du fait de l'absence de co-financeur telles que les Agences de l'Eau. Cependant, si le secteur des déchets ne bénéficie pas, pour le moment, de la présence d'un acteur semblable à pS-Eau, il apparaît plus

<sup>15</sup> [www.reseau-cicle.org](http://www.reseau-cicle.org)

<sup>16</sup> <https://www.actu-environnement.com/ae/news/dechets-collectivites-cooperation-internationale-projets-amorce-29717.php4>

<sup>17</sup> <https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/LOCActu/ArticleActualite&cid=1250269808137>

« porté » que le 1% Energie. Un comité technique national du 1% déchets a été mis en place et un groupe de travail a été initié au sein de Cités Unies France. Par ailleurs, sous l'impulsion de l'ONG GEVALOR, un projet déposé à l'AFD a permis de créer la « plateforme Re-source » dont le but est d'informer les collectivités sur la coopération dans le domaine des déchets, de produire des connaissances en capitalisation sur les bonnes pratiques, et de renforcer les acteurs du secteur via des formations. Enfin, l'association AMORCE a déjà publié une plaquette sur le 1% déchets<sup>18</sup> et réalisé un sondage en 2017 auprès de 51 collectivités sur leurs actions à l'international dans ce domaine.

### Une articulation nécessaire entre les dispositifs

Lorsque les différents dispositifs se sont créés, afin de les rationaliser la question de centraliser l'animation de ces derniers dans les mains d'une seule structure (le pS-Eau) s'est posée. Il est clair qu'à financement constant, le pS-Eau n'est pas en mesure d'assurer l'animation des autres dispositifs 1%. D'une part cela nécessiterait de développer des compétences techniques dans le domaine de la gestion des déchets et de l'énergie que les équipes du pS-Eau n'ont pas à l'heure actuelle. D'autre part, cela impliquerait de mobiliser de nouveaux types d'acteurs avec lesquels le pS-Eau n'entretient pas de liens aujourd'hui. Par ailleurs, le pS-Eau est un acteur de référence dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. En s'élargissant à d'autres secteurs, le risque pour le pS-Eau serait de s'éparpiller et de perdre son identité. Enfin, des acteurs ont déjà préempté ces domaines, notamment ESF, GEVALOR, qui disposent d'une compétence sectorielle que le pS-Eau n'a pas.

Pour autant, l'articulation entre les différents dispositifs apparaît nécessaire pour plusieurs raisons :

- ▶ Assurer la lisibilité des différents dispositifs 1% auprès des collectivités dans un contexte de multiplication de ceux-ci (1% eau, 1% énergie, 1% déchets, demain le 1% transports).
- ▶ Rationaliser les actions de mobilisation des collectivités en réalisant une seule visite auprès d'un même acteur plutôt qu'une visite par dispositif 1%.
- ▶ Aborder les questions techniques et/ou de gouvernance communes aux différents dispositifs 1%. Par exemple, la (mauvaise) gestion des déchets peut impacter la qualité de l'eau et contaminer la ressource en eau. De même, les réseaux d'eau et d'assainissement peuvent consommer beaucoup d'énergie et nécessitent de trouver des solutions techniques adéquates pour limiter celle-ci.

Concernant le 1% énergie, ESF qui est l'acteur de référence, et animateur principal de la plateforme CICLE est membre du pS-Eau et un partenaire actif. Des échanges concernant le 1% ont lieu mais il n'y a pas d'articulation formalisée pour mobiliser ensemble des collectivités pour l'instant.

L'articulation entre GEVALOR et le pS-Eau est plus développée. Celle-ci est facilitée par le fait qu'ils partagent les mêmes locaux à Lyon. D'ailleurs, la structuration du projet porté par GEVALOR, en partenariat avec 10 organisations du nord et du sud, pour développer le 1% déchets s'inspire de

<sup>18</sup> <http://www.amorce.asso.fr/fr/espace-adherents/publications/dechets/cooperation-internationale/dp21-collectivites-locales-agissez-pour-ameliorer-la-gestion-des-dechets-dans-le-monde-plaquette-dinformation/>

celles des activités du pS-Eau : mobilisation des collectivités, appui aux porteurs de projets et production de documents de capitalisation<sup>19</sup>. GEVALOR est en outre membre du Ran'Eau, réseau malgache des acteurs de l'eau et de l'assainissement appuyé par le pS-Eau et l'ONG locale CITE.

Enfin, le pS-Eau, CICLE et AMORCE se sont rencontrés à plusieurs reprises pour évoquer les lignes de partage et les points de convergence entre l'action du pS-Eau de CICLE et celle d'AMORCE dans la mobilisation des collectivités autour des dispositifs 1%. Toutefois, il n'y a pas encore eu d'action particulière pour promouvoir de manière coordonnée les différents dispositifs.

Pour le moment l'articulation va surtout dans un sens : le pS-Eau sert de point de référence et partage son expérience aux acteurs des autres dispositifs 1%. Mais il n'y a pas eu pour le moment d'actions pour trouver des synergies dans l'animation territoriale de ces dispositifs.

## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

Le pS-Eau n'a pas souhaité se positionner comme acteur de référence des autres dispositifs 1% par crainte d'un éparpillement de son action et d'une dilution de son identité, mais aussi par manque de moyen car il n'a actuellement pas les compétences techniques au sein de son équipe pour se positionner sur le domaine des déchets et de l'énergie.

Ce choix apparaît en outre justifié surtout dans la mesure où d'autres acteurs se sont positionnés et que les bailleurs n'ont pas cherché à renforcer le pS-Eau pour qu'ils puissent prendre le leadership sur ces autres dispositifs. Le pS-Eau a aussi fait profiter de son expérience GEVALOR lors de la mise au point du projet « plateforme Re-source ».

Pour autant davantage d'articulation apparaît nécessaire, notamment pour rationaliser l'animation territoriale, mais aussi pour rendre les différents dispositifs plus lisibles et pour nouer des ponts lorsque les sujets techniques et de gouvernance le requièrent.

### Recommandations :

- ▶ Intégrer le comité AMORCE pour qu'il devienne un lien d'échanges entre les différents animateurs des dispositifs 1% pour coordonner l'action en matière de mobilisation des collectivités puisqu'il couvre déjà les thématiques déchets, électricité et eau, à des degrés divers.
- ▶ Mettre au point des outils de communication en commun : plaquette de présentation des dispositifs 1%, présentation ppt commune, liens directs entre les sites web de référence...

<sup>19</sup> <https://www.plateforme-re-sources.org/#>



## QE6. Le modèle organisationnel et économique du pS-Eau facilite-t-il la mise en place des activités du pS-Eau et est-il cohérent avec les objectifs du pS-Eau ?

### Un modèle économique pertinent au regard du rôle et du type d'acteurs ciblés par le pS-Eau

Le pS-Eau est une plateforme complètement ouverte : la participation aux activités n'est pas conditionnée par l'adhésion. De même, l'ensemble des ressources et productions de connaissance sont librement accessibles. Enfin, l'appui / conseil est assuré à la demande des porteurs de projets, sans limite ou condition.

Cette ouverture est particulièrement pertinente compte tenu du type d'acteurs auxquels s'adresse le pS-Eau. En effet, les petits porteurs de projets ou les porteurs de projets « méso » ne seraient pas en mesure de payer une formation ou une prestation d'appui, même si la somme était symbolique. Des services payants ou conditionnés à l'adhésion constitueraient un frein important.

Concernant les collectivités territoriales, là aussi le libre accès aux ressources et activités universelles du pS-Eau est pertinent, surtout pour mobiliser de nouvelles collectivités. Par ailleurs, l'adhésion à un réseau est soumise au vote de l'assemblée d'une collectivité, et donc des élus. Conditionner les activités à l'adhésion constituerait donc un frein important à la mobilisation des collectivités puisque c'est en participant aux activités que justement les élus peuvent découvrir l'importance des activités du pS-Eau et faire adhérer leur collectivité par la suite s'ils le souhaitent.

Le pS-Eau ne répond jamais aux appels d'offres et n'est donc jamais en situation de concurrence avec ses membres. Il ne propose pas non plus de services payants « à la carte ». Son financement passe par la contractualisation avec des bailleurs pour couvrir une activité en particulier (ex : la réalisation d'un guide) ou plusieurs activités sur l'aire géographique du bailleur (formations, animation territoriale du 1%, etc.).

La seule activité pouvant poser question est celle relative aux évaluations de terrain que peut effectuer le pS-Eau. En réalité, le terme évaluation n'est peut-être pas adapté. Il s'agit de visites terrain d'une ou deux journées pour rencontrer l'organisation en charge du projet et celles participant à la gouvernance, suivie de la rédaction d'un rapport de terrain. Il s'agit plus d'une délégation de visites terrains que du recours à une évaluation externe qui présente plusieurs avantages :

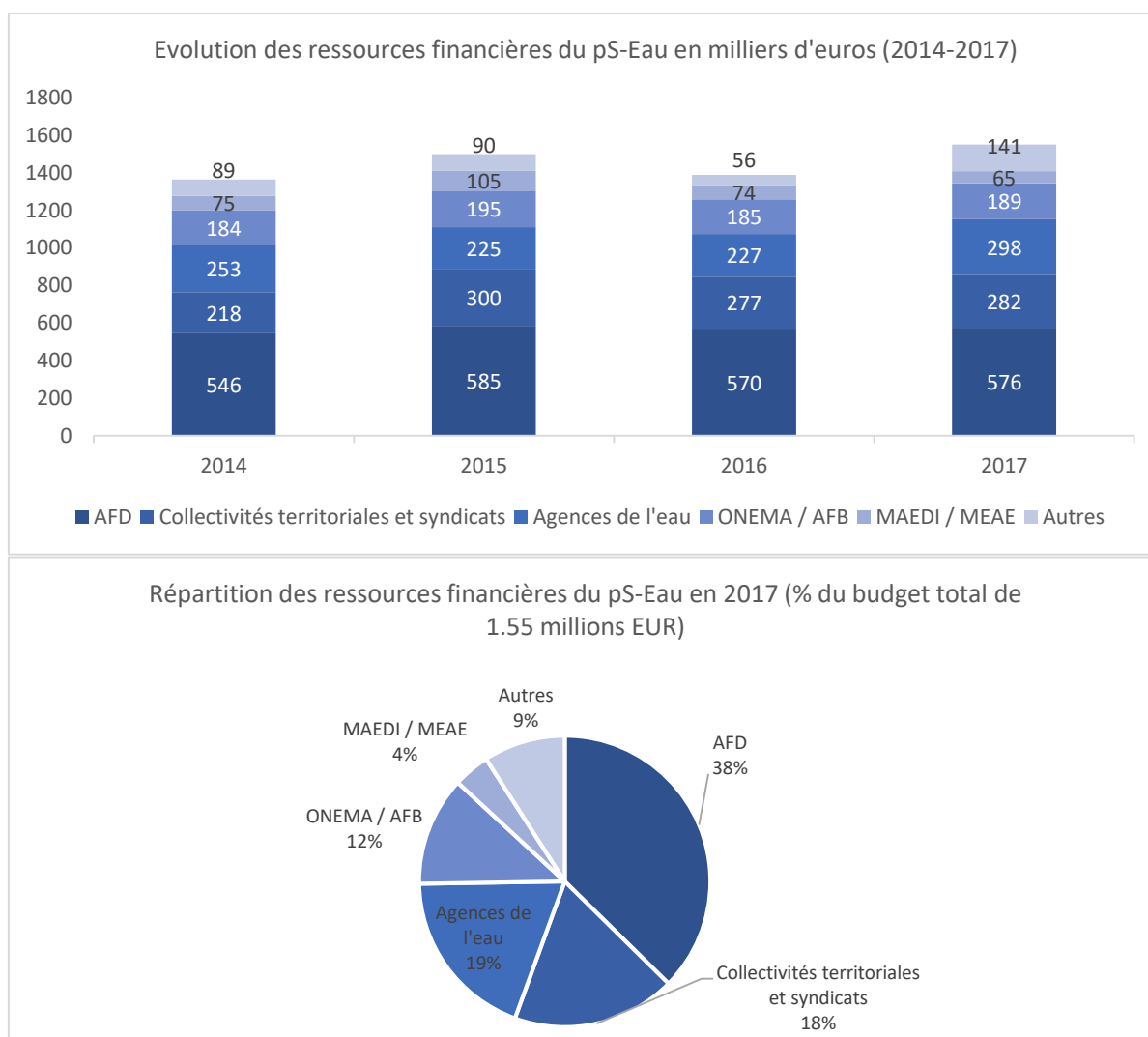
- ▶ L'expérience de l'équipe du pS-Eau permet d'identifier tout de suite les problématiques clés lors de la visite terrain et donc de réaliser un retour pertinent en minimisant les coûts (visite courte).
- ▶ La possibilité d'aller dans des zones plus compliquées dans lesquelles les agents des collectivités territoriales ne sont pas autorisés à se rendre. Sans ces visites terrains, les collectivités ne pouvant se rendre sur le terrain seraient peut-être contraintes d'arrêter le

financement dans les pays visés. Ce point est particulièrement prégnant sur le triennal actuel avec la situation sécuritaire au Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso notamment).

### Une dépendance vis-à-vis de l'AFD relativement limitée pour un réseau / une plateforme SMA

Le programme Solidarité Eau 2016-2018 fait l'objet d'un cofinancement de l'AFD qui représente entre 37% et 40% des ressources financières annuelles du pS-Eau.

Il couvre la plupart des activités du pS-Eau, notamment les activités d'appui-conseil, d'animation de réseau en France et dans les pays focus, de promotion du 1% auprès des collectivités et agences de bassin, de monitoring du secteur, et de plaidoyer au niveau national et européen. Il ne couvre pas les activités de recherche et de production de connaissances qui sont cofinancées par l'Agence Française de la Biodiversité (et auparavant par l'ONEMA).



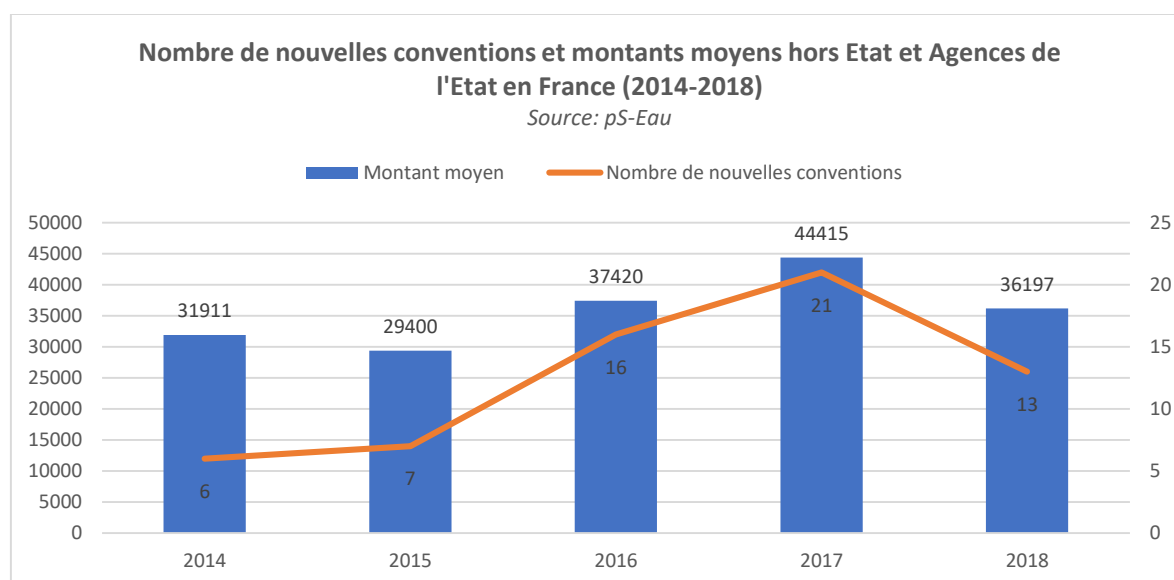
Source : rapports d'activités 2014, 2015, 2016 et 2017 du pS-Eau

Si l'on se réfère à la cartographie des SMA de Jean-Eudes Beuret et d'Anne Cadoret (2014), avec une part AFD à 38%, le pS-Eau se retrouverait ainsi dans la fourchette basse des plateformes et réseaux en termes de degré de dépendance vis-à-vis de l'AFD<sup>20</sup>. Surtout que les financements complémentaires du pS-Eau sont véritablement indépendants de l'AFD puisqu'ils viennent d'autres types d'acteurs (Agences de l'Eau, collectivités territoriales). Or, beaucoup de plateformes ou réseaux sont cofinancés, en plus de l'AFD, par leurs membres (ex : C2A de Coordination Sud, Coalition Eau, etc.) qui peuvent eux-mêmes être dépendants des financements de l'AFD.

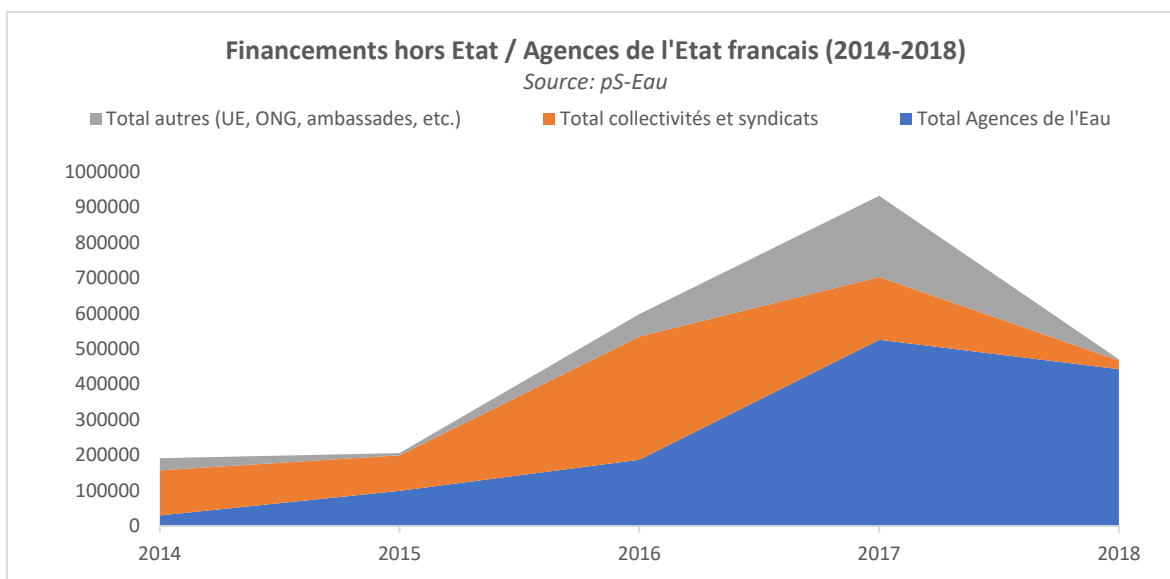
### Une multiplicité de partenaires cofinanceurs induisant un effort supplémentaire important mais ayant un effet de levier pour le secteur

En plus des cofinanceurs de type Etat / Agence de l'Etat en France (AFD, AFB, MEAE), le pS-Eau a signé des conventions de financement avec un grand nombre d'acteurs tels que les Agences de l'Eau (5 sur 6), les collectivités territoriales, certaines ONG, en plus d'un cofinancement UE dans le cadre du projet PRADALIS (Sénégal).

En 2017, le pS-Eau avait ainsi renouvelé ou signé de nouvelles conventions de financement avec 5 agences (Adour-Garonne, Rhin-Meuse, RMC, Artois-Picardie, Seine-Normandie), avec 3 collectivités territoriales (région Auvergne – Rhône-Alpes, Grand Lyon, conseil départemental de l'Hérault), deux syndicats (SIAAP et SEDIF), , ainsi qu'avec d'autres organisations (Aquassistance, le FORIM, GESCOD, l'Ambassade de France au Sénégal), sans compter le financement européen reçu au titre du projet PRADALIS. Au total 21 conventions ont été signées ou renouvelées en 2017 pour un montant moyen de 44 415 euros (avec de fortes disparités : de 1000 euros à 200 000 euros).



<sup>20</sup> Cartographie des instances collectives de solidarité internationale, associatives ou mixtes (plates-formes et collectifs) Jean-Eudes Beuret et Anne Cadoret Novembre 2014, p 124. Le taux de dépendance vis-à-vis des pouvoirs publics du pS-Eau y apparaît élevé (90%) car les financements des Agences de l'Eau et des collectivités y sont comptés.



On note par ailleurs que sur la période 2014-2018 (à noter que les chiffres 2018 ne sont pas définitifs et sont donc certainement sous-évalués), et surtout à partir de 2016, le pS-Eau a fortement diversifié le nombre de partenariats financiers autre que l'Etat ou les agences de l'Etat (de 7 en 2015 à 21 en 2017), et augmenté la mobilisation de financements hors Etat et agences de l'Etat (de 200 000 euros environ par an en 2014 et 2015 à environ 600.000 en 2016 et plus de 900 000 en 2017).

La difficulté pour le pS-Eau est que cette multiplication des partenariats financiers entraîne aussi une multiplication des efforts. En effet, souvent ces partenariats ne se traduisent pas uniquement par le co-financement d'activités que réalise déjà le pS-Eau. Ils impliquent également des activités nouvelles « sur-mesure » telles que l'appui à l'instruction de dossiers (Lyon métropole), la participation à des événements locaux autour de l'eau (Région Bretagne), des visites / évaluations de projets financés (Lyon) et des formations spécifiques (Grand Lyon).

Pour autant, ces efforts sont aussi un levier essentiel de mobilisation des acteurs et des moyens en matière d'eau et d'assainissement. Dans les collectivités, il est rare que les responsables de l'action internationale soient des spécialistes de l'eau et/ou de l'assainissement. A l'inverse, dans plusieurs agences de l'eau et parfois dans les syndicats, le responsable de la coopération internationale est souvent un professionnel de l'eau et/ou de l'assainissement mais pas du monde de la solidarité internationale. Dans ce contexte, l'appui du pS-Eau, même s'il entraîne un effort supplémentaire par rapport aux activités prévues dans le programme triennal de l'AFD, joue un rôle crucial. Il est fort probable qu'il constitue même une condition de la mobilisation de certaines collectivités ou de la création de certains outils de financement (fonds de solidarité eau).

### Des pistes alternatives de financement à considérer avec précaution

D'autres pistes de financement sont envisageables, tant pour le pS-Eau que pour les acteurs du secteur, surtout au niveau international.

Certaines organisations internationales pourraient disposer de lignes de financement auxquelles le pS-Eau ou les réseaux-pays formalisés appuyés par le pS-Eau pourraient peut-être prétendre (ex : UNICEF, PNUD). Toutefois ces financements, qui peuvent être importants, sont destinés à des projets « one shot » de deux à trois années, rarement renouvelés et jamais au-delà d'une fois.

L'Union Européenne (DEVCO) constitue également une source de financement potentiel importante. D'ailleurs le projet PRADALIS de recherche-action mené au Sénégal et coordonné par le pS-Eau bénéficie d'un financement de DEVCO. Mais là aussi, DEVCO vise surtout des projets et propose des financements rarement renouvelés au-delà d'une fois. Par ailleurs, les financements européens ont des modalités particulières puisqu'ils reposent sur l'avancement des frais et le remboursement à postériori avec des conditions en termes de justification parfois difficiles. Par conséquent ils mobilisent une trésorerie importante et peuvent mettre en risque l'acteur qui les portent s'il ne dispose pas d'une assise financière suffisante. Pour le pS-Eau qui a une assise financière limitée, ce type de financements n'apparaît pas opportun, sauf si le risque est porté par des organisations plus solides ou si le montant est relativement modeste. C'est le cas dans PRADALIS puisque ce projet dont le pS-Eau est co-pilote et coordinateur (avec l'OIEeau) représente 200.000 EUR.

Il existe potentiellement un vivier important du côté des acteurs privés (fondations, entreprises au titre de la RSE ou du mécénat), qu'ils soient européens ou américains. Le pS-Eau compte d'ailleurs parmi ses partenaires et membres deux fondations : la fondation Véolia et la fondation Suez qui sont par ailleurs deux bailleurs importants du secteur en France. Au niveau international, la Fondation Bill Gates est la référence en matière de financement de l'accès à l'eau et à l'assainissement, et un grand nombre d'autres fondations peuvent soutenir le secteur de l'eau (petit cycle et grand cycle) : Les règles de postulation comme les modèles de partenariats sont très variables d'une fondation à l'autre : certaines peuvent se concentrer sur des projets one-shot, tandis que d'autres vont privilégier des partenariats de long terme.

Enfin, il peut exister des opportunités du côté des financements de la coopération décentralisée hors France (notamment la Belgique). Une des pistes pourrait être dans un premier temps de s'inscrire dans le cadre des coopérations transfrontalières qui peuvent exister (ex : Lille, Strasbourg). En la matière le modèle des fonds eau est peut-être davantage exportable que le 1% Eau car il ne nécessite pas de modification du cadre législatif.

Dans tous les cas, une étude exploratoire sur les financements internationaux disponibles en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement et une intégration des pistes identifiées dans le travail du veille<sup>21</sup> pourrait s'avérer utile et pour le pS-Eau et pour ses partenaires alors que les acteurs français de la solidarité internationale ont souvent du mal à identifier des financements au-delà du monde francophone.

---

<sup>21</sup> Il existe des plateformes (souvent payantes) recensant les appels à projets des fondations et autres acteurs de ce type.

## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

Le modèle économique du pS-Eau, celui d'une ouverture totale de ses activités, apparaît adapté à la nature des activités qu'il mène et au type de publics qui peuvent être appuyés.

Certes le financement de l'AFD représente une part importante du budget du pS-Eau (38% en 2017), mais le taux de dépendance apparaît nettement moindre que d'autres plateformes de SMA. Le pS-Eau arrive en effet à mobiliser un grand nombre de financements complémentaires auprès des Agences de l'Eau et des collectivités territoriales. Ainsi, en 2017, le pS-Eau a signé 21 nouvelles conventions financières pour un montant moyen de 44.000 EUR environ.

Cette contractualisation avec de multiples acteurs représente un effort important pour le pS-Eau qui doit ainsi démultiplier sa présence au niveau territorial. Mais ce travail du pS-Eau conditionne parfois la mobilisation de moyens supplémentaires pour le secteur surtout lorsque les agents en charge de la supervision des financements ne sont pas issus du secteur de l'eau et de l'assainissement et/ou de la coopération internationale.

### Recommandations :

- ▶ Clarifier ce qui est entendu par « évaluation de projets » (objectif, contenu) et peut-être remplacer le terme par « visites de terrain » pour éviter les malentendus avec les règles sur les marchés publics.
- ▶ Réaliser une étude exploratoire sur les financements en matière d'eau et d'assainissement au niveau international et intégrer les appels à projets émanant de cibles pertinentes au travail de veille sur les financements.

## QE7. Les activités prévues ont-elles été effectivement menées ? Le calendrier a-t-il été respecté ?

### Des indicateurs de réalisation globalement atteints pour la 1<sup>ère</sup> tranche

L'analyse des indicateurs de réalisation de la 1<sup>ère</sup> tranche est résumée dans le tableau suivant :

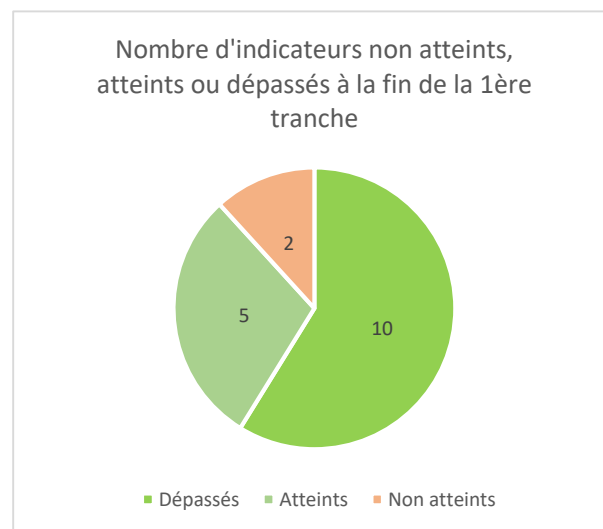
	Principales activités (et indicateurs de suivi) prévues pendant la tranche	Principales activités (et indicateurs de suivi) réalisées pendant la tranche 1	Statut de l'indicateur	Commentaires
(1.1) Publication et diffusion de guides d'aide à l'action	3 guides ou supports méthodologiques sur des thèmes définis comme majeurs par les acteurs du secteur EAH	1 guide sur « Le suivi-évaluation à l'usage des partenaires financiers de la coopération décentralisée et non gouvernementale. » (2016) 1 guide sur « Les ODD pour les services d'eau et d'assainissement » (juin 2017) 1 plaquette sur les services d'eau et d'assainissement et le changement climatique, en anglais (novembre 2016)	Atteint	
	3 fiches de synthèse correspondant aux différentes thématiques explorées par le pS-Eau	3 Fiches de synthèse publiées : • Eau, assainissement et hygiène en milieu scolaire • L'évaluation ex post des projets eau et assainissement • Renforcer la commune dans l'organisation des services eau et assainissement	Atteint	
(1.2) Information et formation des acteurs du développement	5 réunions d'information organisées par le pS-Eau	9 réunions d'information thématique organisées par le pS-Eau (Rennes x2, Paris x2, Lyon x2, Toulouse, Metz, Quimper)	Dépassé	
	12 interventions lors de réunions d'information organisées par des membres du pS-Eau	17 interventions lors de réunion organisées par des membres.	Dépassé	
	- 9 formations organisées par le pS- Eau	13 formations organisées.	Dépassé	
(1.3) Accompagnement individualisé des acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale	- 100 OSC accompagnées - 20 collectivités ou EPCI accompagnées - 10 acteurs privés ou Agences de l'Eau accompagnés	184 OSC accompagnés individuellement sur l'année 2016	Dépassé (résultat modifié par rapport au tableau de suivi)	D'après notre analyse : 151 OSC 37 collectivités ou EPCI 11 acteurs privés ou AE
(1.4) Animation d'espaces d'échanges avec des pays focus	- 9 réunions d'échanges en France	10 réunions d'échanges organisées en France.	Dépassé	
	1 réunion technique d'échanges à Madagascar	5 au Sud (Dakar, Cotonou, Tamatave, Tana x2)	Dépassé	
	8 fiches pays actualisées	3 fiches pays créées ou actualisées (RDC, Liban et Niger)	Non atteint	Le retard devrait être rattrapé sur la 2 <sup>e</sup> tranche
	75 fiches-actions (descriptives de projets) créées	291 fiches actions créées.	Dépassé	
	Des pages web à jour pour les 8 pays focus.	Pages web : 8 portails à jour.	Atteint	

	Principales activités (et indicateurs de suivi) prévues pendant la tranche	Principales activités (et indicateurs de suivi) réalisées pendant la tranche 1	Statut de l'indicateur	Commentaires
<b>(2.1) Monitoring de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de l'eau françaises pour le secteur de l'eau et de l'assainissement</b>	2 plaquettes synthétiques de 6 pages donnant un panorama national de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de l'eau françaises pour le secteur EAH Restitution et valorisation de chaque panorama annuel aux acteurs du secteur (réunions d'information et diffusion numérique) Communication sur l'ensemble des actions menées par les collectivités territoriales et leur impact	Plaquette « bilan 2015 de l'AECT dans le secteur EAH » éditée, diffusée et présentée lors d'une réunion publique avec Cités Unies France.  Plaquette « bilan 2016 de l'AECT dans le secteur EAH » éditée, diffusée et présentée lors de la réunion du CIS Eau à l'AFD.	Atteint	
<b>(2.2) Mobilisation des collectivités territoriales françaises</b>	2 réunions d'informations et de sensibilisation en région à destination des collectivités territoriales	10 réunions de mobilisation des acteurs.	Dépassé	
	Identification de 15 élus de l'eau	16 élus ont signé la charte des élus de l'eau, portant le total des élus de l'eau à 43 personnes.	Dépassé	
	1 évènement mobilisant les élus de l'eau	1 évènement « élus de l'eau » le 9 juin 2016 à Paris et 1 évènement le 3 février 2017 à Lyon.	Dépassé	
	Recueil de témoignages d'élus sur leurs engagements et diffusion via les réseaux sociaux à des moments clés (JME, JMT, SSI, etc.)	Diffusion de la plaquette 1% intégrant les témoignages. Diffusion Facebook.	Non atteint	Nous n'avons pas trouvé de témoignages diffusés via les réseaux sociaux
<b>(2.3) Plaidoyer pour la mobilisation de moyens à l'échelle européenne et internationale</b>	Participation du pS-Eau à la production d'un support de plaidoyer au niveau européen ou international	Participation à 2 rencontres : - le 2 mai 2016 à Bruxelles, - le 14 décembre 2016 à Paris	Atteint	

Sur la base de cette analyse, nous observons que 10 indicateurs d'activité sur 17 ont été dépassés, 5 atteints et 2 non atteints.

Les deux indicateurs non atteints concernent :

- La production de fiches-pays (3 au lieu de 8 à la fin de la 1<sup>ère</sup> tranche). Le pS-Eau est néanmoins en train d'actualiser ces fiches en 2018 et devrait atteindre cet indicateur.
- La publication de témoignages des élus de l'eau sur les réseaux sociaux. Nous n'avons pas trouvé de témoignage réalisé spécifiquement pour être diffusé sur les réseaux sociaux. Plus globalement, l'initiative des élus de l'Eau n'a pas encore pris l'ampleur espérée (voir question 13).



Les indicateurs atteints concernent la plupart du temps la production de connaissance du pS-Eau tandis que les indicateurs dépassés concernent l'appui individuel et collectif des acteurs du secteur



ainsi que la mobilisation des acteurs autour du 1% Eau. Ces derniers montrent le fort accent mis dans ce programme sur l'animation territoriale et l'accompagnement des acteurs.

### Des indicateurs de réalisation qui devrait être atteints pour la 2<sup>e</sup> tranche

L'analyse des indicateurs de réalisation de la 2e tranche se fonde sur les tableaux de suivi du pS-Eau. Elle est résumée dans le tableau suivant :

	Principales activités (et indicateurs de suivi) prévues pendant la tranche	Observation des consultants	Statut de l'indicateur
(1.1) Publication et diffusion de guides d'aide à l'action	3 guides ou supports méthodologiques sur des thèmes définis comme majeurs par les acteurs du secteur EAH	1 guide Qualité de l'Eau à Madagascar (décembre) 1 Guide changement climatiques et services EA 1 actualisation et réédition du guide solaire (novembre) 1 actualisation et réédition du guide ODD Réédition du guide Coopération Décentralisée	Devrait être atteint
	3 fiches de synthèse correspondant aux différentes thématiques explorées par le pS-Eau	3 fiches de synthèses prévues : acteurs économiques (Philippe); intercommunalité (GA), solutions urgence réfugiés (CPS)	Avancement non connu
(1.2) Information et formation des acteurs du développement	5 réunions d'information organisées par le pS-Eau	Détail insuffisant dans l'information	Avancement non connu
	12 interventions lors de réunions d'information organisées par des membres du pS-Eau	Détail insuffisant dans l'information	Avancement non connu
	- 9 formations organisées par le pS- Eau	7 formations réalisées avant octobre 2018, 2 programmées sur nov – dec 2018	Devrait être atteint
(1.3) Accompagnement individualisé des acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale	- 100 OSC accompagnées - 20 collectivités ou EPCI accompagnées - 10 acteurs privés ou Agences de l'Eau accompagnés	Fin août 2018, le pS-Eau avait accompagné (en 2018 uniquement : 95 OSC accompagnées 26 collectivités 17 acteurs privés ou Agences de l'Eau	Devrait être dépassé
(1.4) Animation d'espaces d'échanges avec des pays focus	- 9 réunions d'échanges en France	Au moins 5 réunions en France sur 2018 et 4 programmées pour fin 2018	Devrait être atteint
	1 réunion technique d'échanges à Madagascar	1 réunion à Mada (e au moins t 6 autres au Sud rien que pour 2018)	Devrait être dépassé
	8 fiches pays actualisées	5 fiches créés / actualisées (Madagascar Mali Sénégal Liban Mauritanie), 2 programmées (Laos, Cambodge). 1 fiche n'est pas identifiée	Devrait être partiellement atteint
	75 fiches-actions (descriptives de projets) créées	Déjà atteint à la fin de la tranche 1	Devrait être dépassé
	Des pages web à jour pour les 8 pays focus.	Réalisé sur la tranche 1. Actualisation récurrente.	Devrait être dépassé.
(2.1) Monitoring de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de l'eau françaises pour le secteur de l'eau et de l'assainissement	1 plaquette synthétiques de 6 pages donnant un panorama national de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de l'eau françaises pour le secteur EAH Restitution et valorisation de chaque panorama annuel aux acteurs du secteur (réunions d'information et diffusion numérique)	Plaquette 2017 publiée en 2018 qui a fait l'objet d'une réunion et d'une communication	Atteint

	Principales activités (et indicateurs de suivi) prévues pendant la tranche	Observation des consultants	Statut de l'indicateur
	Communication sur l'ensemble des actions menées par les collectivités territoriales et leur impact		
<b>(2.2) Mobilisation des collectivités territoriales françaises</b>	2 réunions d'informations et de sensibilisation en région à destination des collectivités territoriales	2 réunions de sensibilisation / formation à Marseille métropole	Devrait être atteint
	Identification de 15 élus de l'eau	Information non connue sur la 2 <sup>e</sup> tranche	Avancement non connu
	1 événement mobilisant les élus de l'eau	1 réunion des élus de l'eau prévue en nov 2018	Devrait être atteint
	Recueil de témoignages d'élus sur leurs engagements et diffusion via les réseaux sociaux à des moments clés (JME, JMT, SSI, etc.)	Nous n'avons pas trouvé de témoignages diffusés via les réseaux sociaux	Non atteint
<b>(2.3) Plaidoyer pour la mobilisation de moyens à l'échelle européenne et internationale</b>	Participation du pS-Eau à la production d'un support de plaidoyer au niveau européen ou international	Information non connue sur la 2 <sup>e</sup> tranche	Avancement non connu

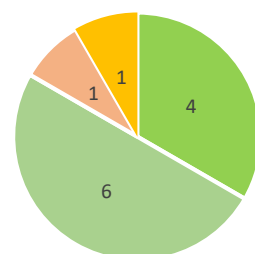
Sur la base de cette analyse, nous observons que 4 indicateurs d'activité sur 17 vont probablement être dépassés, 6 attendus, 1 non atteint et 1 partiellement atteint. Pour 5 d'entre eux nous ne disposons pas d'information.

L'indicateur non atteint concerne la publication de témoignages des élus de l'eau sur les réseaux sociaux. Nous n'avons pas trouvé de témoignage réalisé spécifiquement pour être diffusé sur les réseaux sociaux. Plus globalement, l'initiative des élus de l'Eau n'a pas encore pris l'ampleur espérée (voir question 13).

L'indicateur partiellement atteint concerne l'actualisation des fiches pays. 7 devraient être actualisées (au lieu de 8).

Le tableau de suivi des réunions ne permet pas de distinguer exactement les différents types de réunions. Par conséquent, nous ne pouvons indiquer de valeur pour les indicateurs relatifs au 1.2 (sauf pour les formations). Mais le nombre de réunions répertoriées laisse à penser que ces indicateurs ont été atteints voire dépassés.

**Nombre d'indicateurs non atteints, atteints ou dépassés à la fin de la 1<sup>ère</sup> tranche**



- Probablement dépassés
- Probablement atteints
- Probablement partiellement atteint (plus de 75%)
- Probablement non atteint

## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

En ce qui concerne la 1ere tranche du programme, la plupart des indicateurs d'activités ont été atteints ou dépassés. La publication des guides a pu prendre un peu de retard mais qui a été rattrapé sur la fin 2018.

La publication de témoignages des élus de l'eau sur les réseaux sociaux constitue le seul indicateur non atteint (tranche 1 et 2), même si beaucoup de publications et d'informations sont relayées sur facebook par le pS-Eau.

Il convient de noter que les activités d'animation territoriale et d'accompagnement ont été plus nombreuses que prévues, ce qui reflète aussi la montée en charge du pS-Eau qui bénéficie de plus en plus de cofinancements pour ce travail.

De même, l'action dans le cadre des pays focus / réseaux pays a été bien plus importante que prévue (elle a aussi bénéficié de cofinancements) et n'est pas forcément reflétée dans les indicateurs.

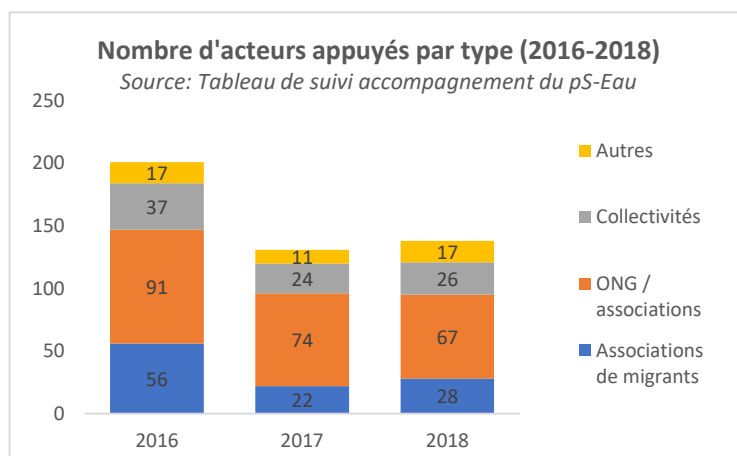
## QE8. Les activités menées permettent-elles d'augmenter la qualité et la cohérence des initiatives portées par les acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale en France et dans les pays partenaires ?

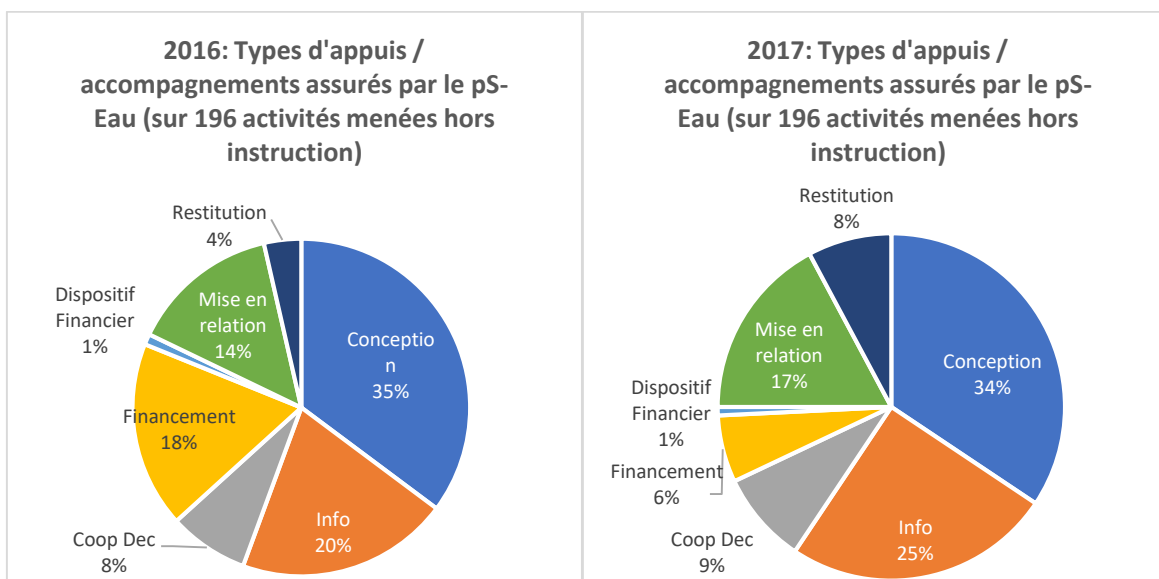
### Un accompagnement des acteurs du secteur qui permet de renforcer la qualité des projets présentés

L'une des activités essentielles du pS-Eau pour renforcer la qualité et la cohérence des initiatives portées par les acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale en France et dans les pays partenaires, est l'accompagnement individuel (appui / conseil).

Cet accompagnement bénéficie principalement aux ONG et associations (65 à 75% des appuis assurés) et il concerne principalement :

- ▶ **L'appui à la conception** de projets afin de renforcer la pertinence de la solution technique, de la gouvernance et du montage au regard des besoins et des enjeux locaux (34% des activités d'appui / conseil en 2017)
- ▶ **Le partage d'informations** sectorielles, techniques ou pays (25% des activités d'appui / conseil en 2017)
- ▶ **La mise en relation** entre acteurs pour le montage d'un projet, notamment avec des acteurs locaux dans les pays partenaires ou des collectivités en France (17% des activités d'appui / conseil en 2017)
- ▶ **L'appui à la recherche de financements** en adéquation avec le profil du porteur et les caractéristiques du projet (18% des activités d'appui / conseil en 2016)





Source: Tableau de suivi accompagnement du pS-Eau

Sur la base des entretiens menés, les différentes activités et productions du pS-Eau permettent aux porteurs de projets de :

- **Identifier et nouer des contacts avec des partenaires** locaux dont les coordonnées sont trouvées sur la base de données du pS-Eau et/ou transmises par l'équipe du pS-Eau sur la base de sa connaissance terrain.
- **Trouver les solutions techniques adéquates** en fonction des objectifs du projet, d'abord grâce aux guides à large spectre du pS-Eau et qui servent de base aux formations (« Développer les services d'eau potable – 18 questions pour agir » et « Développer les services d'assainissement – 16 questions pour agir ») puis grâce aux multiples guides thématiques produits (ex : guide « mini-égouts », guide « pompage solaire », etc.).
- **Renforcer la cohérence des projets avec le contexte local** : prendre en compte les enjeux de gouvernance au niveau local, le cadre institutionnel dans lequel il s'inscrit, la réglementation locale en matière de tarification, grâce aux connaissances produites par le pS-Eau, aux réunions d'information, aux réunions pays, etc. Sur les 15 répondants au questionnaire ayant bénéficié d'un appui individuel depuis janvier 2018, 5 ont revu de manière importante leur projet et 8 l'ont un peu modifié.
- **Rédiger des propositions de projets qui répondent aux critères de qualité des bailleurs** : le pS-Eau, en articulation avec les RRMA, contribue aussi à améliorer la formulation du cadre logique, l'identification des effets visés, la formulation d'indicateurs, la présentation du contexte et des acteurs ou encore l'élaboration du cadre financier des projets.
- **Améliorer sa planification opérationnelle et financière** : l'équipe du pS-Eau dispose d'une grande connaissance des conditions de terrain particulièrement dans ses 8 pays focus, y compris dans les zones difficiles (ex : nord du Mali), sur la durée des étapes de mise en œuvre, les coûts liés à l'investissement et au fonctionnement, les difficultés pouvant se présenter dans la mise en œuvre, etc. Ce retour d'expérience permet aux porteurs de projets d'avoir une planification plus réaliste compte tenu des réalités locales. A noter que

le pS-Eau développe actuellement un observatoire des coûts afin de faciliter ce travail de planification financière.

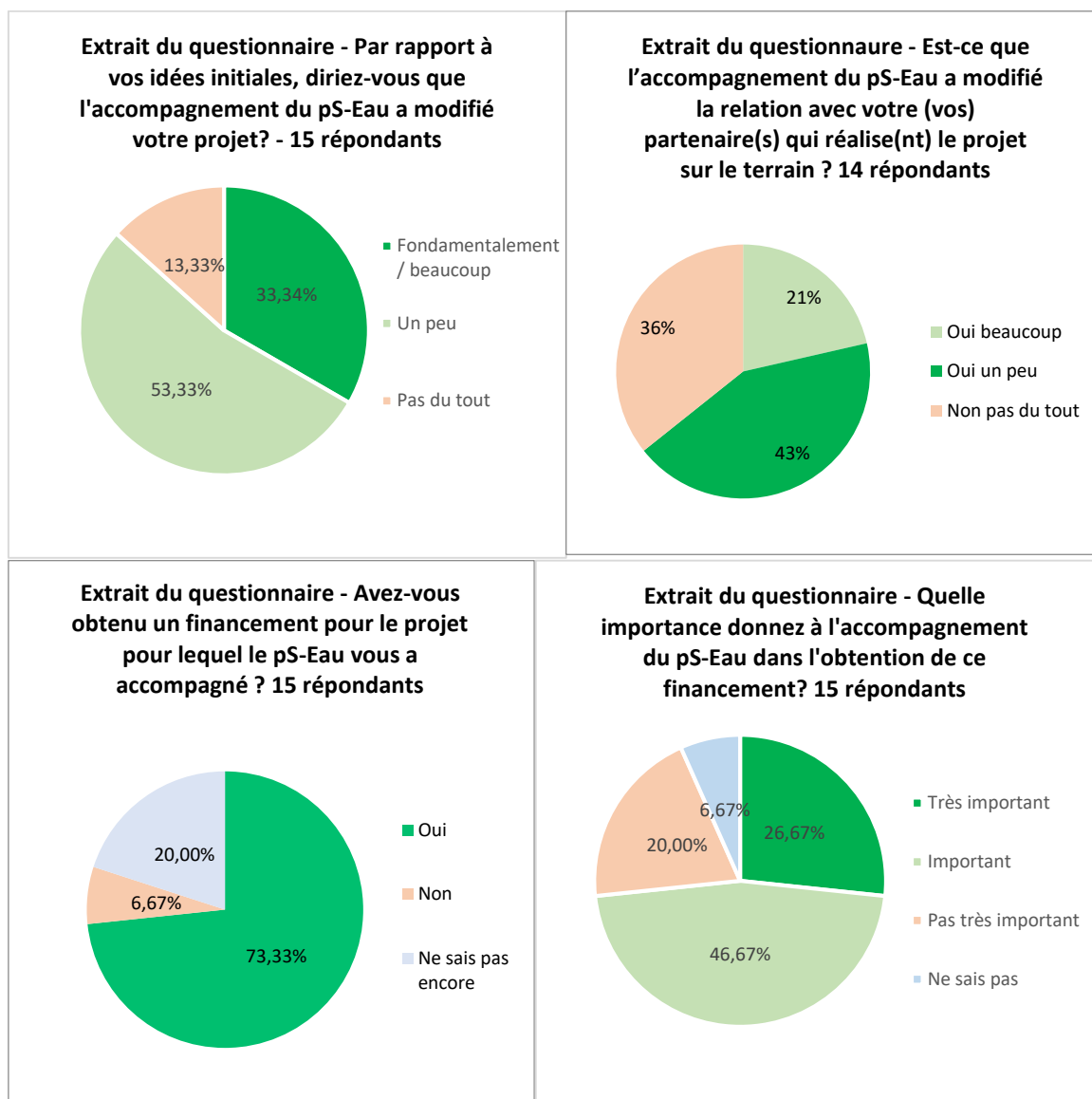
- **S'enrichir des expériences des autres** : les productions du pS-Eau constituent des ouvrages de capitalisation qui mettent en valeur les bonnes pratiques et leçons tirées de l'expérience de ses membres et partenaires dans le cadre des projets de coopération qu'ils mènent dans les pays partenaires.
- **Agir de concert avec les autres acteurs de la coopération** notamment en identifiant les projets et acteurs présents dans la même région / commune d'intervention dans le pays partenaire via la base de données du pS-Eau, en échangeant avec les autres acteurs présents dans le même pays partenaires dans les réunions pays, ou en participant aux espaces d'échanges des réseaux pays du pS-Eau.
- **Trouver les financements adéquats** grâce aux multiples partenariats et liens qu'entretient le pS-Eau avec les différents bailleurs : via les appels à projets des collectivités (fonds Eau), des Agences de l'Eau, de la FICOL ou encore de l'Agence des Micro-Projets. Sur les 15 répondants au questionnaire ayant bénéficié d'un appui individuel depuis le début de l'année 2018, 11 avait déjà obtenu un financement et 10 ont considéré que le pS-Eau a joué un rôle important ou très important dans l'obtention de celui-ci.

*« On perçoit une différence s'ils ont eu ou pas un appui du pS-Eau. On sent que les associations reviennent avec un projet plus structuré, plus solidement armées sur les connaissances techniques. On reconnaît bien la patte du pS-Eau »*

*Collectivité membre*

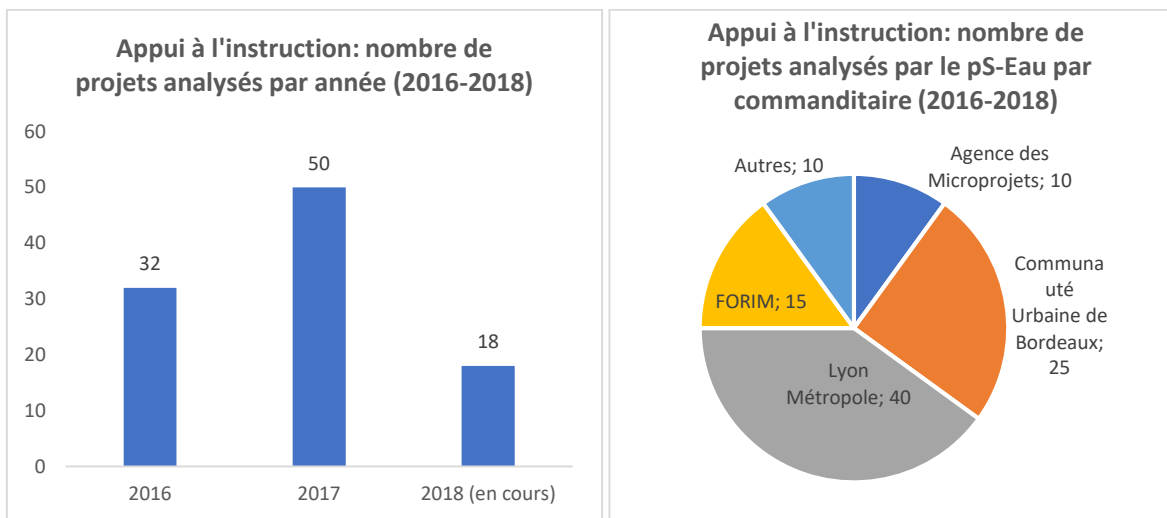
*« L'accompagnement du pS-Eau permet pour les néophytes de cadrer un certain nombre de questionnement. Ce qui fait la force du pS-Eau c'est d'être disponible pour des ONG françaises qui sont pleines de bonnes intentions mais qui n'ont pas toujours l'expertise nécessaire en EAH »*

*Partenaire public*



## Un accompagnement des collectivités pour améliorer la qualité des projets financés

- **L'appui à l'instruction.** Cet appui à l'instruction peut prendre deux formes : L'analyse des dossiers dans le cadre d'une convention partenariale (ex : avec Lyon Métropole), et/ou la participation aux comités de sélection. Cet appui permet aux acteurs qui en bénéficient d'avoir un regard sur la pertinence technique et la cohérence avec les enjeux locaux, surtout que les professionnels en charge de l'instruction sont peu familiarisés avec le domaine de l'eau. In fine, il permet ainsi de renforcer la qualité des projets sélectionnés. Il peut s'agir aussi d'un service qui permet au pS-Eau de bénéficier de financements ad-hoc (ex : convention avec Lyon métropole) et fait parti d'une action plus globale de mobilisation et de renforcement des acteurs locaux.



Source: Tableau de suivi accompagnement du pS-Eau

- **Les évaluations de projets.** L'une des conditions pour soutenir des projets de coopération décentralisée pour les collectivités territoriales est de pouvoir évaluer les projets soutenus dans le cadre de visites de terrain. Or, les cadres qui supervisent ces projets n'ont pas le droit de se rendre dans certaines zones (ex : nord du Mali) pour des raisons de sécurité. L'équipe du pS-Eau, de par sa connaissance du terrain et ses liens avec les ambassades de France à l'étranger, est autorisée à se rendre sur les terrains de mise en œuvre des projets y compris lorsqu'ils sont en zone rouge pour le Quai d'Orsay.
- **L'appui à la préparation des visites de délégations** d'élus et acteurs institutionnels français dans les pays partenaires, mais aussi à celle d'élus et acteurs institutionnels en provenance des pays partenaires. En France, le pS-Eau s'efforce en outre de profiter au maximum de la venue d'acteurs des pays partenaires en organisant à l'occasion de leur venue une réunion à laquelle ils peuvent participer. Par exemple, dans le cadre du Programme MONO, une délégation d'acteurs togolais et béninois a été accueillie en France par l'OI-Eau, le pS-Eau et l'AERMC. A cette occasion, une rencontre d'information et d'échanges sur l'accès à l'eau potable au Togo a été organisée avec RESACOOP dans les locaux de l'Université Catholique de Lyon. Ce type d'initiative est tout particulièrement appréciée par les partenaires du pS-Eau interrogés qui peuvent leur apporter une nouvelle manière d'aborder une problématique liée à l'eau et à l'assainissement.

« Notre principale difficulté au Mali c'est l'accessibilité au territoire. Le Mali est classé rouge et on n'a pas le droit de s'y rendre comme cela. On ne peut financer des projets là-bas que si on peut s'appuyer sur des acteurs déjà présents et reconnus là-bas comme le pS-Eau »

Collectivité partenaire

Enfin, le pS-Eau joue aussi un rôle de « filtre qualité ». Si l'appui préalable du pS-Eau ne constitue jamais un préalable, quel que soit le bailleur, la plupart des collectivités et/ou agences de l'eau reconnaissent qu'il peut s'agir d'un facteur positif et qu'il est d'ailleurs possible de reconnaître



l'influence du pS-Eau dans la manière dont les enjeux sont posés (notamment en termes de gouvernance) ou dont les objectifs sont formulés. Elles conseillent en outre souvent aux candidats recalés de se rapprocher du pS-Eau pour affiner leur projet, ainsi qu'aux porteurs de projets prenant contact avec elles.

## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

Le pS-Eau contribue à renforcer la qualité des projets menés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, particulièrement des projets « méso », mais sans oublier les projets « micro », à la fois par le renforcement des capacités des porteurs de projets et par l'appui aux collectivités / agences.

Concernant les porteurs de projets, le pS-Eau cherche à renforcer leurs compétences et la qualité des projets montés via ses activités d'accompagnement individuel et collectif ou par la mise à disposition de connaissances et d'outils méthodologiques. Les effets de cet accompagnement se traduisent par l'obtention de financements ou une meilleure relation partenariale, même s'il faut attendre les résultats du système d'évaluation de l'appui / conseil du pS-Eau pour en évaluer correctement l'impact.

Concernant les collectivités et agences, le pS-Eau fournit un appui variable selon l'intensité du partenariat mais qui peut être très utile surtout pour lorsque les agents en charge de la coopération décentralisée ne sont pas des professionnels du secteur de l'eau et/ou de la coopération internationale. L'effet de cet appui se traduit par la mobilisation de fonds pour la coopération décentralisée dans l'eau et l'assainissement par les collectivités concernés.

## QE9. Les activités menées ont-elles permis de mobiliser et d'articuler davantage d'acteurs et de moyens pour l'amélioration des services d'eau et d'assainissement en France et dans les pays partenaires ?

### Une mobilisation financière en augmentation malgré un contexte de crise de la coopération décentralisée

Depuis plusieurs années en France, les budgets déclarés consacrés à la coopération décentralisée (hors aide aux réfugiés<sup>22</sup>) baissent régulièrement. En 2017, l'APD déclarée<sup>23</sup> par les collectivités territoriales (hors aide aux réfugiés) s'est élevée à 50,6 millions d'euros, contre 59,7 millions en 2015 et 72 millions en 2008 (année record)<sup>24</sup>.

*Source : Rapport 2018 sur l'aide publique au développement des collectivités territoriales, Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD).*

Cette situation est due à plusieurs facteurs :

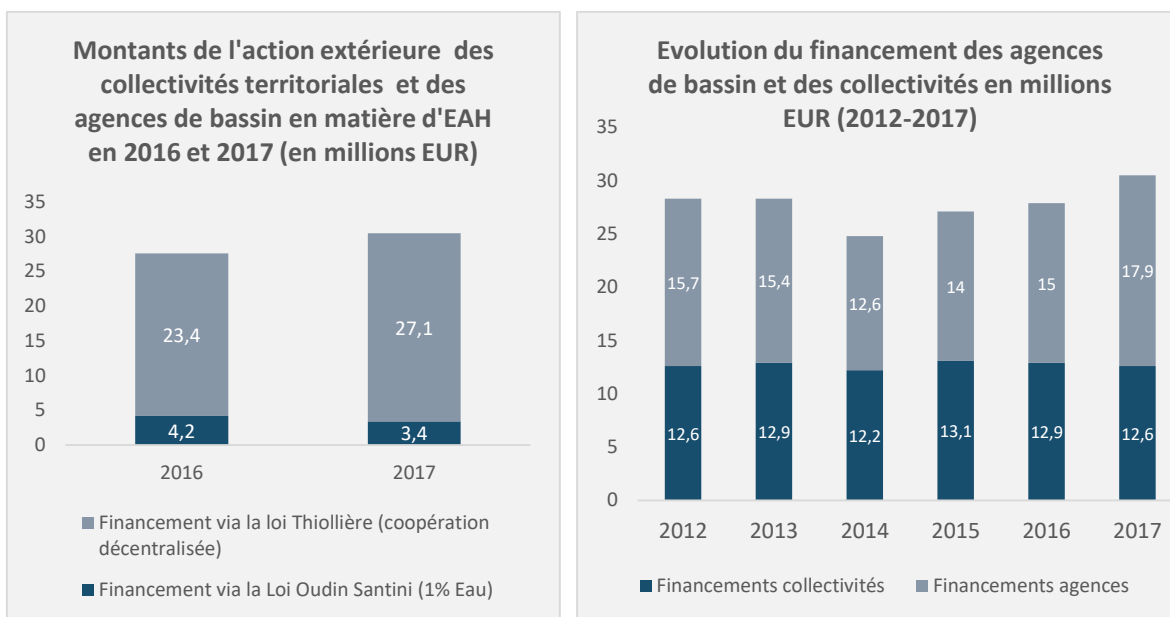
- ▶ **La réforme territoriale** de 2015 (passage de 22 à 13 régions en France Métropolitaine), avec notamment la réorganisation de l'échelon régionale, ou la nouvelle carte des intercommunalités (réduction de 39% du nombre d'intercommunalités) pouvant provoquer des changements organisationnels profonds dans les collectivités concernées.
- ▶ **Les échéances électorales** qui ont entraîné de nombreuses alternances politiques et une redéfinition des priorités politiques des exécutifs locaux, parfois au détriment de la coopération décentralisée.
- ▶ **Un contexte budgétaire difficile** avec la diminution des dotations financières de l'Etat, la non-compensation de la délégation de nouvelles compétences et l'incertitude pesant sur certaines ressources fiscales (taxe d'habitation).

---

<sup>22</sup> Depuis la crise migratoire récente en Europe, le CAD de l'OCDE autorise les pays membres à comptabiliser dans leur APD l'aide à destination des réfugiés accueillis sur leur territoire.

<sup>23</sup> Comme il s'agit de données télédéclarées, le montant réel peut être sous-estimé

<sup>24</sup> Rapports annuels 2016 et 2017 sur l'aide publique au développement des collectivités territoriales, Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD).



Source: Bilan 2017 de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de bassin, pS-Eau (2018)

La baisse de la coopération décentralisée a, pour le moment, moins impacté le secteur de l'EAH que d'autres secteurs de la solidarité internationale dans la mesure où, depuis 2014, les financements ont augmenté de plus de 20%, principalement grâce aux Agences de l'Eau. Cette situation s'explique par le fait que 89% de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de bassin en matière d'EAH dépend du 1% Eau (loi Oudin Santini, 2005) qui ne dépend pas des dotations de l'Etat mais des « ressources collectées auprès des usagers et des redevables au titre du service de l'eau et de celui de l'assainissement »<sup>25</sup>. Le financement des actions extérieures d'EAH dans le cadre de la coopération décentralisée encadrée par la Loi Thiollière (2007) ne représente que 11% des financements des agences de l'eau et des collectivités.

Concernant les financements des collectivités territoriales, ces derniers, malgré le contexte évoqué, sont restés relativement stables autour de 12,7 millions d'euros par an.

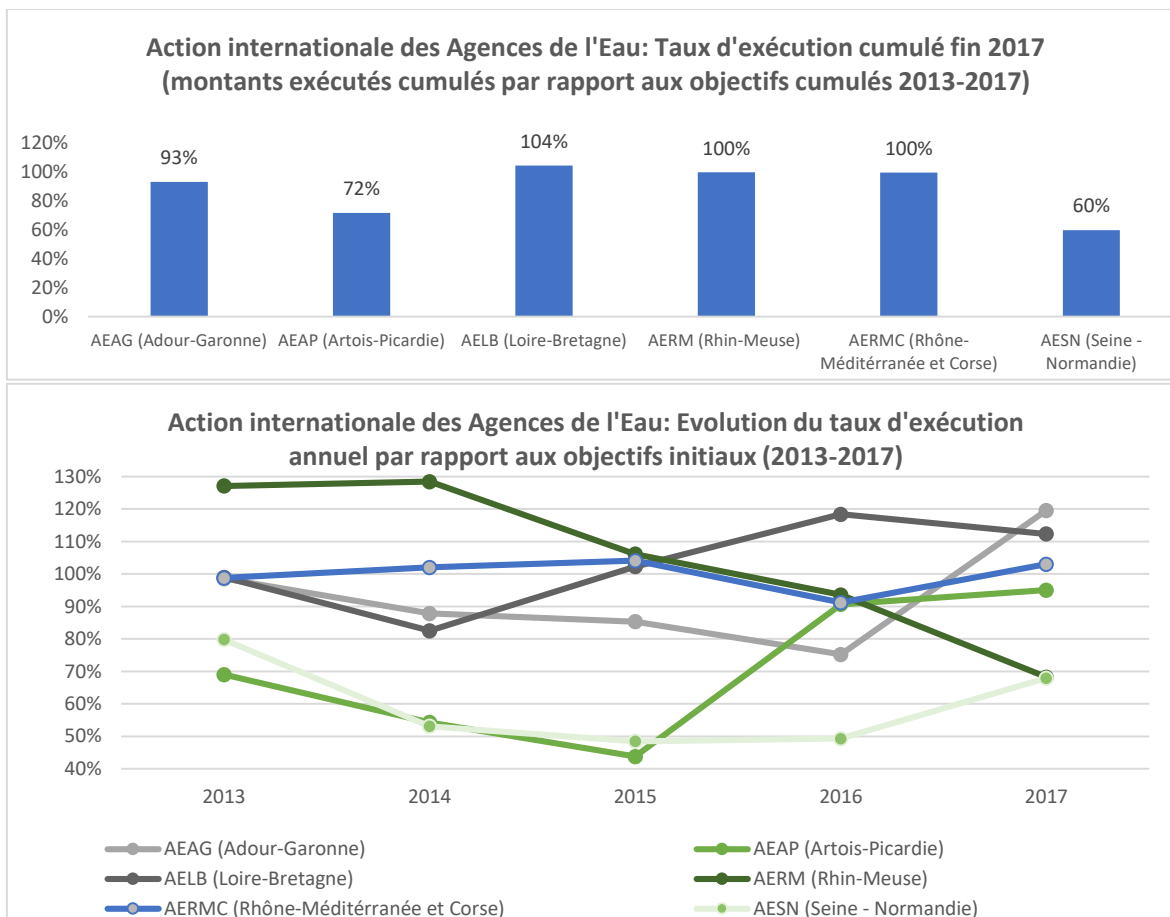
Cette évolution plutôt positive des financements a permis au pS-Eau d'atteindre en 2017 l'objectif fixé dans la NIONG pour la fin du programme « 30 millions d'euros engagés par les collectivités locales, syndicats d'eau ou d'assainissement et agences de l'eau de France pour des actions de solidarité dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ».

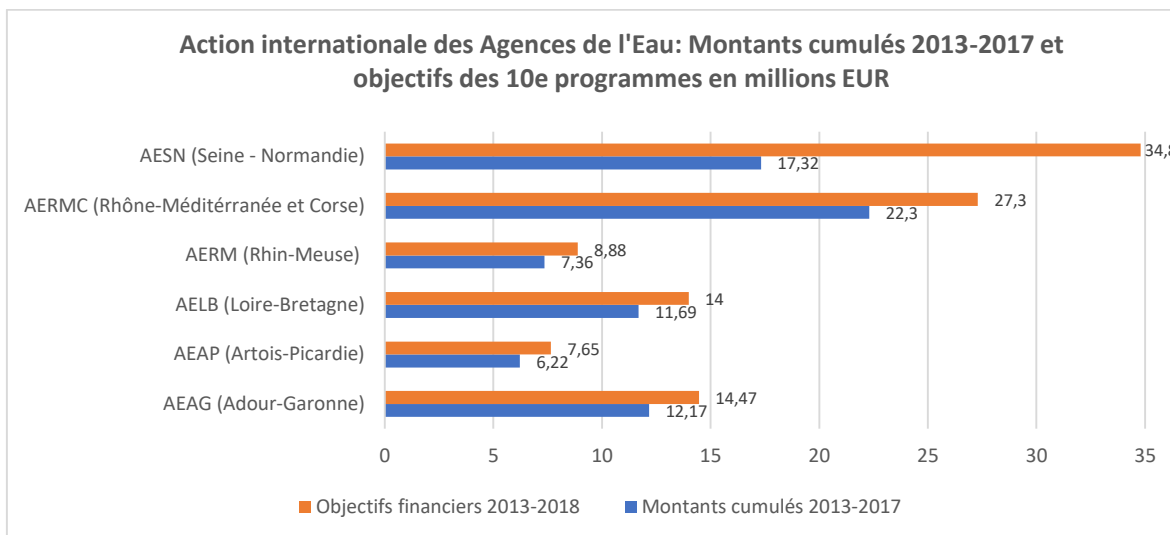
### Un niveau de mobilisation des financements des Agences de l'Eau plutôt satisfaisant

Le taux d'exécution du budget consacré à l'action internationale des agences constitue un marqueur de la mobilisation des financements des collectivités eu égard au montage particulier du 1% Eau. Pour obtenir un financement de l'Agence de l'Eau, les porteurs de projets doivent d'abord trouver une collectivité prête à co-financer le projet à hauteur de 5% minimum.

<sup>25</sup> Circulaire d'application du 30 avril 2007 de la Loi Oudin-Santini

La perception générale des acteurs, particulièrement des acteurs associatifs, est qu'il existe un fort potentiel non utilisé en termes de financement. Or, fin 2017, on observe un taux d'exécution cumulé moyen de 88% par rapport aux montants budgétés dans les 10<sup>e</sup> programmes pour la même période (2013-2017). Derrière cette moyenne se cachent d'importantes disparités puisque trois agences affichent un taux d'exécution d'au moins 100% (Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, Rhône-Méditerranée-Corse) tandis que deux n'atteignent pas les 75% (Artois-Picardie et Seine-Normandie). La trajectoire montre toutefois que le taux d'exécution en matière d'action internationale devrait se situer en moyenne à plus de 90% fin 2018 (avec un décrochage néanmoins de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie).





Source : 10<sup>e</sup> programme des 6 Agences de l'Eau, bilans de l'action extérieure des collectivités et Agences de l'Eau du pS-Eau 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017.

La mobilisation est donc maximale dans le cas de plusieurs agences tandis que la trajectoire de l'Agence Artois-Picardie apparaît positive. D'à peine plus de 40% en 2015, le taux d'exécution annuel est passé à plus de 90% en 2017 et le retard pourra ainsi être en partie effacé à la fin du 10<sup>e</sup> programme. Cette évolution est notamment due à un changement dans les règles de postulation : le co-financement d'une collectivité n'est plus exigé a priori. Les porteurs de projets qui obtiennent une pré-approbation d'un financement auprès de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie ont néanmoins un an pour chercher une collectivité pour co-financer leur action. Ce changement est de nature à faciliter le travail de mobilisation des collectivités puisque les porteurs de projets peuvent se prévaloir de l'appui de l'Agence de l'Eau lorsqu'ils démarchent des collectivités.

S'il est difficile d'attribuer le crédit de cette évolution au pS-Eau, ce dernier joue néanmoins un rôle essentiel à plusieurs niveaux :

- ▶ Dans le renforcement des acteurs pour que les projets présentés aient le niveau de qualité requis tant en termes de forme que de contenu via l'appui collectif (formations) et individuel (appui-conseil).
- ▶ Dans l'intermédiation entre les financeurs et les porteurs de projets. Ainsi le pS-Eau informe les porteurs de projets quant aux appels à projets lancés par les agences et/ou les collectivités, indique parfois aux porteurs de projets quelle collectivité contacter ou à quel appel à projet spécifique postuler. Ce travail d'intermédiation est d'autant plus important auprès des financeurs qui ne limitent pas l'éligibilité à leurs financements aux seuls acteurs présents sur le territoire.

## Un besoin d'adaptation face à la baisse des ressources des Agences de l'Eau

Les 11<sup>e</sup> programmes des Agences de l'Eau (2019-2024) ont été définis dans un contexte de pression sur les dépenses suite à un rapport critique de la Cour des Comptes en 2015, ainsi que sur les recettes (prélèvements sur les ressources par l'Etat). En parallèle, les Agences de l'Eau se voient confier de nouvelles attributions telles que la biodiversité et le financement de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS). Dans ce contexte, dans le cas de l'Agence Seine-Normandie, le 11<sup>e</sup> programme prévoit une baisse du budget de 13% sur la période 2019-2024.

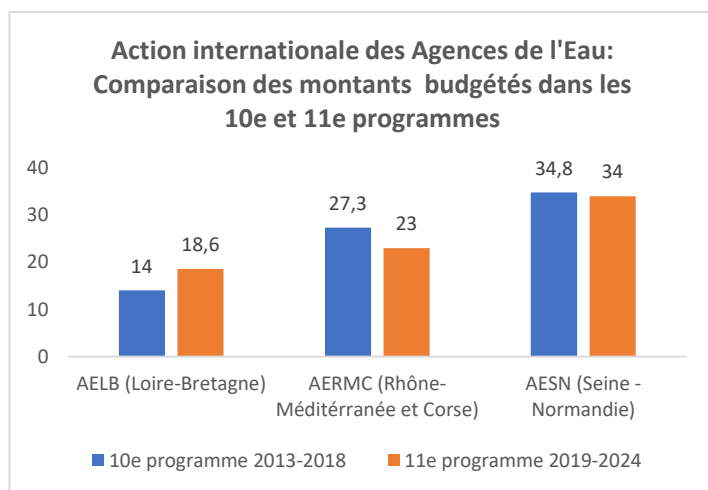
Pour faire face à cet effet « ciseaux », plusieurs Agences de l'Eau prévoient de réduire notamment leur action internationale, c'est notamment le cas des agences Adour-Garonne, Rhône-Méditerranée-Corse et Artois-Picardie. Si dans certains cas on peut estimer que l'impact de la baisse sera limité dans le mesure où le taux d'exécution sur le 10<sup>e</sup> programme n'était pas maximal, dans le cas de l'Agence Rhône-Méditerranée-Corse qui affiche un taux d'exécution de 100% la baisse des financements se traduira par une perte nette de 4.3 millions euros pour le secteur (sur 6 ans). Néanmoins, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne prévoit d'augmenter significativement son budget pour l'action internationale (+4.6 millions d'euros par

*« Le pS-Eau, pour sa crédibilité et sa survie devrait faire un virage vers le climat. L'AFD est très branché sur les questions de changement climatique et les Agences vont être plus exigeantes dessus »*

*Agence de l'Eau*

*« Certaines Agences de l'Eau ont le réflexe d'associer tout de suite l'OI-Eau et pas le pS-Eau alors que je suis plus satisfait avec le pS-Eau qui a des correspondants locaux dans les pays. Il manque peut-être plus de visibilité et aussi de créativité dans la relation avec les Agences »*

*Agence de l'Eau*



10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> programmes de l'AELB, AERMC et de l'AESN

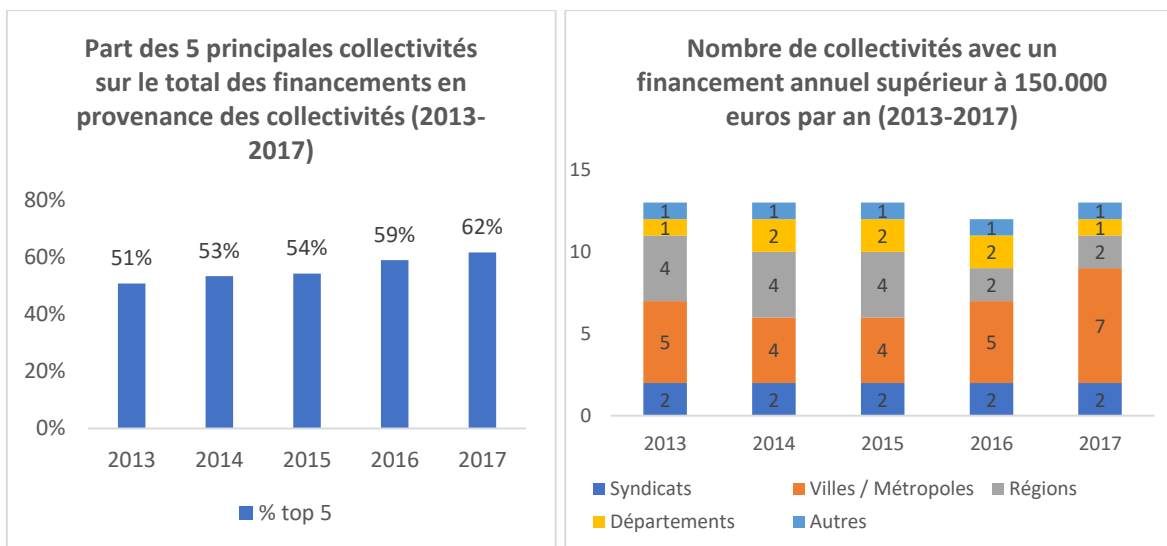
rapport au 10<sup>e</sup> programme révisé). Par ailleurs, l'Agence Seine-Normandie prévoit de maintenir un objectif de 34 millions d'euros pour l'action internationale sur la période 2019-2024 malgré un taux d'exécution relativement bas fin 2017.

Il est donc primordial pour le pS-Eau de travailler à l'amélioration des relations avec l'Agence Seine-Normandie pour augmenter la mobilisation des fonds de celle-ci par les porteurs de projets dans le domaine de l'Eau et de l'Assainissement.

## Un financement en provenance des collectivités de plus en plus concentré et volatile

Si les financements pour la coopération en matière d'eau et d'assainissement se sont maintenus, on observe néanmoins une plus forte dépendance à une poignée de collectivités : la part des 5 principales collectivités sur le total des financements en provenance des collectivités a ainsi cru de

51% à 62%. On y retrouve en général le SIAAP, le SEDIF, la Ville de Paris, le Grand Lyon et l'AIMF (selon les années pour les deux derniers). En outre, les financements de certains acteurs, et non des moindres, peuvent être très variables d'une année à l'autre : Celui de l'AIMF a pu varier du simple au triple sur la période 2013-2017, tout comme celui du CD du Val-de-Marne. Enfin, au-delà des 5-6 collectivités les plus importantes en termes de financement, il peut également y avoir une volatilité assez importante en termes d'acteurs, notamment en raison des alternances politiques.



Les élections régionales de 2015 ont eu un impact relativement important puisque deux collectivités parmi les 10 plus importantes en termes de financement en 2013 ou 2014 ont drastiquement réduit voire arrêter leurs actions de coopération en matière d'eau et d'assainissement (Rhône-Alpes et Ile-de-France).

Les élections municipales ont en revanche été moins impactantes dans la mesure où les 3 principales communes ou métropoles en termes de financement n'ont pas connu d'alternance politique. Par ailleurs, en 2017, une nouvelle collectivité a rejoint le groupe des principaux financeurs : Aix-Marseille-Provence Métropole (+800.000 euros en 2017) qui a mis en place un fonds de solidarité eau sur le modèle de celui de Lyon Métropole.

Ces données montrent que le pS-Eau est face à deux enjeux importants : celui de la diversification des financeurs relativement importants (au-dessus de 350.000 EUR par an), et celui de la « fidélisation » des financeurs existants (notamment ceux en dessous des 350.000 EUR par an). La promotion de l'outil « fonds de solidarité eau et assainissement » comme l'ont mis en place Paris, Lyon et désormais Aix-Marseille-Provence, peut constituer un puissant levier.

**Financements des collectivités territoriales pour la coopération dans l'eau et l'assainissement entre 2013 et 2017 (>150.000 EUR au moins une fois sur la période, en millions d'euros).**

Financiers	2013	2014	2015	2016	2017
SIAAP	1.88	2.14	2	1.86	2.65
SEDIF	1.78	2.17	2.67	2.51	2.5
Ville de Paris	1.2	0.79	1.17	1.22	1.11
AIMF	1.01	0.33	0.41	1.06	0.67
Grand Lyon	0.69	0.62	0.65	0.96	0.6
Région Rhône Alpes / AURA	0.33	0.51	0.46		
Nantes métropole	0.31	0.19	0.32	0.32	0.19
Région IDF	0.29	0.5	0.25	0.17	
Ville de Toulouse	0.24				0.22
Région Bretagne	0.23	0.15	0.1	0.24	0.22
Région Centre	0.18			0.13	
Ville de Rennes	0.16	0.09			
Département du Val de Marne	0.16	0.46	0.62	0.67	0.2
Département des Yvelines	0.14	0.8	0.24	0.23	0.1
Reims Métropole	0.13	0.17	0.2	0.2	0.2
Région Pays de la Loire		0.11	0.19		0.13
Région Lorraine / Grand Est	0.12	0.09	0.19		0.21
Bordeaux métropole		0.1		0.21	0.21
Aix Marseille Provence Métropole					0.84
Région Aquitaine / Nouvelle Aquitaine		0.2			0.09

Source : Bilans 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017 de l'action extérieure des collectivités territoriales et agences de bassin pour l'eau et l'assainissement, pS-Eau



## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

Le pS-Eau est parvenu à atteindre l'objectif qu'il s'était fixé en matière de mobilisation des financements pour la coopération décentralisée en matière d'eau et d'assainissement (30.5 millions d'euros en 2017 contre un objectif de 25 millions).

Cette augmentation est surtout liée à une mobilisation accrue des financements des Agences de l'Eau, notamment des agences Rhône-Méditerranée – Corse, Rhin-Meuse et Loire-Bretagne qui sont au maximum de leurs capacités. Il existe toutefois encore une importante marge de progression pour l'Agence Seine-Normandie, ce qui appelle à des actions spécifiques pour dynamiser la relation partenariale.

En revanche, les financements en provenance des collectivités stagnent depuis plusieurs années. Il s'agit néanmoins d'une évolution positive compte-tenu du contexte particulièrement difficile pour la coopération décentralisée (-20% de financements depuis 2013). Si certains grands contributeurs restent relativement stables (SIAAP, SEDIF, ville de Paris), on observe néanmoins une assez forte volatilité tant dans les financements que dans le nombre d'acteurs, liée notamment aux échéances électorales mais pas uniquement. Par ailleurs, les financements dépendent à plus de 60% de 5 acteurs, une concentration qui s'est accrue au cours du programme et appelle à davantage de diversification.

A ce titre la constitution de fonds de solidarité eau constitue un dispositif qu'il peut être intéressant de répliquer comme vient de le faire Aix-Marseille-Métropole avec notamment l'appui du pS-Eau.

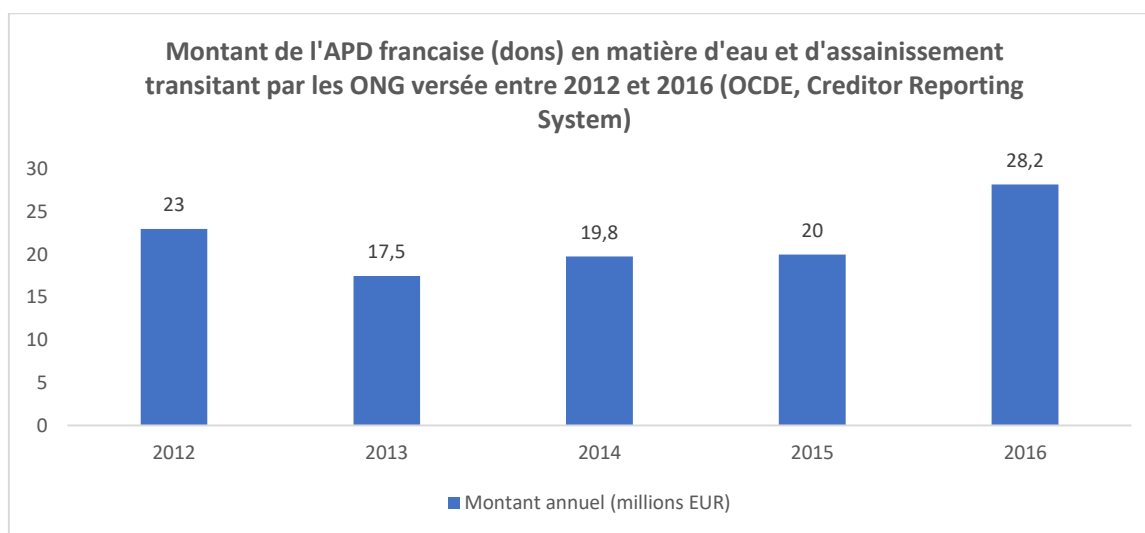
### Recommandations :

- ▶ Co-réaliser avec l'Agence Seine-Normandie une étude sur les associations issues de la diaspora dans le domaine de l'eau et de l'assainissement afin de mieux connaître ce public et d'adapter les modalités d'un éventuel appel à projet qui leur serait destiné.
- ▶ Initier un travail de capitalisation sur les fonds de solidarité eau avec un objectif de dissémination du dispositif dans d'autres territoires.

## QE10. ACCOMPAGNEMENT L'orientation donnée aux actions portées par les acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale est-elle cohérente avec l'évolution constatée et attendue des modes d'intervention et des modes de financement en matière d'aide publique au développement sur les services d'eau potable et d'assainissement ?

### Un focus sur la coopération décentralisée pertinent au regard de la structuration de l'EAH

En France, le secteur de l'eau et de l'assainissement constitue une priorité sectorielle de l'Aide Publique au Développement (APD). Entre 2014 et 2016, environ 933 millions d'euros d'engagements ont été attribués par l'AFD pour ce secteur<sup>26</sup>. Toutefois, la part des dons transitant par les ONG, reste faible dans cette somme puisqu'ils s'élèvent à 28,2 millions d'euros en 2016 environ (et 22 millions d'euros en moyenne sur la période 2012-2016 – OCDE, CRS) et sont accordés principalement via les dispositifs de financement « initiatives OSC » et « FICOL »).



Dans ce contexte, la coopération décentralisée constitue aujourd'hui la principale source de financement du secteur de l'EAH hors prêts, devant l'AFD. Selon le pS-Eau, les financements en provenance des collectivités et des agences de l'eau en matière d'EAH ont atteint 31,5 millions d'euros en 2017<sup>27</sup>.

L'importance de la coopération décentralisée dans le secteur de l'Eau et de l'Assainissement ne date pas du 1% Eau même si ce dispositif a permis d'augmenter fortement les financements en faisant effet de levier auprès des Agences de l'Eau.

En effet, la compétence Eau et Assainissement est une compétence territorialisée en France. Elle revenait historiquement aux communes. Par conséquent, toute coopération technique dans ce

<sup>26</sup> « Secteur de l'eau – Chiffres clés », Coalition Eau, 2017

<sup>27</sup> Bilan 2017 de l'action extérieure des collectivités territoriales et des agences de bassin, pS-Eau, 2018

domaine, même mobilisée dans le cadre d'une coopération bilatérale d'Etat à Etat, implique de mobiliser des professionnels des collectivités et/ou des syndicats qui en dépendant.

Ainsi, l'action du pS-Eau qui se concentre avant tout sur la coopération décentralisée, apparaît pertinente au regard de la structuration de la coopération française en matière d'EAH, et complémentaire de l'AFD. En effet, l'action du pS-Eau permet de mobiliser des fonds supplémentaires pour la coopération qui s'ajoutent à l'APD transitant par l'AFD, et non de capter des fonds de l'AFD au détriment d'autres secteurs.

### Un focus sur les petits centres pertinent et la gouvernance pertinente particulièrement pertinent au regard des axes d'amélioration de l'aide internationale

L'évolution du secteur de l'eau de l'assainissement et de l'hygiène montre un déséquilibre en défaveur de l'assainissement. Pour rattraper le retard en matière d'accès à l'assainissement, 60% des budgets destinés au secteur devraient aller à l'assainissement et 30% à l'eau potable<sup>2829</sup>. Or, l'assainissement représente 43% des dépenses des gouvernements nationaux en matière d'eau et d'assainissement et 27% de l'aide publique au développement. Aujourd'hui, si le pS-Eau couvre bien également les enjeux d'assainissement, les outils actuels de suivi ne permettent pas de détecter un possible déséquilibre.

Les financements se concentrent principalement sur les aires urbaines. Selon l'enquête GLAAS citée par l'IRC, seulement 18% des dépenses nationales en matière d'EAH visent les zones rurales alors qu'elles concentrent 80% de la population mondiale qui n'a pas accès à un service d'eau amélioré<sup>30</sup>. Parmi les financements à destination des zones urbaines, une grande partie va vers les grands centres urbains (plusieurs millions d'habitants) plutôt que les petits centres urbains qui pourtant devraient absorber la majorité de l'augmentation de la population d'ici 2030.

Les grands centres urbains répondent à une logique et à des enjeux différents que les petits centres. Ils font souvent l'objet d'une concession à un opérateur privé et sont davantage encadrés dans le cadre des contrats de délégation de services publics. Ils sont financés via des prêts (parfois accompagnés de subventions) d'acteurs multilatéraux et/ou bilatéraux.

*« Le pS-Eau ne peut pas être partout. Sur les grands projets d'hydraulique urbaine, les besoins de financement sont tels que le pS-Eau n'a pas forcément une valeur ajoutée. On est sur des enjeux qui dépassent la capacité d'influence du pS-Eau. Même les très grandes coopérations, pèsent peu dans le débat. »*

*Cabinet d'expertise membre*

*« Ce n'est plus la peine de creuser des puits au Sahel et il faut aller dans les petits centres qui sont un angle mort des bailleurs qui vont absorber la majeure partie de l'exode rural. Il y a de grands enjeux dans le péri-urbain, l'informel... [...] Le pS-Eau ne délaisse pas non plus les stratégies nationales. Mais accompagner des gros opérateurs urbains ne semblent pas être trop son mandat ni sa valeur ajoutée »*

*Partenaire public*

*« Compte tenu du réseau qu'ils mobilisent il est opportun est de se concentrer sur les petites villes dans la bande sahélienne, c'est là où le pS-Eau a une vraie plus-value. Quand on parle urbain, on ne parle pas mégapole car les acteurs étatiques ne sont pas suffisamment à l'écoute »*

*Syndicat membre*

<sup>28</sup> Ibid

<sup>29</sup> IRC Trends Analysis, 2016–2025, mars 2016

<sup>30</sup> Ibid

Une grande partie des financements (63%) se concentrent sur la construction de nouvelles infrastructures mais pas sur l'entretien des infrastructures existantes (23%)<sup>31</sup>. Il est plus facile de mobiliser des acteurs politiques autour de la construction d'un nouveau grand système d'envergure, apportant reconnaissance et prestige, qu'autour de l'amélioration d'infrastructures existantes à la réputation entachée par leurs carences.

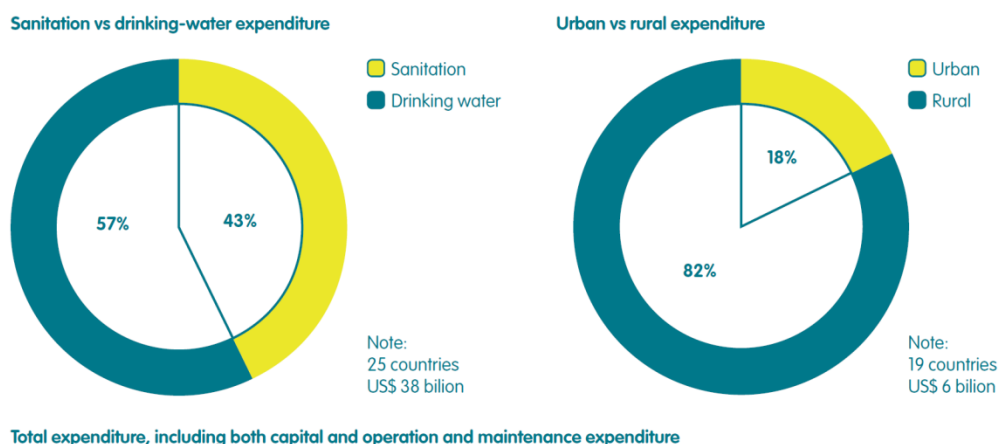


FIGURE 13 EXPENDITURE FOR SANITATION AND DRINKING WATER IN URBAN AND RURAL AREAS, 2014

Source: WHO and UN-Water, 2014

Dans ce contexte, les orientations du pS-Eau apportent une forte valeur ajoutée car :

- **Le pS-Eau se concentre sur les petits centres urbains et les zones rurales** attenantes et non sur les grands centres urbains où sa capacité d'influence serait très limitée. Le pS-Eau est parvenu à entraîner la plupart des collectivités et agences de l'eau interrogées dans cette dynamique puisque ces acteurs concentrent leurs financements sur les petits centres et les zones rurales.
- **Le pS-Eau appui les acteurs locaux dans les pays partenaires, notamment les autorités locales** si elles sont en charge de l'eau, les éventuels opérateurs privés ou les organisations communautaires. Ce ciblage est particulièrement pertinent pour assurer la pérennité des projets développés par les acteurs de la coopération française via la génération de capacités au niveau local.
- **Le pS-Eau met l'accent sur les enjeux en matière de gouvernance des services d'eau et d'assainissement.** Il s'agit d'ailleurs de l'un des principaux apports du travail d'accompagnement collectif et individuel du pS-Eau car les porteurs de projets sont souvent plus centrés sur les solutions techniques ou l'infrastructure. Or la réussite d'un projet dans le temps dépend beaucoup de la qualité et de la pérennité de la gouvernance mise en place.
- **Le pS-Eau promeut des solutions alternatives** au tout-égouts. / tout-sans-égouts, au modèle de gestion des services par une délégation de services publiques (ex : gestion par des organisations communautaires, par des foyers, etc.). Ces solutions sont moins intensives en capital (capex) et plus adaptés aux contextes locaux et aux capacités locales des acteurs. Il met par ailleurs en avant la complémentarité entre les différentes formes d'assainissement qui sont à choisir en fonction des spécificités de chaque contexte.

<sup>31</sup> Ibid

## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

L'orientation donnée par le pS-Eau aux acteurs de la coopération décentralisée, porteurs de projets comme financeurs, apparaît pertinente au regard de la structuration de la coopération française en matière d'EAH. En effet, plus de la moitié de l'aide sous forme de dons provient des collectivités et des agences de l'eau, tandis que la compétence en matière d'eau et d'assainissement échoie historiquement aux collectivités (et désormais aux communautés de communes). Par ailleurs, cette orientation favorise la mobilisation de financements supplémentaires pour la coopération en général plutôt qu'un engorgement du guichet de la DPA-OSC.

Alors que l'aide publique au développement a tendance à trop se focaliser sur les grands centres urbains (au détriment des zones rurales et des petits centres), sur les nouvelles infrastructures (au détriment de la maintenance et de la gouvernance) et à sous financer l'accès à l'assainissement, les orientations du pS-Eau apparaissent pertinentes. En effet, tant le focus sur les petits centres et les zones rurales attenantes, que l'insistance sur les enjeux de gouvernance, ou le renforcement des acteurs locaux constituent une réponse adéquates aux problématiques actuelles de l'APD dans le secteur de l'EAH.

### Recommandations :

- Conserver les orientations actuelles en termes d'acteurs tant en France que dans les pays partenaires.

## QE11. RESEAUX PAYS La stratégie de focalisation d'une partie des activités du pS-Eau sur 8 pays est-elle pertinente et adaptée ? Répond-elle aux attentes des acteurs de la coopération décentralisée et non-gouvernementale française ? Quels ont été les effets produits ?

### Un niveau de formalisation et des modalités d'animation très variables d'un pays focus à l'autre

Le pS-Eau a identifié 8 pays / zones focus : Maroc, Sénégal, Liban, Niger, Burkina Faso, Madagascar, Mali, Togo/Bénin. Parmi ces pays focus, 4 bénéficient de la constitution d'un réseau formalisé d'acteurs : Madagascar (Ran'Eau), Liban (Lewap), Burkina Faso (ACTEA) et Sénégal (non formalisé mais couramment appelé pS-Eau Sénégal).

Tous les pays focus se caractérisent par un ensemble d'activités communes :

- ▶ Un travail de veille sur le pays concerné (fiche pays, newsletter particulière).
- ▶ Une diffusion des outils du pS-Eau dans les pays concernés auprès des acteurs du secteur.
- ▶ Des réunions d'information en France sur le secteur de l'eau et de l'assainissement dans ces pays (autour d'une réunion par an).
- ▶ L'accompagnement des acteurs de la coopération dans ces pays (ex : appui aux visites de délégation, appui des porteurs de projets, etc.).
- ▶ Une rubrique particulière dans le rapport d'activité.
- ▶ Une personne référente dans l'équipe du pS-Eau présente en France

« L'avantage du pS-Eau est que la structure de son réseau lui a permis de mettre en place des activités hybrides, ici et là-bas. Il peut faire venir les gens du Ministère en France et peuvent aussi peser dans les débats nationaux dans les pays. C'est une très forte valeur ajoutée du pS-Eau. Après il y a des réseaux qui ont plus de maturité que d'autres, le problème du financement, du jeu d'acteurs, u dialogue avec la société civile. Mais je n'ai pas l'impression qu'un réseau démerite»

Cabinet d'expertise membre

Il n'a pas d'actions de plaidoyer à proprement parler. Toutefois le pS-Eau ou les réseaux pays, de par leurs discussions techniques avec les décideurs locaux ou nationaux peuvent avoir une incidence sur les programmes publics menés.

Néanmoins, il existe des différences importantes en termes de formalisation, d'animation des acteurs au niveau local, d'intensité des activités dans le pays et d'objectifs. En réalité, Le travail mené et le niveau de formalisation de chaque pays focus sont spécifiques comme le montre le tableau suivant qui recense les principales caractéristiques de chaque réseau pays :

Pays focus	Nom et niveau de formalisation	Animateurs	Partenaires financiers	Objectifs	Principales actions 2016	Principales actions 2017
Madagascar	Ran'Eau, ONG de droit malgache depuis 2009	CITE (sud) pS-Eau (nord)	AERMC AEAP AERM SIAAP Grand Lyon GESCOD	<ul style="list-style-type: none"> <li>Échanger, partager et nouer des partenariats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Animation de groupes de travail par le Ran'Eau (2 GT)</li> <li>Rencontres d'échanges à Madagascar (2 réunions nationales et 3 ateliers régionaux)</li> <li>Appui au renforcement de capacités (3 formations)</li> <li>Réunions institutionnelles pS-Eau / Ran'Eau</li> <li>Evaluation Ran'Eau 2014-2016</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inventaire des acteurs et des projets sur le terrain</li> <li>Rencontres d'échange et de partage d'expérience</li> <li>Animation de groupes de travail par le Ran'Eau (4 GT)</li> <li>étude « Retours d'expériences sur l'utilisation des kits portables d'analyse de l'eau »</li> <li>Formations à destination des représentants de communes, des Directions régionales de l'Eau et des médias.</li> <li>Élaboration et diffusion d'émissions de radios</li> <li>Accueil d'une délégation (Artois-Picardie)</li> <li>Préparation des 2e Assises de l'action internationale des collectivités malgaches et françaises</li> </ul>
Maroc	Non formalisé	pS-Eau	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner de nouvelles coopérations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation aux assises de la coopération décentralisée franco-marocaine</li> <li>Atelier sur la Gire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas d'activités spécifiques identifiées</li> </ul>
Sénégal	pS-Eau Sénégal Non formalisé	Point focal du pS-Eau	AEAP Union Européenne (adossé au projet PRADALIS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un dispositif d'animation et d'appui-conseil renforcé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'un dispositif d'animation au Sénégal</li> <li>Accueil d'une délégation sénégalaise</li> <li>Réunions d'échange et d'information avec le Pepam à Dakar</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Journée thématique annuelle Eau et Assainissement Sénégal autour d'une délégation sénégalaise</li> <li>Lancement de PRADALIS</li> <li>Newsletter et base de données</li> </ul>
Burkina-Faso	ACTEA Non formalisé	ACDIL (sud) pS-Eau (nord)	AESN	<ul style="list-style-type: none"> <li>Structurer le réseau Actea</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Atelier technique sur le suivi-évaluation</li> <li>Formation SMC</li> <li>Structuration du réseau (site internet, logo, statuts)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accueil d'une délégation burkinabé en France</li> <li>Réalisation de deux ateliers thématiques</li> <li>Mise à jour régulière des outils du réseau (site internet, newsletter, base de données)</li> </ul>
Liban	LEWAP, non formalisé		AERMC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Favoriser les échanges entre acteurs de l'eau et de l'assainissement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>accompagnement du projet de coopération du SIAAP avec 3 fédérations de municipalités du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Restitution du diagnostic sur les systèmes d'information et d'échanges</li> <li>Conférence sur les processus de traitement membranaire (CNRS, UNESCO)</li> </ul>

					<p>sud Liban et avec la ville de Beyrouth</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Accompagnement d'une délégation du SIAAP</li> <li>○ Atelier d'échanges au siège du SIAAP</li> <li>○ Visites techniques pour la délégation libanaise</li> <li>○ Accompagnement à la mise en place de plusieurs partenariats de coopération décentralisée (Eau de Paris, Noisy le Roi notamment)</li> <li>○ Structuration de la Plateforme d'informations et d'échanges pour les acteurs de l'EA au Liban</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Atelier régional sur les techniques d'assainissement naturel</li> <li>○ Visite de terrain sur la station de filtres plantés de roseaux</li> <li>○ Étude de faisabilité sur la mise en place d'un service d'assainissement non collectif à Antoura ;</li> <li>○ Appui au projet de mobilisation des eaux souterraines pour l'adduction en eau potable de Zahlé ;</li> <li>○ Identification des besoins de la municipalité de Boudaï.</li> </ul>
Mali	Non formalisé	pS-Eau	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Amplifier et valoriser les initiatives concertées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Journée d'information et d'échanges organisée avec CUF sur le thème « Eau et assainissement au Mali</li> <li>○ Rencontre d'échanges techniques organisée par le Sedif</li> <li>○ Rencontres d'informations et d'échanges organisées à Versailles</li> <li>○ Mission de terrain au Mali (Bamako, Koulikoro, Sikasso)</li> <li>○ Contribution à la démarche Trackfin Mali</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Mission de terrain au Mali (Bamako, Kita, Kayes) – visites post-réalisation de projets, dialogue avec les autorités nationales et locales</li> <li>○ Réunions à l'initiative du SIAAP pour définir une stratégie</li> <li>○ d'intervention en matière d'assainissement en zone rurale</li> <li>○ Finalisation du processus Livre bleu Mali</li> <li>○ Réunion d'échange à l'occasion de la visite des partenaires maliens de la ville de Montreuil</li> </ul>
Niger	Non formalisé	pS-Eau	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Valoriser les expériences des collectivités et des associations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Réunions d'échange et d'information avec des représentants des autorités nigériennes en charge de la décentralisation et de l'hydraulique</li> <li>○ Journée annuelle Niger à Lyon</li> <li>○ Mission terrain à Niamey et à Zinder /point d'avancement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Participation aux Journées de l'Association de Municipalités du Niger</li> <li>○ Organisation de la Journée annuelle du réseau Niger avec invitation d'élus et techniciens nigériens</li> </ul>

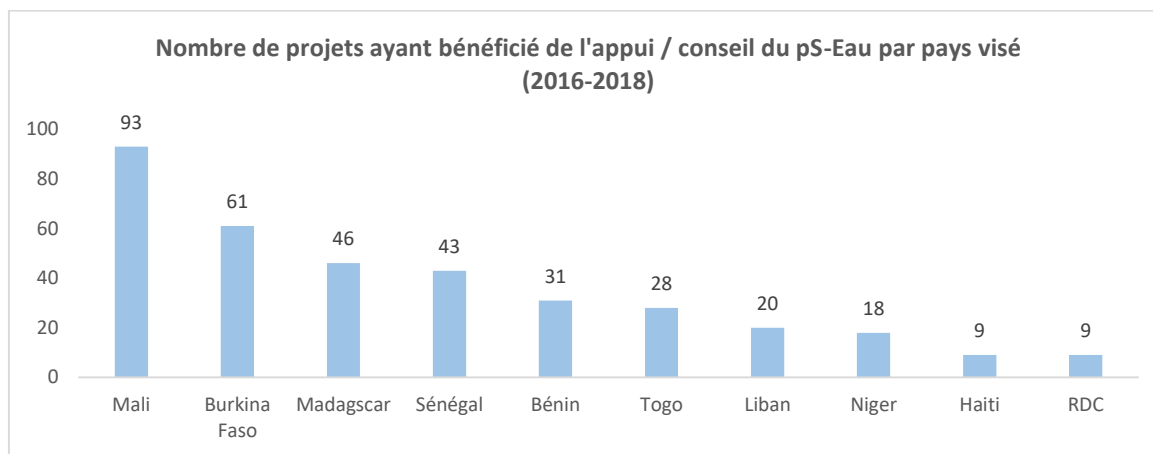


					et/ou capitalisation) pour le Val de Marne, le SIAAP et l'AIMF	
Bénin / Togo	Non formalisé	pS-Eau	AERMC (programme Mono) Union Européenne (PAGLEMOG)	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Consolider la dynamique d'appui</li> <li>○ Accompagner l'émergence et la mise en place de nouveaux partenariats</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Missions de terrain au Bénin</li> <li>○ Participation aux Assises de la coopération décentralisée franco-béninoise</li> <li>○ Participation au groupe pays Bénin de Cités unies France (CUF)</li> <li>○ Participation à la mise en oeuvre du PAGLEMOG au Togo (projet pour accompagner l'émergence et la mise en place de nouveaux partenariats) avec Eau Vive</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Participation à la mise en oeuvre du PAGLEMOG au Togo (projet pour accompagner l'émergence et la mise en place de nouveaux partenariats) avec Eau Vive</li> <li>○ Missions de terrain au Bénin</li> <li>○ Rédaction de 2 newsletters Mises à jour en des bases de données</li> <li>○ Réunions d'échanges et de partage d'expériences en France</li> </ul>

## Une forte cohérence avec les pays visés par les porteurs de projets sollicitant l'appui du pS-Eau

Les 8/9 pays focus du pS-Eau sont globalement cohérents avec la répartition géographique des projets ayant bénéficié de l'appui / conseil du pS-Eau, à l'exception du Maroc (6 projets sur 2016-2018).

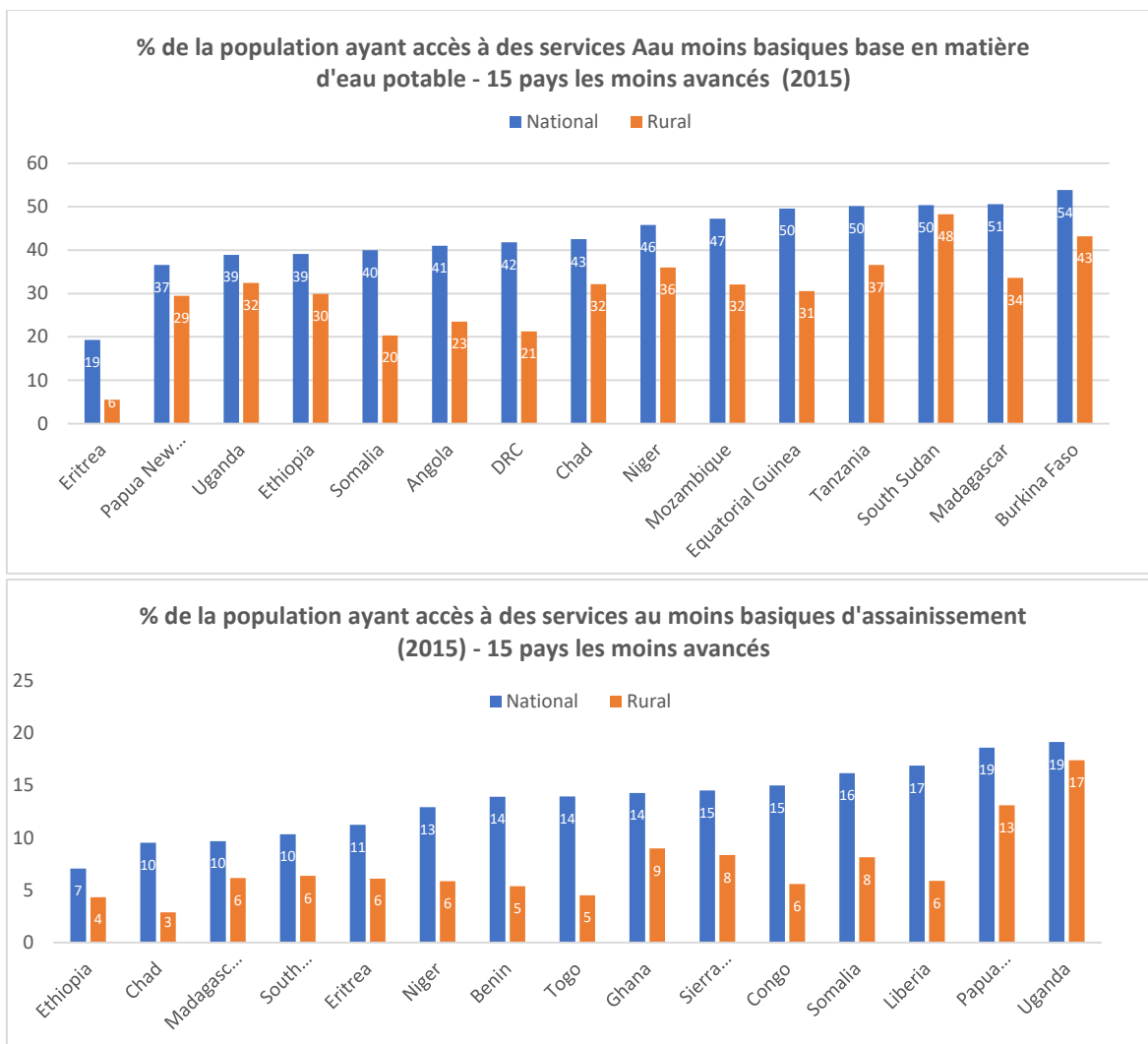
Ainsi, les 8 premiers pays visés par des projets ayant bénéficié de l'appui-conseil du pS-Eau sont ceux pour lesquels le pS-Eau a développé des activités spécifiques.



Concernant le Mali, alors que le pays est de loin le plus visé par les porteurs de projets appuyés par le pS-Eau, ce réseau pays se traduit surtout par des activités en France et ne bénéficie pas d'une présence permanente sur place (du pS-Eau directement ou via une organisation locale) comme cela peut être le cas au Liban par exemple. Toutefois, cette situation peut s'expliquer aussi par le contexte sécuritaire au Mali.

Concernant le Togo / Bénin, 3<sup>e</sup> zone visée par les porteurs de projets (si on additionne les projets concernant deux pays), des activités sont menées en France et sur place en marge du programme du Mono copiloté par le pS-Eau et l'OI-Eau. Toutefois, ce réseau ne bénéficie pas d'une présence permanente sur place. En revanche le Maroc ne figure pas parmi les 10 pays les plus visés par les projets accompagnés par le pS-Eau (6 sur 3 ans). Cette situation pose question quant à la pertinence du Maroc comme pays focus, ou quant aux modalités d'animation du réseau (pas d'activités spécifiques recensées en 2017, importance des acteurs issus de la diaspora qui sont plus difficiles à atteindre).

## Une forte cohérence avec la géographie de l'accès à l'eau et à l'assainissement et avec celle de l'APD française



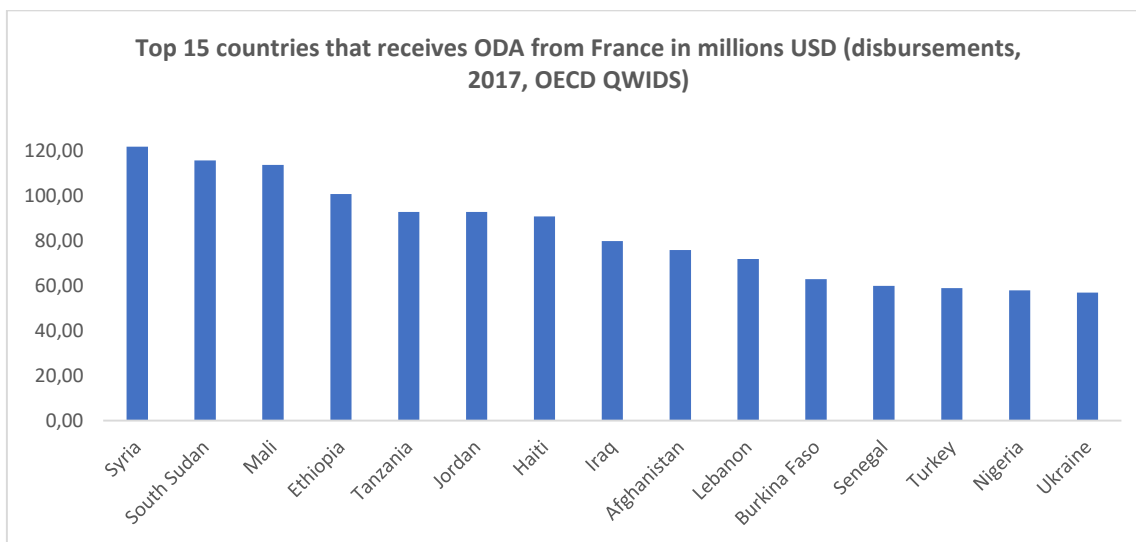
Source : [washdata.org](http://washdata.org), UNICEF

Si l'on regarde la cohérence des pays focus avec les statistiques en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement on observe que :

- Concernant l'accès à l'eau potable, on retrouve 3 pays parmi les 15 pays avec la plus faible proportion de la population ayant accès à des services basiques (Niger, Madagascar, Burkina Faso).
- Concernant l'accès à l'assainissement, on retrouve 4 pays parmi les 15 pays avec la plus faible proportion de la population ayant accès à des services basiques (Madagascar, Niger, Bénin, Togo).

Par ailleurs, si on analyse la cohérence des réseaux pays avec les pays les plus visés par l'APD française, le constat est différent.

Le Mali, le Liban et le Sénégal, qui ne figurent pas parmi les 15 pays les moins avancés en matière d'eau et d'assainissement, figurent en revanche parmi les 15 pays les plus visés par l'APD française selon l'OCDE (prêts et dons), tout comme le Burkina Faso que l'on retrouve en revanche dans les 15 pays ayant le % le plus faible de personnes ayant accès à l'eau potable.



Source : OCDE

Concernant ces 15 pays, on retrouve plusieurs pays dans une situation de conflit ou de post-conflit (Syrie, Soudan du Sud, Iraq, Afghanistan) et des pays surtout concernés par les prêts de l'AFD (Ethiopie, Tanzanie, Jordanie, Turquie, Ukraine). Finalement, seul Haïti pourrait être également être visé par un réseau pays du pS-Eau même si le volume de porteurs de projets sur la période 2016-2018 qui sollicitent le pS-Eau est limité (9 au total). De fait le pS-Eau réalise déjà un travail de veille sur Haïti. Il s'est également posé la question de la création d'un réseau pays avec une présence continue sur place. Mais le diagnostic réalisé a montré que le pS-Eau aurait une valeur ajoutée limitée compte tenu des dynamiques locales existantes.

En revanche, eu égard au nombre de porteurs de projets accompagnés, aux statistiques en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement et d'ODA de la France, la pertinence du choix du Maroc comme pays focus, du moins sous ce prisme, peut se poser.

### **Un besoin de formalisation de la stratégie du pS-Eau relative aux pays focus.**

Les bailleurs, en dehors des Agences de l'Eau qui les financent, ont une connaissance assez limitée des activités menées dans les pays partenaires dans le cadre des réseaux pays (Madagascar, Liban, Burkina Faso, Sénégal). Un réseau-pays dispose néanmoins d'une visibilité accrue, il s'agit du Ran'Eau. Créé en 2009 et co-porté par l'ONG malgache CITE, il s'agit du réseau-pays le plus

formalisé, le plus actif et le plus porté par des acteurs locaux, même s'il reste appuyé par un membre de l'équipe du pS-Eau sur place.

Plus globalement, le fait de mettre sous le même chapeau des pays focus pour lesquels l'essentiel des activités a lieu en France (ex : Niger) et d'autres reposant sur une animation dans les pays partenaires (ex : Madagascar) n'est pas compris par les acteurs interrogés. Les acteurs interrogés ne font pas toujours le lien entre les activités menées à l'étranger et les activités menées en France dans le cadre du même réseau pays. Ils peuvent ainsi considérer qu'un réseau pays menant d'activités dans le pays partenaire est peu utile. Mais, en même temps, ils vont apprécier les réunions et le travail de veille sur des pays dans lesquels le pS-Eau ne dispose pas d'une présence permanente ou de relais sur place. Enfin, les critères ayant mené à la création d'un réseau pays ne sont pas forcément connus.

Ce manque relatif de visibilité, surtout auprès des bailleurs, dessert le pS-Eau alors que la constitution de réseaux pays constitue une valeur ajoutée forte du pS-Eau et une spécificité par rapport aux autres réseaux français de structuration de la solidarité internationale. D'autant plus que l'impact au sud des plateformes de structuration de la solidarité internationale au nord constitue souvent une interrogation forte, surtout parmi les réseaux qui ne mènent aucune action directe au sud.

Il apparaît donc important de formaliser la stratégie du pS-Eau concernant les pays focus / réseaux pays, peut-être en distinguant en termes de terminologie les réseaux pays plus formalisés et/ou bénéficiant d'une présence continue du pS-Eau et ceux menant principalement des activités en France. De même, il apparaît important d'explicitier les critères objectifs (qui ne doivent pas forcément être quantitatifs) menant à la création ou non d'un réseau pays.

## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

Les réseaux pays constituent l'un des aspects importants de la valeur ajoutée du pS-Eau, une spécificité dans le paysage des plateformes françaises de solidarité internationale, et une condition de la connaissance terrain des équipes du pS-Eau.

Le choix des réseaux pays apparaît globalement pertinent au regard de trois critères : le nombre de porteurs de projets appuyés / accompagnés par le pS-Eau (pour mesurer le dynamisme des acteurs), les pays les moins avancés en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement (pour mesurer la pertinence par rapport aux besoins) et les pays prioritaires de l'APD française (pour mesurer le degré de cohérence avec celle-ci). Le réseau pays Maroc fait exception dans la mesure où le Maroc ne ressort pas comme prioritaire selon ces 3 critères. Par ailleurs, l'animation du réseau Mali peut apparaître en décalage par rapport au nombre de projets ayant bénéficié de l'appui / conseil du pS-Eau (plus d'un projet sur cinq).

En revanche, la diversité des réseaux pays et le lien entre les activités menées en France et à l'étranger ne sont pas toujours bien compris par les partenaires du pS-Eau. L'explicitation et la formalisation d'une stratégie d'ensemble pour les réseaux pays et de critères objectifs pour créer ou non un réseau pays pourraient contribuer à améliorer la connaissance des acteurs des réseaux pays et de leurs modes de fonctionnement.

### Recommandations :

- ▶ Analyser l'opportunité de poursuivre le réseau Maroc compte tenu du relatif faible dynamisme des acteurs en France. Si la dynamique des acteurs locaux au Maroc le justifie, cela pose la question de l'appropriation du réseau par les acteurs marocains.
- ▶ Analyser l'opportunité de disposer d'une ressource permanente au Mali et/ou de formaliser le réseau compte tenu du dynamisme de la coopération en matière d'Eau et d'Assainissement. Toutefois compte tenu de la situation sécuritaire, il peut être judicieux de nouer un partenariat avec une ONG locale plutôt que d'envoyer une ressource depuis la France.
- ▶ Expliciter les critères amenant à l'ouverture d'un réseau pays (ces critères peuvent être qualitatifs)
- ▶ Définir / formaliser la stratégie du pS-Eau en matière de réseaux-pays et la diffuser auprès des bailleurs du pS-Eau
- ▶ Réaliser une capitalisation (plutôt qu'une évaluation) sur les réseaux-pays qui pourrait ensuite servir de base pour valoriser les activités du pS-Eau auprès des acteurs du secteur et de potentiels bailleurs.

## QE12. TERRITORIALE la stratégie de développement d'activités menées à une échelle territoriale en France permet-elle de répondre efficacement aux attentes et besoins des acteurs situés sur ces territoires ? Est-elle cohérente avec les dynamiques territoriales préexistantes ?

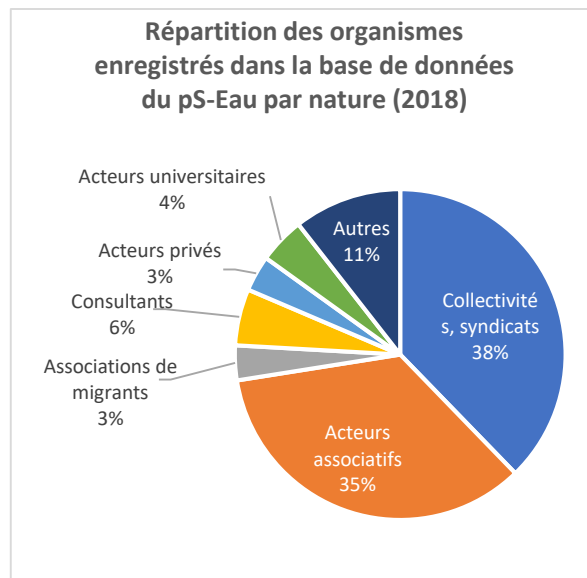
Une action fortement territorialisée, en adéquation avec le profil de ses partenaires et membres

Par rapport à d'autres organismes de structuration de la solidarité internationale, le pS-Eau se caractérise par une forte territorialisation de ses actions en France. Celle-ci se traduit de plusieurs manières :

- ▶ **Une présence permanente dans certaines régions** : Le pS-Eau dispose d'une antenne à Lyon depuis plus de 10 ans grâce à un partenariat historique avec l'Agence RMC et Lyon Métropole, ce qui apparaît justifié au regard de la dynamique locale dans la région Auvergne-Rhône Alpes (33% des porteurs de projets qui sollicitent l'appui du pS-Eau) et de la présence de l'Agence Rhône-Méditerranée-Corse. Il vient d'ouvrir également une antenne à Toulouse (2018) avec l'objectif de dynamiser la relation avec l'Agence Adour-Garonne (partenaire financier de cette antenne). Le pS-Eau dispose également d'une ressource à Montpellier (ETP partagé avec une ONG basée à Montpellier) et disposait d'une ressource en Bretagne (qui vient de partir en congé formation).
- ▶ **La réalisation en région de la majeure partie des activités du pS-Eau menées en France**, soit par les membres de l'équipe présents en région, soit par les membres de l'équipe basés à Paris :
  - **Les formations** à destination des porteurs de projets, coorganisées avec les RRMA, qui ont exclusivement lieu en région. En 2017, des formations ont été organisées en Bretagne (Lorient), en Occitanie (perpignan et Montpellier), en Nouvelle Aquitaine (Bayonne) et dans les régions couvertes par l'Agence RMC (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-France-Comté, PACA, Corse – 3 formations au total).
  - **Les réunions pays** ont également souvent lieu en région, sur le territoire de l'Agence RMC : réunion Burkina Faso, Togo et Sénégal en 2017, Mali, Niger et Maroc en 2016.
  - **Les jeudis du pS-Eau** : Il s'agit d'espaces de débat autour de sujets d'actualité du secteur, parfois volontairement polémiques, auxquels sont conviés les partenaires et membres du pS-Eau et co-animés avec des experts (3 « jeudis » sont organisés par an en moyenne). En 2016, un « jeudi du pS-Eau » a été organisé à Toulouse, et deux en 2017, à Saint-Brieuc et Montpellier.
  - **L'organisation de réunions d'échanges thématiques** et de réunions d'information plus large dans plusieurs territoires (ex : réunion d'information à Saint-Omer en 2017).
  - **La participation à des évènements** organisés localement (ex : journée mondiale de l'Eau à Brest en 2016 et 2017, le Carrefour des gestions locales de l'eau, événement d'envergure pour toute la région Ouest organisé tous les ans à Rennes auquel le pS-eau contribue)

Cette forte territorialisation est particulièrement pertinente compte-tenu de la nature des partenaires du pS-Eau en France. Ainsi, les acteurs publics territoriaux (collectivités, syndicats d'eau, régies, etc.) représentent 38% des organismes inscrits dans la base de données du pS-Eau, soit le premier « collègue » d'acteurs ciblés par le pS-Eau.

Les ONG et associations représentent 35% des organismes inscrits dans la base de données du pS-Eau. Etant donné que le pS-Eau concentre son appui sur les méso-projets (sans que cela soit exclusif), une grande partie de ces ONG et associations sont présentes en région. D'ailleurs, les trois quarts des porteurs de projets accompagnés par le pS-Eau sont basés en dehors de l'Île-de-France.



### La territorialisation, une condition des actions menées par le pS-Eau

La territorialisation des actions du pS-Eau n'est pas seulement un moyen de renforcer l'efficacité de ses actions, c'est même une condition sine qua non de la mise en œuvre du programme étant donné le focus du pS-Eau (coopération décentralisée). Ainsi, la territorialisation constitue :

- **Un facteur clé de succès du travail d'intermédiation du pS-Eau** : Le maillage du territoire par le pS-Eau permet à ce dernier de connaître une grande diversité d'acteurs, tant des porteurs de projets que des collectivités et des bailleurs potentiels. Fort de cette connaissance, le pS-Eau est en capacité de mettre en relation des acteurs de nature et de territoires différents. Ce travail est d'autant plus essentiel que certains appels à projets, via des fonds Eau ou des Agences de l'Eau, ne sont pas réservés aux seuls acteurs du territoire visé par ces organismes. Or, les acteurs présents dans d'autres régions / bassins ne sont pas toujours au fait de ces opportunités sans l'aide du pS-Eau.
- **Une condition pour toucher les petits porteurs de projets** : La montée en compétence des petits porteurs de projets constitue un enjeu important dans le domaine de l'eau. Comme il s'agit souvent d'associations de bénévoles, peu financées, il est difficile de les inviter à participer à des réunions à Paris. Par ailleurs, il s'agit d'un public pas toujours très familiarisé avec les outils en ligne de type MOOC. Par conséquent, le meilleur moyen de les toucher reste l'organisation de formations et/ou de réunions d'information dans les territoires en coordination avec les RRMA concernés.
- **Un moyen de renforcer l'appropriation des connaissances et outils produits par le pS-Eau par les acteurs locaux** : Si les guides du pS-Eau sont particulièrement appréciés, c'est aussi grâce au travail d'animation du pS-Eau. En effet, les formations réalisées avec les RRMA reposent le plus souvent sur les guides les plus grands publics du pS-Eau : « Développer les services d'eau potable, 18 questions pour agir (2014) » et « Développer les services

« C'est très utile d'avoir le pS-Eau sur le territoire pour mobiliser plus d'acteurs. J'espère qu'ils s'installeront dans davantage de territoires comme la Loire-Atlantique car il y a un vrai potentiel »

Agence de l'Eau

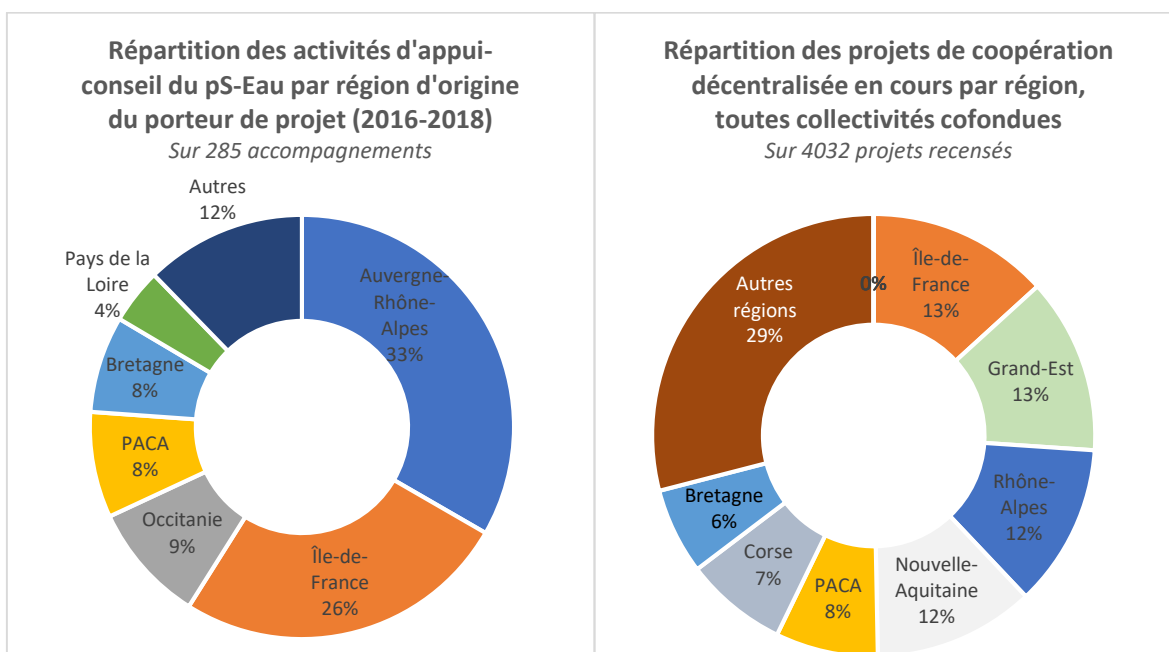


d'assainissement : 16 questions pour agir (2015) ». Les ateliers thématiques sont aussi l'occasion de présenter les guides thématiques produits par le pS-Eau<sup>32</sup>.

- **Un moyen de nouer des contacts avec des collectivités et leurs élus** pour mobiliser davantage de moyens en faveur de la coopération en matière d'eau et d'assainissement. En effet, le fait de mener des réunions régulières dans la plupart des régions, d'y convier des partenaires clés, des élus de l'eau donne une visibilité accrue aux actions de coopération décentralisée notamment vis-à-vis des collectivités mobilisant peu le 1%.

### Une répartition géographique qui dépend plus des partenariats que des dynamiques locales de la coopération décentralisée

L'analyse de la répartition géographique des porteurs de projets appuyés par le pS-Eau (du moins de ceux pour lesquels l'information est disponible, soit un peu plus d'un acteur sur deux) et de celle des projets de coopération décentralisée recensés par le MEAE dans le cadre de son atlas, permet de mettre en lumière une forte concentration de l'action du pS-Eau sur certains territoires.



Source : Tableau de suivi de l'accompagnement du pS-Eau, 2016-2018. Atlas de la coopération décentralisée du MEAE (2017)

Ainsi, deux régions concentrent 59% des porteurs appuyés par le pS-Eau (2016-2018), le Rhône-Alpes et l'Île-de-France, quand celles-ci représentent 25% des projets de coopération décentralisée en cours selon l'atlas du MEAE (2017). Ces deux régions abritent des acteurs extrêmement présents

<sup>32</sup> Ils sont disponibles sur le lien suivant : <https://www.pseau.org/fr/recherche-developpement/production>

dans la coopération en matière d'Eau et d'Assainissement, notamment le SIAAP et la ville de Paris (Île de France), et Lyon Métropole. Il s'agit aussi des deux régions dans lesquelles le pS-Eau dispose d'une présence historique avec son siège à Paris et son antenne à Lyon. L'Occitanie est également sur représentée (9% des porteurs appuyés par le pS-Eau contre 5% des projets de coopération décentralisée en cours) et dans une moindre mesure la Bretagne (8% contre 6%). Il s'agit aussi de régions où le pS-Eau est ou était physiquement présent : à Montpellier (50% d'un ETP à Montpellier) et en Bretagne<sup>33</sup>. D'ailleurs, l'activité d'appui-conseil pourrait continuer de croître dans les prochaines années avec l'ouverture d'une antenne du pS-Eau à Toulouse (dernier trimestre de 2018).

Les régions Grand-Est et Nouvelle Aquitaine sont particulièrement sous-représentées puisqu'elles représentent à peine 2% des porteurs appuyés par le pS-Eau (2016-2018) contre respectivement 13% et 12% des projets de coopération décentralisée en cours selon l'atlas du MEAE (2017). Dans une moindre mesure, la Corse l'est aussi (1% des porteurs appuyés par le pS-Eau contre 7% des projets de coopération décentralisée). A noter toutefois que, concernant le Grand-Est, il peut aussi s'agir de projets de coopération nord-nord (avec l'Allemagne notamment). Par ailleurs, tant la région Grand-Est que la région Nouvelle-Aquitaine sont particulières dans la mesure où leur territoire est couvert par plusieurs Agences de l'Eau (par exemple la région Grand-Est dépend à la fois de l'Agence RMC et de l'Agence Rhin-Meuse), ce qui peut rendre plus complexe le montage des partenariats. Enfin, en ce qui concerne la région Île-de-France, celle ne dispose pas de RRMA pouvant effectuer un rôle de premier filtre.

En nous fondant sur ces données, la priorité serait donc de dynamiser la présence territoriale dans la région Nouvelle-Aquitaine. L'ouverture de l'antenne à Toulouse dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence de l'Eau Adour-Garonne devrait y répondre en partie (la moitié sud de la Nouvelle-Aquitaine est couverte par l'Agence Adour-Garonne).

### **Les outre-mer, un territoire qui pourrait être davantage couvert par le pS-Eau**

Les collectivités territoriales d'outre-mer, relevant de l'article 73 de la Constitution (départements / régions) peuvent à la fois bénéficier de l'APD française et en même temps mener des actions de coopération internationale, particulièrement au niveau de leur région (pour les territoires relevant de l'article 74, la situation est variable). En matière d'Eau et d'Assainissement, elles disposent d'Offices de l'Eau, équivalent des Agences de l'Eau du territoire métropolitain qui peuvent aussi mobiliser le 1% Eau pour financer des actions de coopération internationale dans le cadre de ce dispositif. Certaines mènent d'ailleurs déjà des actions de coopération dans leur région d'appartenance.

---

<sup>33</sup> Sylvette Milin, en charge notamment du réseau Sénégal, est basée en Bretagne. Au moment de l'évaluation elle était en congé formation pour devenir agente de la fonction territoriale. Le pS-Eau n'a pas prévu de maintenir sa présence en Bretagne.

**Tableau : Actions de coopération internationale des Offices de l'Eau (petit cycle)**

Office de l'eau	Fiche action	Objectif	Pays concernés
<b>Réunion</b>	3.7 : Etude de programmation des usages de l'eau, travaux d'adduction et d'approvisionnement en eau, sensibilisation ou formation aux enjeux des usages de l'eau, au titre de la coopération décentralisée	Améliorer la desserte en eau des populations dans les territoires étrangers, notamment dans les pays membres de la Commission de l'Océan indien	Comores Madagascar Maurice Seychelles
<b>Réunion</b>	4.9 : Etude de programmation de traitement des eaux usées, travaux et dispositifs d'assainissement, sensibilisation ou formation aux enjeux de gérer les eaux usées, au titre de la coopération décentralisée	Prévenir la pollution des masses d'eau et des milieux causée par les eaux usées, diminuer les risques de maladie dus au rejet non maîtrisé des eaux usées, dans les territoires étrangers, notamment dans les pays membres de la Commission de l'Océan indien	Comores Madagascar Maurice Seychelles
<b>Martinique</b>	2.D Développer les actions de coopération institutionnelle et décentralisée à l'échelle de la Caraïbe	Inscrire la Martinique et les DOM dans une dynamique de collaboration régionale et mondiale sur les questions de la gestion intégrée des ressources en eau et l'adaptation au changement climatique Aider les pays en développement de la zone Caraïbe dans la structuration de leurs infrastructures et politiques en matière d'eau.	Haïti

Source : PPI de l'Office de l'Eau de la Réunion 2016-2021, PPI de l'Office de l'Eau de Martinique 2017-2022

Si le pS-Eau a pu, de manière ponctuelle, appuyer certaines coopérations (notamment celle de la Martinique avec Haïti), il ne dispose pas d'une stratégie d'animation territoriale et de mobilisation des acteurs de la Coopération décentralisée comme il peut l'avoir en France métropolitaine permettant de mobiliser le 1% Eau auprès de ces acteurs.

Toutefois, en 2015, le pS-Eau a lancé le réseau Océan Indien depuis Mayotte. Mais celui-ci a été mis en veille faute d'obtenir les fonds nécessaires (INTERREG). Il a été relancé en 2018 avec le GRET et GESCOD autour de l'assainissement non collectif à Mayotte, Madagascar et les Comores.

Néanmoins, à budget constant, il apparaît difficile pour le moment pour pS-Eau de mener des actions dans les collectivités d'Outre-Mer. Mais de premiers contacts pourraient être établis avec les Offices de l'Eau tandis que la prise en compte des Outre-Mer par les organisations de la société civile de type SMA constitue une problématique à soulever avec le principal bailleur, l'AFD.

## Une articulation croissante avec les RRMA à renforcer

Dans le contexte de montée en puissance des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA), la question de l'articulation de l'action du pS-Eau avec ces acteurs se pose. Cette articulation est variable selon les régions. Elle peut s'effectuer dans le cadre d'une convention multipartite à l'image de celle signée entre l'Agence RMC et les RRMA des régions Auvergne-Rhône-Alpes (Résacoop), de Bourgogne France-Comté (Bourgogne Franche Comté International) et du Grand-Est (Gescod). Elle peut aussi être moins encadrée comme avec Centreaider.

Globalement, cette articulation prend les suivantes :

- **La co-animation de réunions d'information et de formations avec les RRMA**, ces derniers étant chargés de l'envoi des invitations et de la mobilisation des acteurs locaux.
- **La coordination dans l'accompagnement des porteurs de projets** : Théoriquement, les RRMA doivent jouer un rôle de premier filtre en étudiant le niveau de maturité des projets présentés et/ou en répondant aux questions ayant trait au montage du projet en tant que tel. En revanche, si le projet est plus mature, ou si les questions sont davantage liées aux métiers de l'eau et de l'assainissement, le RRMA va réorienter les porteurs vers le pS-Eau.

*« Quand on est sollicité par un porteur projet, en fonction du degré de maturité, on le redirige vers le pS-Eau. On a tellement de demandes, qu'on est preneur de tout renfort »*

RRMA

*« Si c'est vraiment très spécifique sur l'Eau, on oriente vers pS-Eau. Si on voit un dossier loin d'être dans les clous, on filtre »*

RRMA

Cette articulation pour l'accompagnement des porteurs de projets est très importante pour le pS-Eau dans la mesure où il s'agit d'une activité assez chronophage (25% minimum du temps de travail de l'Antenne de Lyon par exemple) alors qu'un certain nombre de porteurs de projets ont avant tout besoin d'un appui à la formulation et au montage de projets avant d'aborder les questions métiers.

Or, cette articulation peut être extrêmement variable d'un RRMA à l'autre. Certains RRMA peuvent avoir la tentation de tout de suite rediriger le porteur de projet vers le pS-Eau dès que le projet porte sur l'eau ou l'assainissement, surtout si ses capacités financières et humaines sont limitées. Elle dépend des compétences en matière d'eau et d'assainissement des équipes de chaque RRMA et du volume de projets dans le territoire en question. Par exemple, Gescod (Grand-Est) peut avoir plus de facilités dans son rôle de filtre dans la mesure où ils ont hérité du savoir-faire de l'IRCOD dans le domaine de l'eau. A l'inverse, la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est particulièrement dynamique dans la région Auvergne-Rhône-Alpes ce qui se traduit par un nombre important de porteurs de projets qui contactent Résacoop. Si ce RRMA ne redirige pas automatiquement les porteurs vers le pS-Eau le filtrage effectué n'est pas très poussé selon les acteurs interrogés.

Le degré d'articulation du pS-Eau avec les RRMA est aussi le reflet du niveau d'institutionnalisation et de reconnaissance par les Agences de l'Eau de ces derniers. Par exemple, les liens avec Lianes Coopération (RRMA des Hauts-de-France) sont relativement faibles mais il le sont également entre ce RRMA et l'Agence de l'Eau Artois-Picardie dans un contexte de fortes difficultés financières

(absence de financement de la Région pendant plusieurs années). De même, les liens sont relativement faibles avec ABCIS, le RRMA de Bretagne qui a un statut informel pour le moment<sup>34</sup>.

L'une des Recommandations pourrait être de développer une formation spécifique à destination des RRMA afin qu'ils puissent maîtriser quelques notions de base sur le secteur de l'eau et de l'assainissement et puisse améliorer l'exercice de leur rôle de filtre ou de contrôle de premier niveau.

## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

La territorialisation des activités du pS-Eau est une condition même de la réalisation du programme compte-tenu du focus du pS-Eau sur les acteurs de la coopération décentralisée et sur les porteurs de micro-projets et/ou de méso projets.

C'est clairement un facteur de succès des actions de renforcement des porteurs de projets (formations, diffusion des guides), de la fonction d'intermédiation du pS-Eau et de la mobilisation des acteurs sur les territoires.

La géographie de l'intervention du pS-Eau montre un tropisme particulier pour certaines régions qui s'explique en partie par la présence d'une antenne du pS-Eau ou d'un membre de l'équipe du pS-Eau dans la région concernée. Certains territoires pourraient toutefois être davantage visés, notamment la région Nouvelle-Aquitaine ou la Corse, ainsi que les outre-mer qui ne sont pas du tout ciblés.

La territorialisation de l'action du pS-Eau pose la question de l'articulation avec les RRMA. Si celle-ci est croissante et fait même parfois l'objet de conventions multipartites, le rôle de filtre ou de contrôle de premier niveau de la part des RRMA pourrait être renforcé. Il existe un enjeu important d'efficience dans l'accompagnement des petits porteurs de projets qui pèse fortement dans la charge de travail de l'équipe du pS-Eau.

### Recommandations :

- ▶ Réaliser une formation à destination des professionnels des RRMA sur l'analyse de projets en matière d'eau et d'assainissement pour renforcer leur rôle de filtre.
- ▶ Nouer des contacts avec les Offices de l'Eau dans les collectivités d'Outre-Mer et discuter du sujet avec l'AFD car il s'agit d'une problématique transversale à toutes les organisations de structuration de la solidarité internationale.

---

<sup>34</sup> La constitution d'une plateforme régionale multi acteur est en cours sous l'impulsion de la Région Bretagne

## QE13. ELUS La stratégie consistant à s'appuyer sur des élus locaux relayant les messages de plaidoyer pour la solidarité internationale auprès de leurs pairs (les « élus de l'eau ») est-elle pertinente et efficace pour mobiliser de nouvelles collectivités ?

### Une initiative pertinente au regard de l'enjeu de mobilisation des collectivités

Le pS-Eau dispose d'une longue expérience de la mobilisation des collectivités territoriales dans le cadre de la loi Oudin (1%) ou de la loi Thiollière. Il connaît à ce titre la limite des outils classiques de mobilisation tels que le porte à porte, la présence dans des événements liées à la coopération décentralisée (où ne se rendent que des convaincus), l'envoi de mails ou la publication d'articles.

En revanche, le « pair à pair », c'est-à-dire la mobilisation des élus de collectivités qui ne financent pas la coopération décentralisée et/ou des projets via le 1% Eau, peut constituer un instrument efficace de mobilisation de nouvelles collectivités.

C'est dans cette optique que la campagne « les élus de l'eau » a été lancée en 2015 à l'occasion des 10 ans de loi Oudin-Santini (1% Eau). L'objectif de cette campagne est de s'appuyer sur des élus déjà engagés dans la coopération décentralisée en matière d'eau et d'assainissement prêts à jouer un rôle d'ambassadeur auprès d'autres élus. Cet engagement se matérialise par la signature du charte des élus de l'eau<sup>35</sup> et implique, sur la base du volontariat, de sensibiliser des collègues élus à l'occasion de moments informels, en marge d'événements n'ayant pas forcément trait à l'action internationale des collectivités ou à l'eau et l'assainissement, à répondre à des sollicitations de pairs, ou à présenter leur expérience à l'occasion d'événements organisés par le pS-Eau ou non.

*« Clairement ce n'est pas évident de mobiliser les collectivités. Cela passe souvent par l'association elle-même qui a une relation avec un élu. On a essayé il y a 5 ou 6 ans de monter un colloque avec pS-Eau. Cela été un flop complet. 10 inscrits sur 2000 courriers, déjà convaincus. Il faut plutôt essayer de prendre 20 ou 30 min de présentation à l'occasion d'une réunion d'élus ne portant pas sur la coopération. Mais c'est un travail de longue haleine »*

*Agence de l'eau*

*« On a abandonné le démarchage. On avait une liste de 20 collectivités par an à démarcher et cela donnait peu de résultats »*

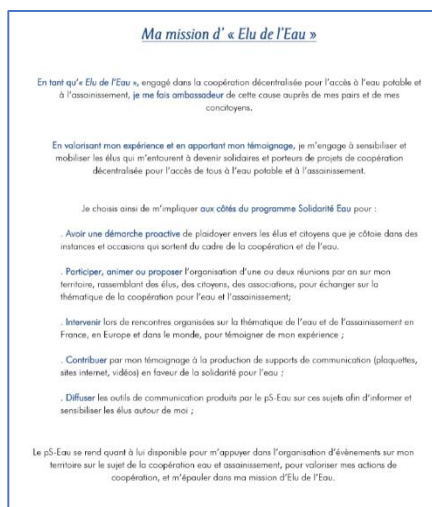
*Equipe du pS-Eau*

*« Les collectivités ont besoin de s'appuyer sur des pairs. Je le vois, quand un élu est reçu par un autre élu local, la relation est tout autre. Mais il ne faut pas s'attendre à des miracles. Les financements AFD sont souvent 10 fois supérieurs à ce que peuvent mettre des collectivités »*

*Syndicat membre*

35

[https://www.pseau.org/sites/default/files/0\\_repertoire\\_fichiers/2\\_psie\\_coopdec\\_oudin/charte\\_des\\_elus\\_de\\_leau\\_juin2015.pdf](https://www.pseau.org/sites/default/files/0_repertoire_fichiers/2_psie_coopdec_oudin/charte_des_elus_de_leau_juin2015.pdf)

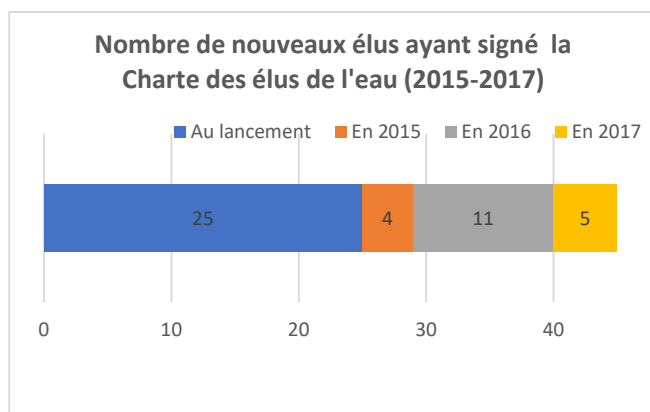


Depuis 2015, 45 élus ont signé la charte des élus de l'eau. Parmi eux, on compte 8 actuels ou anciens députés et sénateurs, des présidents et/ou vice-présidents de syndicats des eaux, des élus régionaux, ainsi que des élus de collectivités territoriales de communes ou d'EPCI de grandes agglomérations comme de territoires à dominantes rurales.

Cette initiative apparaît très pertinente au regard de la difficulté à mobiliser des collectivités autour du 1% Eau ou plus globalement autour de la coopération décentralisée.

## Le besoin d'un pilotage accru

D'après les entretiens menés, la campagne des élus de l'eau a eu un certain impact en termes de visibilité dans la mesure où la plupart des personnes interrogées connaissent l'initiative, du moins de nom. Par ailleurs, on constate que le nombre d'élus a crû : ils étaient 25 au moment du lancement de la campagne à l'occasion des 10 ans de la loi Oudin-Santini. Ils étaient 45 fin 2017.



Il est cependant difficile de mesurer les résultats de cette initiative dans la mesure où l'initiative ne fait pas l'objet d'un reporting des activités menées par les élus de l'eau eux-mêmes. Certains élus ont pu être invité par le pS-Eau pour témoigner de l'expérience de leur collectivité en matière de coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et parrainer des événements organisés par le pS-Eau et/ou ses partenaires. Par exemple, à l'occasion

de la 18<sup>e</sup> édition du Carrefour des gestions locales de l'eau (2017), un petit-déjeuner a été organisé en présence des élus de l'eau de la Région Bretagne<sup>36</sup>. De même, plusieurs élus brestois ont participé aux éditions de 2016, 2017 et 2018 de la Journée Mondiale de l'Eau à Brest<sup>37</sup>. Par ailleurs, deux réunions des élus de l'eau ont eu lieu en 2016 et 2017, mais avec une ampleur limitée (une vingtaine de participants dont 8 élus environ). Enfin, il est possible que certains élus mènent des actions de leur côté, notamment dans un cadre informel, sans en informer le pS-Eau.

Néanmoins la perception générale des partenaires interrogés est que cette campagne, après un lancement remarqué, apparaît peu dynamique. En l'absence de communication sur les activités

<sup>36</sup> [https://www.bretagne.bzh/jcms/prod\\_384000/fr/18e-carrefour-des-gestions-locales-de-l-eau](https://www.bretagne.bzh/jcms/prod_384000/fr/18e-carrefour-des-gestions-locales-de-l-eau)

<sup>37</sup> <https://www.brest.fr/fileadmin/Documents/Agenda/programme-JME2017.pdf>

menées (en dehors des réunions annuelles) et sur les résultats obtenus (en dehors de l'obtention de nouveaux signataires), ils ont du mal à percevoir ce qui a pu être réalisé et atteint grâce à cette campagne.

Le principal écueil est le fait de faire reposer le pilotage des actions sur les élus eux-mêmes. En effet, le pS-Eau s'est positionné comme un appui et non comme pilote de l'initiative, insistant sur l'aspect « volontaire » de la démarche et l'importance de l'appropriation par les premiers concernés, les élus eux-mêmes. Comme l'explique la page web dédiée aux élus de l'eau, « Le pS-Eau accompagnera aussi les « élus de l'eau » qui le souhaitent dans l'organisation de réunions rassemblant des élus de son territoire ». A ce titre, le pS-Eau a produit un kit à destination des élus de l'eau et un dossier de presse et qui constituent des outils utiles et faciles d'appropriation. Néanmoins, il est difficile d'espérer que les élus puissent, par eux-mêmes, piloter l'initiative (ils ne gèrent pas forcément leur agenda, ont de multiples responsabilités, etc.) sans une animation régulière de la part d'un tiers, même si certains élus peuvent se montrer particulièrement dynamiques.

### **Un levier pour conserver l'engagement des collectivités déjà mobilisées**

Au-delà de l'enjeu de mobilisation de nouvelles collectivités, les élus de l'eau sont aussi un levier pour conserver le soutien des collectivités déjà engagées dans des projets de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et dont ils sont les représentants. S'il est difficile de prouver le lien, nous constatons que, dans un contexte très difficile pour la Coopération décentralisée, le financement des collectivités de la coopération dans le domaine de l'eau et de l'assainissement s'est maintenu. Les entretiens menés avec des professionnels de collectivités comptant dans leurs assemblées des élus de l'eau nous ont confirmé que ces derniers constituent un soutien de taille au moment de défendre l'action internationale de la collectivité dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Il s'agit ainsi d'un effet positif pas forcément attendu de cette initiative qui avait été plutôt pensée pour accroître le nombre de collectivités mobilisées.

Par ailleurs, cette campagne pourrait constituer un levier pour mobiliser davantage de fonds dans le cadre du 1% dans le contexte de fusion des intercommunalités et de révision de la compétence eau et assainissement (loi NOTRe). Les assemblées de ces nouvelles intercommunalités vont en effet rassembler des élus de communes déjà actives en matière de coopération décentralisée (notamment dans l'eau) et d'autres de communes ne menant aucune action en la matière. Si les élus qui y sont favorables parviennent à convaincre l'Assemblée intercommunale de poursuivre l'action en la matière, cette évolution peut constituer un effet de levier car la surface financière du 1% mobilisable sera bien plus importante.

*« Sur les élus de l'eau, on ne sait pas s'il y a une vraie dynamique. J'ai l'impression que c'est stationnaire pour le moment. »*

*« Les élus de l'eau : ce n'est pas simple. Ils n'ont pas le temps de faire cela seul, ils ont plusieurs casquettes, bien qu'ils soient sensibles à cette thématique. Mais cela facilite déjà la validation des projets dans les collectivités de ces élus »*

*Collectivité membre*

*« Cela a permis de renforcer ceux qui étaient actifs dans la coopération en EAH en voyant qu'ils ne sont pas seuls »*

*Partenaire public*



## Conclusions et recommandations

### Conclusions :

La campagne « les élus de l'eau » est initiative pertinente au regard des enjeux de mobilisation des collectivités territoriales autour du 1% Eau (et même de la coopération décentralisée en général) et des difficultés à attirer de nouvelles collectivités.

Cette campagne a un fort degré de visibilité auprès des acteurs du secteur, notamment grâce à l'évènement de lancement organisé en 2015 et aux communications du pS-Eau. Si le nombre d'élus de l'eau a crû sur la période, il est difficile d'analyser les effets de la campagne en l'absence d'un suivi régulier des activités menées par les élus (dans un cadre formel ou informel). La perception générale est néanmoins que la dynamique autour des élus de l'eau n'apparaît pas très vive.

L'une des principales limites est de faire reposer le pilotage des actions sur les élus eux-mêmes et de ne pas disposer d'une coordination assurée par le pS-Eau.

Nous constatons toutefois un effet notable, mais pas forcément attendu. Plus que la mobilisation de nouvelles collectivités, les élus de l'eau permettent d'abord de consolider la mobilisation des collectivités déjà investies en matière de coopération dans l'eau et l'assainissement. Le fait de disposer d'élus de l'eau dans une assemblée facilite en effet grandement la validation des budgets consacrés dans un contexte compliqué pour la coopération décentralisée.

### Recommandations :

- Assurer un pilotage et un suivi actif de l'initiative « élus de l'eau » : communication spécifique à destination des élus, bilan personnalisé par téléphone avec chaque élu une fois par an.



## Partie 2 - *Conclusions et recommandations*

## Conclusions générales

Le pS-Eau est le réseau multiacteurs de référence en matière de coopération dans l'accès à l'eau et dans l'assainissement (schématiquement, le petit cycle de l'eau), particulièrement dans la coopération décentralisée.

Il est apprécié voire très apprécié de ses membres et partenaires et joue un rôle essentiel d'intermédiaire entre les différents acteurs du secteur - porteurs de projets, experts, financeurs, ONG locales, partenaires publics dans les pays partenaires – permettant aux coopérations de se concrétiser et de trouver les partenaires techniques et financiers adéquats. Il assure aussi une fonction d'observatoire du secteur et de l'application de la loi Oudin et concentre son appui sur les « méso projets », une strate qui constitue un angle mort dans les dispositifs de financement de l'AFD.

Le pS-Eau contribue à l'amélioration qualitative des projets mis en œuvre par les acteurs de la coopération décentralisée de strate « micro » ou « méso » (qui ne disposent pas d'équipes permanentes) grâce à l'accompagnement individuel. Son action en faveur des collectivités permet aussi à ces dernières d'être davantage outillées et exigeantes à l'heure de choisir les projets à financer.

Le pS-Eau contribue à maintenir une évolution positive des financements à destination de l'EAH malgré un contexte de crise de la coopération décentralisée. Les prochaines années devraient rester compliquées avec la baisse des budgets des Agences de l'Eau. La mobilisation de collectivités territoriales supplémentaires est en outre compliquée car il s'agit désormais de convaincre des collectivités peu portées sur la coopération décentralisée dans un contexte de restrictions budgétaires et de réformes multiples. La campagne des Elus de l'Eau constitue à ce titre un vecteur d'influence pertinent mais l'initiative reste peu dynamique faute d'un pilotage fort de la part du pS-Eau. Par ailleurs, le pS-Eau mène peu d'actions d'ECSI qui pourraient aussi constituer un moyen de mobiliser les acteurs.

En termes de ciblage, le pS-Eau apparaît bien positionné : la coopération décentralisée reste la principale source de financements hors dons pour le secteur de l'Eau et de l'Assainissement, une situation singulière dans le milieu de la Coopération Française au développement. Dans les pays d'intervention, le ciblage des petits centres et des zones péri-urbaines voire semi-rurales ou rurales apparaît pertinent compte tenu des flux migratoires actuels et de la valeur ajoutée possible des acteurs français de la coopération décentralisée.

Son ancrage territorial tant en France que dans les pays partenaires constitue aussi une force. En France, la majeure partie de ses activités sont menées en région ce qui lui permet d'être au plus près des acteurs de la coopération décentralisée. Dans ce cadre, le pS-Eau articule son action avec les RRMA qui peuvent jouer un rôle de « premier filtre » des acteurs de l'eau sollicitant un appui.

Les réseaux pays constituent une spécificité du pS-Eau par rapport aux autres réseaux de structuration du milieu associatif (SMA). Outre l'animation d'échanges entre acteurs intervenant dans un même pays, ils permettent à l'équipe du pS-Eau d'entretenir une connaissance fine du terrain, ce qui permet par la suite de produire des documents pertinents et d'être capables de jouer

un rôle d'intermédiation entre les acteurs ici et là-bas. Toutefois on constate une certaine méconnaissance de ces réseaux et des objectifs poursuivis. Le pS-Eau devrait ainsi expliciter sa stratégie en la matière et la diffuser auprès de ses partenaires.

Si les thématiques de réflexion du pS-Eau continue d'être pertinentes au regard des besoins du secteur et des priorités de l'AFD, elles pourraient être enrichies sous deux angles : la prise en compte des enjeux liés au changement climatique (plusieurs publications du pS-Eau sont en train de sortir) et la mise en évidence des enjeux et solutions spécifiques pour à destination des populations les plus vulnérables au sein des populations visées par les projets d'accès à l'eau et à l'assainissement sur un territoire donné.

Pour plus de détails, les conclusions par critère d'évaluation sont reprises ci-bas.

### **Pertinence, cohérence externe et interne**

#### **Une action globalement cohérente avec l'APD française et les évolutions du secteur mais qui doit davantage prendre en compte les enjeux liés au changement climatique et le ciblage des plus vulnérables**

L'action du pS-Eau est globalement cohérente avec la stratégie de l'AFD en matière d'Eau et d'Assainissement sur la période, tout particulièrement avec l'axe 3 « Fournir un accès à des services performants et durables pour tous ».

De même, les activités du pS-Eau sont cohérentes avec l'enjeu d'opérationnaliser les ODD, en particulier l'ODD 6. On observe néanmoins des attentes croissantes en matière de prise en compte des enjeux du changement climatique par les systèmes d'eau et d'assainissement, en lien avec les priorités de l'AFD. Le positionnement croissant du pS-Eau sur ces enjeux est donc pertinent et doit être renforcé, ce qui fait également écho aux évolutions des Agences de l'Eau.

Par ailleurs, le pS-Eau pourrait davantage faire ressortir l'enjeu de la prise en compte des publics les plus vulnérables car il s'agit d'une problématique importante identifiée par les acteurs interrogés pour laquelle ils ne sont pas toujours suffisamment outillés et attendent un appui du pS-Eau en la matière.

L'analyse des évolutions du secteur montre que le pS-Eau est globalement bien positionné sur la plupart des enjeux primordiaux ou émergents, même si certains sujets pourraient être davantage développés (ex : prise en compte des populations vulnérables, enjeu migratoire post-urgence).

#### **Une offre pertinente à la fois pour les porteurs et les financeurs de projets du secteur**

L'offre de services du pS-Eau apparaît cohérente à la fois pour les porteurs de projets et pour les bailleurs dans la mesure où elle couvre les besoins d'appui tout au long du cycle projet ou du cycle de financement de projet.

L'accompagnement du pS-Eau (individuel et collectif) est moins pertinent pour les grandes ONG du secteur d'autant qu'elles ne sont pas forcément la cible de ce type d'activités. Néanmoins, le pS-Eau répond à leurs besoins dans d'autres domaines comme le fait de disposer d'une veille sectorielle

et par pays, d'avoir accès à des guides sur des thématiques connexes des leurs, de pouvoir échanger entre praticiens dans le cadre du comité scientifique ou des différentes réunions du pS-Eau.

Concernant les activités du pS-Eau, celles répondent aux besoins des acteurs :

- ▶ La production de connaissance (guide, veille) est appréciée par l'ensemble des acteurs interrogés du fait d'un bon équilibre entre technicité et pédagogie.
- ▶ Les formations permettent de donner des clés pour renforcer la pertinence des projets par rapport aux contextes locaux.
- ▶ Les réseaux pays sont appréciés des partenaires car ils permettent au pS-Eau de produire une information de qualité, de mettre en relation ici et là-bas les acteurs et d'offrir des espaces d'échanges entre praticiens. Toutefois le lien entre les réunions pays effectuées en France et les activités menées à l'étranger relevant des réseaux pays n'est pas toujours fait par les partenaires du pS-Eau (voir question 11).
- ▶ L'accompagnement répond au besoin de renforcement de la qualité des projets, particulièrement des projets « méso », entre les micro-projets et les projets plus importants pouvant être éligibles au guichet DPA-OSC de l'AFD (voir question 9).

En revanche le pS-Eau mène peu ou pas d'actions relevant de l'ECSI, ce qui pourrait constituer une piste à investiguer pour renforcer la mobilisation des acteurs.

#### **Un cadre logique à davantage étayer au regard de l'action menée et des indicateurs à ajuster en fonction des effets spécifiques de l'action du pS-Eau**

La logique d'intervention du pS-Eau est globalement cohérente même si les objectifs définis apparaissent trop larges et ne rendent pas compte de la spécificité du travail du pS-Eau. La définition d'un cadre logique plus spécifique renforcerait la pertinence de la logique d'intervention. La définition préalable d'une théorie du changement appliquée à la stratégie du pS-Eau pourrait également s'avérer pertinente.

Concernant les indicateurs mesurant l'atteinte des résultats, le premier indicateur sur le nombre de personnes approvisionnées en eau améliorée n'apparaît pas réaliste compte tenu de l'absence de données consolidées et de l'absence de données sur les résultats (il en existe sur les objectifs). Le second indicateur sur la mobilisation financière est en revanche plus pertinent. L'objectif 2018 a d'ailleurs été atteint par le pS-Eau en 2017.

Enfin, concernant les indicateurs de réalisation (activités), ces derniers sont pertinents même s'ils ne couvrent pas l'ensemble des activités du pS-Eau notamment dans les réseaux pays.

## Valeur ajoutée

### **L'intermédiation, l'accompagnement des « méso projets » et le rôle d'observatoire du secteur, principales valeurs ajoutées du secteur**

La valeur ajoutée du pS-Eau pour ses partenaires provient surtout de ses activités de production de connaissance, de l'animation de réseaux pays et de la mise en contact entre acteurs du secteur.

Au niveau du secteur, le pS-Eau a une forte valeur ajoutée dans la mesure où son action d'accompagnement se focalise sur les méso-projets dont il favorise le financement. Or la strate « méso » constitue souvent un chaînon manquant dans les dispositifs d'appui de l'AFD. Par ailleurs, le pS-Eau cible activement les organisations issues de la diaspora (OSIM), ce qui constitue une spécificité forte par rapport aux autres réseaux / plateformes de solidarité internationale (hors FORIM).

Enfin, le pS-Eau joue un rôle spécifique d'observatoire du secteur dont les différentes bases de données sont le reflet. Ce rôle pourrait être davantage valorisé auprès des partenaires, notamment en exploitant davantage les bases de données pour la réalisation d'études.

## Modèle économique

### **Un financement relativement diversifié et des partenariats en région qui facilitent la mobilisation de ressources supplémentaires pour secteur**

Le modèle économique du pS-Eau, celui d'une ouverture totale de ses activités, apparaît adapté à la nature des activités qu'il mène et au type de publics qui peuvent être appuyés.

Certes le financement de l'AFD représente une part importante du budget du pS-Eau (38% en 2017), mais le taux de dépendance apparaît nettement moindre que d'autres plateformes de SMA. Le pS-Eau arrive en effet à mobiliser un grand nombre de financements complémentaires auprès des Agences de l'Eau et des collectivités territoriales. Ainsi, en 2017, le pS-Eau a signé 21 nouvelles conventions financières pour un montant moyen de 44.000 EUR environ.

Cette contractualisation avec de multiples acteurs représente un effort important pour le pS-Eau qui doit ainsi démultiplier sa présence au niveau territorial. Mais ce travail du pS-Eau conditionne parfois la mobilisation de moyens supplémentaires pour le secteur surtout lorsque les agents en charge de la supervision des financements ne sont pas issus du secteur de l'eau et de l'assainissement et/ou de la coopération internationale.

## Effets générés

### **Un effet sensible sur la qualité des projets grâce, à la fois, à l'accompagnement des porteurs de projets et à celui des bailleurs**

Le pS-Eau contribue à renforcer la qualité des projets menés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, particulièrement des projets « méso », à la fois par le renforcement des capacités des porteurs de projets et par l'appui aux collectivités / agences.

Concernant les porteurs de projets, le pS-Eau cherche à renforcer leurs compétences et la qualité des projets montés via ses activités d'accompagnement individuel et collectif ou par la mise à disposition de connaissances et d'outils méthodologiques. Les effets de cet accompagnement se traduisent par l'obtention de financements ou une meilleure relation partenariale, même s'il faut attendre les résultats du système d'évaluation de l'appui / conseil du pS-Eau pour en évaluer correctement l'impact.

Concernant les collectivités et agences, le pS-Eau fournit un appui variable selon l'intensité du partenariat mais qui peut être très utile surtout pour les agents en charge de la coopération décentralisée lorsqu'ils ne sont pas des professionnels du secteur de l'eau et/ou de la coopération internationale. L'effet de cet appui se traduit par la mobilisation de fonds pour la coopération décentralisée dans l'eau et l'assainissement par les collectivités concernées.

### **Un rouage essentiel de la mobilisation des financements dans le cadre du 1% Eau qui a permis de résister à la crise de la coopération décentralisée**

Le pS-Eau est parvenu à atteindre l'objectif qu'il s'était fixé en matière de mobilisation des financements pour la coopération décentralisée en matière d'eau et d'assainissement (30.5 millions d'euros en 2017 contre un objectif de 25 millions).

Cette augmentation est surtout liée à une mobilisation accrue des financements des Agences de l'Eau, notamment des agences Rhône-Méditerranée – Corse, Rhin-Meuse et Loire-Bretagne qui sont au maximum de leurs capacités. Il existe toutefois encore une importante marge de progression pour l'Agence Seine-Normandie.

En revanche, les financements en provenance des collectivités stagnent depuis plusieurs années. Il s'agit néanmoins d'une évolution positive compte-tenu du contexte particulièrement difficile pour la coopération décentralisée (-20% de financements depuis 2013). Si certains grands contributeurs restent relativement stables (SIAAP, SEDIF, ville de Paris), on observe néanmoins une assez forte volatilité tant dans les financements que dans le nombre d'acteurs, liée notamment aux échéances électorales mais pas uniquement. Par ailleurs, les financements dépendent à plus de 60% de 5 acteurs, une concentration qui s'est accrue au cours du programme et appelle à davantage de diversification.

A ce titre le fonds de solidarité eau constitue un dispositif qu'il peut être intéressant de répliquer comme vient de le faire Aix-Marseille-Métropole avec notamment l'appui du pS-Eau.

## Focus spécifiques

### Un ciblage des acteurs de la coopération décentralisée et des petits centres urbains pertinent

L'orientation donnée par le pS-Eau aux acteurs de la coopération décentralisée, porteurs de projets comme financeurs, apparaît pertinente au regard de la structuration de la coopération française en matière d'EAH. En effet, la majeure partie de l'aide hors prêts (entre 50 et 60%) provient des collectivités et des agences de l'eau, tandis que la compétence en matière d'eau et d'assainissement échoie historiquement aux collectivités (et désormais aux communautés de communes). Par ailleurs, cette orientation favorise la mobilisation de financements supplémentaires pour la coopération en général plutôt qu'un engorgement du guichet de la DPA-OSC.

Alors que l'aide publique au développement a tendance à trop se focaliser sur les grands centres urbains (au détriment des zones rurales et des petits centres), sur les nouvelles infrastructures (au détriment de la maintenance et de la gouvernance) et à sous financer l'accès à l'assainissement, les orientations du pS-Eau apparaissent pertinentes. En effet, tant le focus sur les petits centres et les zones rurales attenantes, que l'insistance sur les enjeux de gouvernance, ou le renforcement des acteurs locaux constituent une réponse adéquates aux problématiques actuelles de l'APD dans le secteur de l'EAH.

### Les pays focus : une spécificité qui apporte de la valeur ajoutée au pS-Eau et doit être mieux valoriser

Les « pays focus », surtout lorsqu'ils prennent la forme de réseaux dans les pays partenaires, constituent l'un des aspects importants de la valeur ajoutée du pS-Eau, une spécificité dans le paysage des plateformes françaises de solidarité internationale, et une condition de la connaissance terrain des équipes du pS-Eau.

Le choix des pays focus apparaît globalement pertinent au regard de trois critères : le nombre de porteurs de projets appuyés / accompagnés par le pS-Eau (pour mesurer le dynamisme des acteurs), les pays les moins avancés en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement (pour mesurer la pertinence par rapport aux besoins) et les pays prioritaires de l'APD française (pour mesurer le degré de cohérence avec celle-ci). Le Maroc fait exception dans la mesure où le Maroc ne ressort pas comme prioritaire selon ces 3 critères, mais il peut aussi s'agir d'une carence d'animation du pS-Eau concernant ce pays. Par ailleurs, l'animation des activités relatives au Mali peut apparaître en décalage par rapport aux nombre de projets ayant bénéficié de l'appui / conseil du pS-Eau (plus d'un projet sur cinq) même s'il existe des enjeux spécifiques de sécurité qui limitent les possibilités d'animation de réseau sur place.

En revanche, la diversité des réseaux pays et le lien entre les activités menées en France et à l'étranger ne sont pas toujours bien compris par les partenaires du pS-Eau. L'explicitation et la formalisation d'une stratégie d'ensemble pour les réseaux pays et de critères objectifs pour créer ou non un réseau pays pourraient contribuer à améliorer la connaissance des acteurs des réseaux pays et de leurs modes de fonctionnement.



## **La territorialisation des activités du pS-Eau : une condition de la mobilisation des acteurs**

La territorialisation des activités du pS-Eau est une condition même de la réalisation du programme compte-tenu du focus du pS-Eau sur les acteurs de la coopération décentralisée et sur les porteurs de micro-projets et/ou de méso projets.

C'est clairement un facteur de succès des actions de renforcement des porteurs de projets (formations, diffusion des guides), de la fonction d'intermédiation du pS-Eau et de la mobilisation des acteurs sur les territoires.

La géographie de l'intervention du pS-Eau montre un tropisme particulier pour certaines régions qui s'explique en partie par la présence d'une antenne du pS-Eau ou d'un membre de l'équipe du pS-Eau dans la région concernée. Certains territoires pourraient toutefois être davantage visés, notamment la région Nouvelle-Aquitaine, ainsi que les outre-mer qui ne sont pratiquement pas ciblés.

La territorialisation de l'action du pS-Eau pose la question de l'articulation avec les RRMA. Si celle-ci est croissante et fait même parfois l'objet de conventions multipartites, le rôle de filtre ou de contrôle de premier niveau de la part des RRMA pourrait être renforcé. Il existe un enjeu important d'efficience dans l'accompagnement des petits porteurs de projets qui pèse fortement dans la charge de travail de l'équipe du pS-Eau.

## **Les élus de l'eau : une initiative pertinente à redynamiser**

La campagne « les élus de l'eau » est initiative pertinente au regard des enjeux de mobilisation des collectivités territoriales autour du 1% Eau (et même de la coopération décentralisée en général) et des difficultés à attirer de nouvelles collectivités.

Cette campagne a un fort degré de visibilité auprès des acteurs du secteur, notamment grâce à l'évènement de lancement organisé en 2015 et aux communications du pS-Eau. Si le nombre d'élus de l'eau a crû sur la période, il est difficile d'analyser les effets de la campagne en l'absence d'un suivi régulier des activités menées par les élus (dans un cadre formel ou informel). La perception générale est néanmoins que la dynamique autour des élus de l'eau n'apparaît pas très vive.

L'une des principales limites est de faire reposer le pilotage des actions sur les élus eux-mêmes et de ne pas disposer d'une coordination assurée par le pS-Eau.

Nous constatons toutefois un effet notable, mais pas forcément attendu. Plus que la mobilisation de nouvelles collectivités, les élus de l'eau permettent d'abord de consolider la mobilisation des collectivités déjà investies en matière de coopération dans l'eau et l'assainissement. Le fait de disposer d'élus de l'eau dans une assemblée facilite en effet grandement la validation des budgets consacrés dans un contexte compliqué pour la coopération décentralisée.

## Recommandations de l'évaluation

### Recommandations stratégiques

#### Renouvellement des thématiques en lien avec les évolutions du secteur

- ▶ Aborder la question de la prise en compte des publics vulnérables dans les systèmes d'eau et d'assainissement (couverture, tarification / subvention, etc.) en produisant notamment un guide à ce sujet et un groupe de travail.
- ▶ Intégrer davantage la prise en compte des enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans les formations et l'accompagnement individuel portant sur l'élaboration des projets.
- ▶ Créer un groupe de travail sur l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les situations de post-urgence afin d'identifier s'il est nécessaire d'approfondir cette question et d'intégrer la thématique au travail du pS-Eau.

#### Pays focus / Réseaux pays :

- ▶ Analyser l'opportunité de poursuivre le réseau Maroc compte tenu du relatif faible dynamisme des acteurs en France et/ou de redynamiser l'animation du pS-Eau concernant ce territoire.
- ▶ Analyser l'opportunité de monter un réseau sur place au Mali compte tenu du dynamisme de la coopération en matière d'Eau et d'Assainissement. Eu égard au contexte sécuritaire, un partenariat avec une ONG locale existante pourrait s'avérer plus pertinent.
- ▶ Expliciter les concepts de « pays focus » et de « réseaux pays » et les critères de choix (ces critères peuvent être qualitatifs)
- ▶ Définir / formaliser la stratégie du pS-Eau en matière de réseaux-pays et la diffuser auprès des bailleurs du pS-Eau
- ▶ Réaliser une capitalisation (plutôt qu'une évaluation) sur les réseaux-pays qui pourrait ensuite servir de base pour valoriser les activités du pS-Eau auprès des acteurs du secteur et de potentiels bailleurs.

#### Mobilisation des acteurs :

- ▶ Assurer un pilotage et un suivi actif de l'initiative « élus de l'eau » : communication spécifique à destination des élus, bilan personnalisé par téléphone avec chaque élu une fois par an.
- ▶ Nouer des contacts avec les Offices de l'Eau dans les collectivités d'Outre-Mer et discuter du sujet avec l'AFD car il s'agit d'une problématique transversale à toutes les organisations de structuration de la solidarité internationale
- ▶ Renforcer le lien avec les acteurs de l'ECSI et analyser l'opportunité de monter un programme d'ECSI avec les agences de l'eau pour valoriser la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.

### **Mobilisation des financements :**

- ▶ Co-réaliser avec l'Agence Seine-Normandie une étude sur les associations issues de la diaspora dans le domaine de l'eau et de l'assainissement afin de mieux connaître ce public et d'adapter les modalités d'un éventuel appel à projet qui leur serait destiné.
- ▶ Initier un travail de capitalisation sur les fonds de solidarité eau avec un objectif de dissémination du dispositif dans d'autres territoires.

### **Recommandations opérationnelles**

#### **Veille sur le secteur**

- ▶ Réaliser une étude d'envergure sur le secteur à partir des données contenues dans la base de données (ex : 10 ans de coopération décentralisée dans le domaine de l'EAH)
- ▶ Réaliser une étude exploratoire sur les financements en matière d'eau et d'assainissement au niveau international et intégrer les appels à projets émanant de cibles pertinentes au travail de veille sur les financements.

#### **Articulation avec les RRMA et les autres acteurs du 1%**

- ▶ Proposer la création d'un lieu d'échange entre animateurs des dispositifs 1% pour coordonner l'action en matière de mobilisation des collectivités. Celui-ci pourrait prendre la forme d'un groupe de travail dans le cadre de CUF qui reste la plateforme de référence de la coopération décentralisée.
- ▶ Mettre au point des outils de communication en commun sur le 1%: plaquette de présentation des dispositifs 1%, présentation ppt commune, liens directs entre les sites web de référence...
- ▶ Réaliser une formation à destination des professionnels des RRMA sur l'analyse de projets en matière d'eau et d'assainissement pour renforcer leur rôle de filtre.

#### **Clarification des objectifs, indicateurs, et modalités d'accompagnement**

- ▶ Définir des objectifs et des résultats attendus plus spécifiques, plus cohérents avec le type de structure qu'est le pS-Eau (plateforme SMA) et ce qui peut constituer ses spécificités (coopération décentralisée, petits centres, etc.). La définition préalable d'une théorie du changement pourrait faciliter ce travail dans la mesure où ce type de méthodologies pourraient être plus adaptées à la nature du travail du pS-Eau.
- ▶ Revoir le ou les indicateurs mesurant les effets du pS-Eau sur la qualité des projets afin de renforcer le lien avec l'output des actions du pS-Eau et en définissant des moyens de collecte de données réalistes.
- ▶ Distinguer les projets / financements qui relèvent de l'accès à l'eau de ceux qui relèvent de l'assainissement (suivi de l'accompagnement, bilan financier de la coopération décentralisée). Clarifier ce qui est entendu par « évaluation de projets » (objectif, contenu) et peut-être remplacer le terme par « visites de terrain » pour éviter les malentendus avec les règles sur les marchés publics.



# Annexes

## Bibliographie

### Documents stratégiques, programmatiques et de suivi du pS-Eau

- ▶ Rapport d'activités 2017, pS-Eau
- ▶ Rapport d'activités 2016, pS-Eau
- ▶ Rapport d'activités 2015, pS-Eau
- ▶ Rapport d'activités 2014, pS-Eau
- ▶ NIONG du programme Solidarité Eau 2016-2018 (2015)
- ▶ DAO Evaluation Programme 2016-2018
- ▶ Evaluation externe du Programme 2013-2015, CIEDEL
- ▶ Bilans 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017 de l'action extérieure des collectivités territoriales et agences de l'Eau

### Documents relatifs à l'APD française et aux Agences de l'Eau

- ▶ Cadre d'intervention transversal 2018-2023 AFD-OSC, AFD, 2018
- ▶ Cadre d'intervention transversal 2013-2016 AFD-OSC, AFD, 2013
- ▶ Relevé de décisions du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), 2018
- ▶ Rapport Aide Publique au Développement des Collectivités Territoriales Françaises 2016, DAECT, CNCD
- ▶ Rapport Aide Publique au Développement des Collectivités Territoriales Françaises 2015, DAECT, CNCD
- ▶ « Secteur de l'eau – Chiffres clés », Coalition Eau, 2017

### Autres études

- ▶ Cartographie des instances collectives de solidarité internationale, associatives ou mixtes (plates-formes et collectifs) de Jean-Eudes Beuret et Anne Cadoret (2014)
- ▶ Rapport « Comment renforcer les apprentissages et les changements à travers l'évaluation ? », F3E, 2017
- ▶ Working paper ODI 520, Future flows Global trends to watch on water and sanitation, 2017
- ▶ IRC Trends Analysis, 2016–2025, mars 2016
- ▶ Progress on Drinking Water, Sanitation and Hygiene 2017, JMP, UNICEF

### Sites et pages internet consultées :

- ▶ <https://www.afd.fr/fr/les-organisations-de-la-societe-civile>
- ▶ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/development-agenda/>
- ▶ <https://www.coordinationsud.org/>

- ▶ <https://amf83.fr/wp-content/uploads/2017/02/fiche-loi-Notre-et-transfert-de-compétences-eau-et-assainissement-Nov-16.pdf>
- ▶ [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)
- ▶ <https://www.actu-environnement.com/ae/news/dechets-collectivites-cooperation-internationale-projets-amorce-29717.php4>
- ▶ <https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/LOActu/ArticleActualite&cid=1250269808137>
- ▶ <http://www.amorce.asso.fr/fr/espace-adherents/publications/dechets/cooperation-internationale/dp21-collectivites-locales-agissez-pour-ameliorer-la-gestion-des-dechets-dans-le-monde-plaquette-dinformation/>
- ▶ <https://www.pseau.org>
- ▶ <http://www.amorce.asso.fr/fr/espace-adherents/publications/dechets/cooperation-internationale/dp21-collectivites-locales-agissez-pour-ameliorer-la-gestion-des-dechets-dans-le-monde-plaquette-dinformation/>
- ▶ [https://www.pseau.org/outils/ouvrages/cite\\_ps\\_eau\\_compte\\_rendu\\_de\\_l\\_atelier\\_ran\\_eau\\_u\\_iec\\_pour\\_le\\_changement\\_de\\_comportement\\_en\\_matiere\\_d\\_eah\\_2015.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/cite_ps_eau_compte_rendu_de_l_atelier_ran_eau_u_iec_pour_le_changement_de_comportement_en_matiere_d_eah_2015.pdf)
- ▶ [https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps\\_eau\\_les\\_odd\\_pour\\_les\\_services\\_eau\\_et\\_assainissement\\_fr.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_les_odd_pour_les_services_eau_et_assainissement_fr.pdf)
- ▶ [https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps\\_eau\\_compte\\_rendu\\_conference\\_nouvelles\\_technologies\\_de\\_traitement\\_de\\_l\\_eau\\_adaptees\\_aux\\_pays\\_du\\_sud\\_2017.pdfxs](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_compte_rendu_conference_nouvelles_technologies_de_traitement_de_l_eau_adaptees_aux_pays_du_sud_2017.pdfxs)
- ▶ <https://www.pseau.org/fr/recherche-developpement/production/gep>
- ▶ [https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps\\_eau\\_osim\\_eau\\_une\\_initiative\\_eau\\_diaspora\\_sahel\\_a\\_destination\\_des\\_acteurs\\_associatifs\\_de\\_la\\_solidarite\\_internationale\\_2018.pdf](https://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_osim_eau_une_initiative_eau_diaspora_sahel_a_destination_des_acteurs_associatifs_de_la_solidarite_internationale_2018.pdf)
- ▶ <http://www.forim.net/sites/default/files/Guide%20du%20PRAOSIM%202018.pdf>
- ▶ <https://www.agencemicroprojets.org/financements/presentation-des-financement>
- ▶ [https://www.bretagne.bzh/jcms/prod\\_384000/fr/18e-carrefour-des-gestions-locales-de-leau](https://www.bretagne.bzh/jcms/prod_384000/fr/18e-carrefour-des-gestions-locales-de-leau)
- ▶ <https://www.brest.fr/fileadmin/Documents/Agenda/programme-JME2017.pdf>

## Entretiens et questionnaire

En plus des entretiens avec l'équipe du pS-Eau, les structures suivantes ont été rencontrées dans le cadre de la phase de collecte :

Collectivités territoriales et syndicats d'eau :

- SIAAP
- SEDIF
- Ville de Paris
- Ville de Montreuil
- Brest Métropole
- Lyon Métropole
- Région AURA

Agences de l'Eau :

- Agence de l'Eau Artois-Picardie
- Agence de l'Eau Rhin-Meuse
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

ONG / Associations

- Seves
- Electriciens Sans Frontières
- Le GRET
- ACAD
- Initiative Développement
- HAMAP
- GEVALOR
- Aquassitance
- Solidarité internationale

RRMA et autres réseaux territoriaux

- Centraider
- Territoires Solidaires
- RésaCoop
- GESCOD
- YCID

Partenaires publics :

- AFD – DPA-OSC
- AFD – EAH
- MEAE - DAECT

Autres acteurs :

- Université de Montpellier  
Ambassade de France au Togo
- Hydroconseil
- Fondation Véolia
- Fondation Suez

Par ailleurs, un questionnaire en ligne a permis à 76 partenaires du pS-Eau de s'exprimer sur les activités menées par les suites.

Ces partenaires sont ceux ayant bénéficié d'une formation ou d'un accompagnement individuel depuis janvier 2018, ou ceux ayant participé à une réunion pays depuis janvier 2018.

Plusieurs extraits du questionnaire figure dans l'analyse tandis que les résultats complets ont été envoyés au pS-Eau.

## Acronymes

AFD	Agence Française de Développement
AE	Agence de l'Eau
AG	Assemblée Générale
AOC	Approches Orientées Changement
APD	Aide Publique au Développement
CA	Conseil d'Administration
CIS	Cadre d'Intervention Sectoriel
CIT	Cadre d'Intervention Transversal
DPA-OSC	Division des Partenariats avec les OSC
DOS	Document d'Orientation Stratégique
EAH	Eau, Assainissement et Hygiène
ECSI	Education à la Citoyenneté et à la solidarité internationale
FICOL	Facilité de financement des collectivités territoriales françaises
MEAE	Ministères de l'Europe et des Affaires Etrangères
ODD	Objectif du Développement Durable
OIE-Eau	Office International de l'Eau
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
OSI	Organisation de Solidarité Internationale
PFE	Partenariat Français pour l'Eau
pS-Eau	Programme Solidarité - Eau
SMA	Structuration du Milieu Associatif